



Agence de Vitrolles

La Bastide Blanche RN113, Bât D

13 745 VITROLLES

Téléphone : 04 42 77 47 03

Télécopie : 04 42 89 22 62

RODRIGUEZ YACHTS

Port Camille Rayon

100 Avenue des Frères Roustan

06 220 GOLFE JUAN

ETUDE D'IMPACT

Activité d'entretien et de réparation de yachts

- ▶ Adresse du site : **Port Camille Rayon, 100 Avenue des Frères Roustan 06 220 GOLFE JUAN**
- ▶ Date d'édition du rapport : **Novembre 2016**
- ▶ Numéro de dossier Socotec : **1605EL7P**
- ▶ Référence du rapport : **version 2.0**

*Vous avez fait appel à nos services et nous vous en remercions
Pour tout complément d'information, votre interlocuteur SOCOTEC est à votre disposition.*

- ▶ Rédacteur du rapport : SOCOTEC, Agence de Vitrolles, La Bastide Blanche RN 113 – Bât D, 13 745 VITROLLES

La reprographie de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale, sous réserve d'en citer la source.

SOMMAIRE

1. OBJECTIF DE L'ETUDE D'IMPACT.....	8
2. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE LA ZONE ET DES MILIEUX SUSCEPTIBLES D'ETRE AFFECTES PAR LE PROJET	9
2.1 LOCALISATION GEOGRAPHIQUE ET GRANDS TRAITs MORPHOLOGIQUES	9
2.1.1 CARACTERISTIQUES	9
2.2 CONTEXTE CLIMATIQUE	11
2.2.1 ÉTENDUE DE LA ZONE SUSCEPTIBLE D'ETRE AFFECTEE PAR LE PROJET ET PAR D'AUTRES PROJETS CONNUS	11
2.2.2 CARACTERISTIQUES	11
2.3 MILIEU NATUREL TERRESTRE	13
2.3.1 ÉTENDUE DE LA ZONE SUSCEPTIBLE D'ETRE AFFECTEE PAR LE PROJET ET PAR D'AUTRES PROJETS CONNUS	13
2.3.2 TOPOGRAPHIE	13
2.3.3 GEOLOGIE	13
2.3.4 HYDROGEOLOGIE.....	15
2.3.5 SOLS ET SOUS-SOLS	18
2.3.6 RISQUES NATURELS	21
2.3.7 ESPACES NATURELS, AGRICOLES, FORESTIERS OU DE LOISIRS	26
2.3.8 FAUNE ET FLORE TERRESTRE	27
2.3.9 CONCLUSION : SENSIBILITE DU MILIEU NATUREL TERRESTRE.....	31
2.4 MILIEU NATUREL AQUATIQUE.....	32
2.4.1 ÉTENDUE DE LA ZONE SUSCEPTIBLE D'ETRE AFFECTEE PAR LE PROJET ET PAR D'AUTRES PROJETS CONNUS	32
2.4.2 RESEAU HYDROGRAPHIQUE	32
2.4.3 SDAGE RHONE MEDITERRANEE CORSE	38
2.4.4 SAGE 40	
2.4.5 QUALITE DU MILIEU RECEPTEUR.....	40
2.4.6 HYDROLOGIE	44
2.4.7 ESPACES NATURELS, MARITIMES OU DE LOISIRS	44
2.4.8 RISQUES NATURELS	44
2.4.9 FAUNE ET FLORE AQUATIQUE.....	45
2.4.10CONCLUSION : SENSIBILITE DU MILIEU NATUREL AQUATIQUE	46
2.5 ENVIRONNEMENT HUMAIN ET INDUSTRIEL	47
2.5.1 ÉTENDUE DE LA ZONE SUSCEPTIBLE D'ETRE AFFECTEE PAR LE PROJET ET PAR D'AUTRES PROJETS CONNUS	47
2.5.2 DOCUMENT D'URBANISME.....	47
2.5.3 HABITATIONS	49
2.5.4 LIEUX RECEVANT DU PUBLIC	49
2.5.5 ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL	50
2.5.6 ENVIRONNEMENT AGRICOLE	50
2.5.7 PATRIMOINE CULTUREL ET ARCHEOLOGIQUE	51
2.5.8 PATRIMOINES CULTURELS ET ARCHEOLOGIQUES.....	52
2.5.9 PAYSAGE.....	54
2.5.10VOIES DE COMMUNICATION.....	56
2.5.11RESEAUX.....	57
2.6 QUALITE DE L'AIR	58
2.6.1 ÉTENDUE DE LA ZONE SUSCEPTIBLE D'ETRE AFFECTEE PAR LE PROJET ET PAR D'AUTRES PROJETS CONNUS	58
2.6.2 GENERALITES SUR LA QUALITE DE L'AIR.....	58
2.7 VOISINAGE ET ENVIRONNEMENT SONORE	63
2.7.1 ÉTENDUE DE LA ZONE SUSCEPTIBLE D'ETRE AFFECTEE PAR LE PROJET ET PAR D'AUTRES PROJETS CONNUS	63
2.7.2 SOURCES DE BRUIT ACTUELLES	63
2.7.3 VOISINAGE SENSIBLE AU BRUIT	63

2.7.4 NIVEAUX SONORES MESURES	63
2.8 VIBRATIONS.....	65
2.8.1 ÉTENDUE DE LA ZONE SUSCEPTIBLE D'ÊTRE AFFECTÉE PAR LE PROJET ET PAR D'AUTRES PROJETS CONNUS	65
2.8.2 SOURCES DE VIBRATIONS ACTUELLES	65
2.8.3 VOISINAGE SENSIBLE AUX VIBRATIONS	65
2.8.4 SENSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS VOISINES.....	65
2.9 ODEURS	66
2.9.1 ÉTENDUE DE LA ZONE SUSCEPTIBLE D'ÊTRE AFFECTÉE PAR LE PROJET ET PAR D'AUTRES PROJETS CONNUS	66
2.9.2 CARACTÉRISTIQUES.....	66
2.10 ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	67
2.10.1 ÉTENDUE DE LA ZONE SUSCEPTIBLE D'ÊTRE AFFECTÉE PAR LE PROJET ET PAR D'AUTRES PROJETS CONNUS	67
2.10.2 CARACTÉRISTIQUES.....	67
2.11 RAYONNEMENTS ELECTROMAGNETIQUES.....	68
2.11.1 ÉTENDUE DE LA ZONE SUSCEPTIBLE D'ÊTRE AFFECTÉE PAR LE PROJET ET PAR D'AUTRES PROJETS CONNUS	68
2.11.2 CARACTÉRISTIQUES.....	68
2.12 UTILISATION DE L'ÉNERGIE.....	70
2.12.1 ÉTENDUE DE LA ZONE SUSCEPTIBLE D'ÊTRE AFFECTÉE PAR LE PROJET ET PAR D'AUTRES PROJETS CONNUS	70
2.12.2 CARACTÉRISTIQUES.....	70
2.13 DECHETS ET RESIDUS	70
2.13.1 ÉTENDUE DE LA ZONE SUSCEPTIBLE D'ÊTRE AFFECTÉE PAR LE PROJET ET PAR D'AUTRES PROJETS CONNUS	70
2.13.2 ORIENTATIONS DU PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS DANGEREUX (PRPGDD)	70
2.13.3 ORIENTATIONS DU PLAN D'ÉLIMINATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILÉS (PEDMA) : COMPATIBILITÉ DU PROJET	72
2.13.4 PRODUCTION, STOCKAGE, ENLEVEMENT, ÉLIMINATION	74
2.14 HYGIÈNE, SANTÉ, SÉCURITÉ ET SALUBRITÉ PUBLIQUES.....	75
2.14.1 ÉTENDUE DE LA ZONE SUSCEPTIBLE D'ÊTRE AFFECTÉE PAR LE PROJET ET PAR D'AUTRES PROJETS CONNUS	75
2.14.2 CARACTÉRISTIQUES.....	75
2.15 SYNTHÈSE DE L'ÉTAT INITIAL.....	77

3. ANALYSE DES EFFETS NÉGATIFS ET POSITIFS, DIRECTS ET INDIRECTS, TEMPORAIRES

(*) ET PERMANENTS, À COURT, MOYEN ET LONG TERME DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT 79

3.1 EFFETS TEMPORAIRES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT.....	79
3.2 EFFETS PERMANENTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT.....	80
3.2.1 EAU	80
3.2.2 SOLS ET SOUS-SOLS	81
3.2.3 AIR	81
3.2.4 CLIMAT	83
3.2.5 FAUNE ET FLORE.....	83
3.2.6 PAYSAGE.....	83
3.2.7 PATRIMOINE CULTUREL ET ARCHEOLOGIQUE	83
3.2.8 ESPACES NATURELS, AGRICOLES, FORESTIERS, MARITIMES ET DE LOISIRS	83
3.2.9 BIEN MATÉRIELS	84
3.2.10 VOISINAGE ET ENVIRONNEMENT SONORE	84
3.2.11 ODEURS.....	84
3.2.12 ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	84
3.2.13 RAYONNEMENTS ELECTROMAGNETIQUES.....	84
3.2.14 TRANSPORTS.....	84
3.2.15 CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE	85
3.2.16 HYGIÈNE, SANTÉ, SÉCURITÉ ET SALUBRITÉ PUBLIQUES.....	85

3.3	ORIGINE, NATURE ET GRAVITE DES POLLUTIONS DE L'AIR, DE L'EAU ET DES SOLS – EFFETS SUR LE CLIMAT – VOLUME ET CARACTERE POLLUANT DES DECHETS – NIVEAU ACOUSTIQUE DES APPAREILS EMPLOYES – VIBRATIONS POUVANT ETRE PROVOQUEES PAR LES APPAREILS EMPLOYES – MODE ET CONDITIONS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU – MODE ET CONDITIONS D'UTILISATION DE L'EAU.....	88
3.3.1	CONSOMMATION EN EAU	88
3.3.2	POLLUTION DES EAUX.....	88
3.3.3	SOLS ET SOUS-SOLS	91
3.3.4	REJETS ATMOSPHERIQUES DU SITE	92
3.3.5	VOISINAGE ET ENVIRONNEMENT SONORE	92
3.3.6	DECHETS.....	93
3.3.7	CLIMAT	93
4.	ANALYSE DES EFFETS CUMULES DU PROJET AVEC D'AUTRES PROJETS CONNUS.....	94
4.1	PROJETS A RETENIR	94
4.2	EFFETS DES EFFETS CUMULES TEMPORAIRES	96
4.3	ETUDE DES EFFETS CUMULES PERMANENTS	96
5.	ESQUISSE DES PRINCIPALES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION EXAMINEES ET RAISONS POUR LESQUELLES, EU EGARD DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT OU LA SANTE HUMAINE, LE PROJET PRESENTE A ETE RETENU	97
5.1	SOLUTIONS DE SUBSTITUTION	97
5.2	RAISONS	97
5.2.1	RAISONS ECONOMIQUES	97
5.2.2	RAISONS URBANISTIQUES.....	98
5.2.3	RAISONS ENVIRONNEMENTALES.....	99
5.2.4	RAISONS TECHNIQUES.....	99
5.2.5	RAISONS REGLEMENTAIRES.....	99
6.	ELEMENTS PERMETTANT D'APPRECIER LA COMPATIBILITE DU PROJET	100
6.1	AVEC L'AFFECTATION DES SOLS DEFINIE PAR LE DOCUMENT D'URBANISME OPPOSABLE.....	100
6.1.1	PLU	100
6.1.2	SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIAL (SCOT) DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS (CASA).....	100
6.2	ARTICULATION AVEC LES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES MENTIONNES A L'ARTICLE R. 122-17	103
6.2.1	PLAN REGIONAUX D'ELIMINATION DES DECHETS DANGEREUX.....	103
6.2.2	PLAN NATIONAL DE PREVENTION DES DECHETS	103
6.2.3	PLAN DEPARTEMENTAL DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES	104
6.2.4	SDAGE	104
6.2.5	PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE (SRCAE) PACA	107
6.3	ARTICULATION AVEC LES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES NON MENTIONNES A L'ARTICLE R. 122-17	108
7.	MESURES PREVUES.....	109
7.1	MESURES PREVUES POUR EVITER LES EFFETS NEGATIFS NOTABLES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT OU LA SANTE HUMAINE ET POUR REDUIRE LES EFFETS N'AYANT PU ETRE EVITES.....	109
7.1.1	EFFETS PERMANENTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT.....	109
7.2	MESURES PREVUES POUR COMPENSER LES EFFETS NEGATIFS NOTABLES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT OU LA SANTE HUMAINE N'AYANT PU ETRE NI EVITES NI SUFFISAMMENT REDUITS.....	113
7.3	JUSTIFICATION DE L'IMPOSSIBILITE DE COMPENSER LES EFFETS NEGATIFS NOTABLES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT OU LA SANTE HUMAINE N'AYANT PU ETRE NI EVITES NI SUFFISAMMENT REDUITS.....	113
7.4	ESTIMATION DES DEPENSES DES MESURES PREVUES	113
7.5	EXPOSE DES EFFETS ATTENDUS DES MESURES PREVUES A L'EGARD DES IMPACTS DU PROJET	114
7.5.1	EFFETS TEMPORAIRES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT.....	114
7.5.2	EFFETS PERMANENTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT.....	114
7.6	PRESENTATION DES PRINCIPALES MODALITES DE SUIVI DES MESURES PREVUES ET DU SUIVI DE LEURS EFFETS.....	117
7.6.1	EAU	117
7.6.2	SOL ET SOUS-SOLS	117
7.6.3	AIR	117

7.6.4 CLIMAT	117
7.6.5 FAUNE ET FLORE.....	118
7.6.6 PAYSAGE ET PATRIMOINE	118
7.6.7 VOISINAGE ET ENVIRONNEMENT SONORE/VIBRATIONS	118
7.6.8 ODEURS.....	118
7.6.9 ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	118
7.6.10 RAYONNEMENTS ELECTROMAGNETIQUES	118
7.6.11 TRANSPORTS.....	118
7.6.12 HYGIENE, SANTE, SECURITE ET SALUBRITE	118
7.6.13 DECHETS.....	118
L'EXPLOITANT VEILLERA QUE LES DECHETS SOIENT BIEN TRIÉS SUR SITE ET QU'ILS EMPRUNTENT LES BONNES FILIERES DE TRAITEMENT.	118
7.6.14 CONSOMMATION ENERGETIQUE	118
7.7 DESCRIPTION DES PERFORMANCES ATTENDUES DES MESURES PREVUES REDUCTRICES ET COMPENSATOIRES	119
7.7.1 EAU	119
7.7.2 SOL ET SOUS-SOLS	119
7.7.3 AIR	119
7.7.4 CLIMAT	119
7.7.5 FAUNE ET FLORE.....	119
7.7.6 PAYSAGE ET PATRIMOINE	119
7.7.7 VOISINAGE ET ENVIRONNEMENT SONORE/ VIBRATIONS	119
7.7.8 ODEURS.....	119
7.7.9 ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	119
7.7.10 RAYONNEMENTS ELECTROMAGNETIQUES	119
7.7.11 TRANSPORTS.....	120
7.7.12 CONSOMMATION ENERGETIQUE	120
7.7.13 DECHETS.....	120
7.7.14 HYGIENE, SANTE, SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES.....	120
7.8 JUSTIFICATION DU CHOIX DES MESURES ENVISAGEES ET PRESENTATION DES PERFORMANCES ATTENDUES AU REGARD DES MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES.....	121
7.8.1 LES MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES APPLICABLES	121
7.9 CONDITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE APRES EXPLOITATION.....	122
7.9.1 ÉVACUATION DES PRODUITS DANGEREUX ET DECHETS.....	122
7.9.2 DEMANTELEMENT DES MATERIELS ET DES BATIMENTS.....	122
7.9.3 REINSERTION DU SITE DANS SON ENVIRONNEMENT	122
7.9.4 USAGE FUTUR DU SITE	123
8. GARANTIES FINANCIERES	124
9. PRESENTATION DES METHODES UTILISEES	125
9.1 METHODES POUR ETABLIR L'ETAT INITIAL.....	125
9.2 METHODES POUR EVALUER LES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	125
9.3 EXPLICATION DES RAISONS AYANT CONDUIT AU CHOIX PARMI PLUSIEURS METHODES DISPONIBLES.....	125
9.4 REFERENCES.....	125
9.4.1 SERVICES CONSULTES	125
9.4.2 BIBLIOGRAPHIE	126
10. DESCRIPTION DES DIFFICULTES EVENTUELLES TECHNIQUES OU SCIENTIFIQUES.....	127
11. AUTEURS DE L'ETUDE D'IMPACT ET DES ETUDES AYANT CONTRIBUE A SA REALISATION ..	128
12. ÉLÉMENTS DE L'ETUDE DES DANGERS	129
13. APPRECIATION DES IMPACTS DE L'ENSEMBLE DU PROGRAMME – OPTION PROJET CONCOURANT A LA REALISATION D'UN PROGRAMME DE TRAVAUX ECHELONNE DANS LE TEMPS	130

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 : EXTRAIT DE CARTE LOCALISANT LE SITE	10
FIGURE 2 : JOURS D'ORAGE ANNUELS – SOURCE : METEO-EXPRESS	12
FIGURE 3 : EXTRAIT DE LA CARTE GEOLOGIQUE – INFOTERRE – ECHELLE 1/50.000 ^{EME}	14
FIGURE 4 : BASSIN VERSANT COTIER EST - VALLAURIS	16
FIGURE 5 : LOCALISATION DES FORAGES AU DROIT DU SITE	18
FIGURE 6 : SITE BASIAS/BASOL A PROXIMITE DU SITE.	20
FIGURE 7 : CARTE DU PPR INONDATION	23
FIGURE 8 : EXTRAIT DE LA CARTE SISMIQUE	25
FIGURE 9 : SEISMES REFERENCES SUR LA COMMUNE DE VALLAURIS - SOURCE : SISFRANCE.....	26
FIGURE 10 : LOCALISATION DES ZNIEFF	28
FIGURE 11 : LOCALISATION DES SITES NATURA 2000.....	30
FIGURE 12 : RESEAU HYDROGRAPHIQUE	33
FIGURE 13 : BASSIN VERSANT DE LA VALMASQUE	34
FIGURE 14 : BASSIN VERSANT DE LA BRAGUE	35
FIGURE 15 : ALEA INONDATION – INFORMATIONS ISSOURDADOU – PAPI CASA (PLAN D’ACTION DE PREVENTION DES INONDATIONS DE LA COMMUNE D’AGGLOMERATION DE SOPHIA ANTIPOLIS).....	36
FIGURE 16 : LES BASSINS VERSANTS AUX ALENTOURS DE LA ZONE D’ETUDE – PAPI CASA (PLAN D’ACTION DE PREVENTION DES INONDATIONS DE LA COMMUNE D’AGGLOMERATION DE SOPHIA ANTIPOLIS).....	37
FIGURE 17 : VALLON COTIER A PROXIMITE IMMEDIATE DE LA ZONE D’ETUDE – PAPI CASA (PLAN D’ACTION DE PREVENTION DES INONDATIONS DE LA COMMUNE D’AGGLOMERATION DE SOPHIA ANTIPOLIS).....	38
FIGURE 18 : SAGE (SCHEMA D’AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L’EAU) – ALPES MARITIMES	40
FIGURE 19 : LOCALISATION DE LA STATION DE MESURE	41
FIGURE 20 : LOCALISATION DE LA STATION DE MESURE	41
FIGURE 21 : LOCALISATION DES ZNIEFF MARITIME DE TYPE I ET II	46
FIGURE 22 : EXTRAIT CARTE DES SERVITUDES DE VALLAURIS.....	48
FIGURE 23 : LOCALISATION DES HABITATIONS.....	49
FIGURE 24 : LOCALISATION DES ERP.....	50
FIGURE 25 : LOCALISATION DES SITES NATURELS CLASSES	51
FIGURE 26 : LOCALISATION DU SITE NATUREL INSCRIT.....	52
FIGURE 27 : LOCALISATION DES SITES INSCRITS OU CLASSES (SOURCE : ATLAS PATRIMOINES CULTURE).....	53
FIGURE 28 : FAMILLES ET ENTITES PAYSAGERES	54
FIGURE 29 : FAMILLES ET ENTITES PAYSAGERES - LOCALISATION.....	55
FIGURE 30 : VOIE DE COMMUNICATION.....	56
FIGURE 31 : INVENTAIRE DES EMISSIONS POLLUANTES SUR LA REGION PACA - SOURCE D’INFORMATION : AIR PACA	61
FIGURE 32 : LOCALISATION DES POINTS DE MESURE DE BRUIT	64
FIGURE 32 : LOCALISATION DU SITE ET DES SOURCES ELECTROMAGNETIQUES SUR 1,7 KM (CARTORADIO.FR)	68
FIGURE 33 : REPRESENTATION SCHEMATIQUE DES INTERACTIONS ENTRE LES PRPGDD ET AUTRES PLANS LOCAUX RELATIFS A LA GESTION DES DECHETS	71
FIGURE 34 : OBJECTIFS CHIFFRES DU PEDMA.....	73
FIGURE 35 : LOCALISATION DES HABITATIONS DANS LES RAYONS DE 35 M ET 100 M	76
FIGURE 36 : LA CASA DANS LES ALPES-MARITIMES	101
FIGURE 37 : LES COMMUNES DE LA CASA	102

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1: FORAGES AUX ALENTOURS DU SITE.....	17
TABLEAU 2: SITES BASIAS-BASOL DANS UN RAYON DE M AUTOUR DU SITE D'ETUDE.....	19
TABLEAU 3: ARRETES DE CATASTROPHES NATURELLES PRIS POUR LA COMMUNE DE VALLAURIS	21
TABLEAU 4: RECENSEMENT DES ZNIEFF DE TYPE 1 ET 2.....	27
TABLEAU 5: TABLEAU QUALITE DES EAUX DE LA STATION 06 209 980.....	42
TABLEAU 6: TABLEAU ETAT ECOLOGIQUE DE LA STATION 06 209 980.....	42
TABLEAU 7: TABLEAU ETAT DES EAUX DE LA STATION ROQUEBRUSSANE / CHEMIN DE CUERS.....	43
TABLEAU 8: MAXIMUM – VALMASQUE	44
TABLEAU 9: DEBITS CLASSES DONNEES CALCULEES SUR 2707 JOURS– VALMASQUE	44
TABLEAU 10: RECENSEMENT DES ZNIEFF MARITIME DE TYPE 1 ET 2.....	45
TABLEAU 11: SITES INSCRITS OU CLASSES	53
TABLEAU 12: SITES ARCHEOLOGIQUES PRESENTS DANS LE DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES	53
TABLEAU 13: OBJECTIFS DE LA QUALITE.....	58
TABLEAU 14: STATION DE MESURE DE LA QUALITE DE L'AIR – ANTIBES JEAN MOULIN	59
TABLEAU 15: STATION DE MESURE DE LA QUALITE DE L'AIR – ANTIBES GUYNEMER	59
TABLEAU 16: STATION DE MESURE DE LA QUALITE DE L'AIR – CANNES BROUSSAILLES	59
TABLEAU 17: RESULTATS DE MESURE DE BRUIT.....	64
TABLEAU 18: TABLEAU DE LOCALISATION DES STATIONS	69
TABLEAU 19: LISTE DE DECHETS.....	74
TABLEAU 20: TABLEAU DE SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL.....	78
TABLEAU 21: CONSOMMATION ENERGETIQUE DU SITE.....	85
TABLEAU 22: TABLEAU DES NUISANCES PAR LE BRUIT.....	85
TABLEAU 23: VALEURS DE REFERENCE	88
TABLEAU 24: ANALYSES EAUX DE REJET	91
TABLEAU 25: PROJETS A PRENDRE EN COMPTE POUR LES EFFETS CUMULES.....	96
TABLEAU 26: ORIENTATIONS FONDAMENTALES DU SDAGE.....	107

1. OBJECTIF DE L'ETUDE D'IMPACT

L'étude d'impact a pour objectifs :

- de susciter la prise de conscience du pétitionnaire (maître d'ouvrage ou exploitant) sur l'adéquation ou non de son projet avec le site retenu ;
- de donner aux autorités administratives les éléments propres à se forger une opinion sur le projet et de leur fournir des moyens de contrôle ;
- d'informer le public et les associations, les élus et les conseils municipaux ;
- de permettre d'apprécier les conséquences du projet sur l'environnement.

Cette étude présente :

- l'analyse de l'état initial du site et de son environnement ;
- l'analyse des effets négatifs et positifs, directs et indirects, temporaires et permanents du projet sur l'environnement et l'analyse de l'origine, de la nature et de la gravité des impacts et des inconvénients susceptibles de résulter de l'exploitation ;
- l'évaluation des risques sanitaires sur la population ;
- l'analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus ;
- l'esquisse des principales solutions de substitution examinées et raisons pour lesquelles, eu égard aux effets sur l'environnement ou la santé humaine, le projet présenté a été retenu ;
- les éléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet ;
- les mesures prévues pour réduire les effets sur l'environnement ;
- l'analyse des moyens et sources d'informations utilisées pour la rédaction de cette étude et le bilan des éventuelles difficultés rencontrées pour préciser l'impact du projet sur l'environnement ;
- les mesures envisagées pour réduire ou compenser les dommages potentiels sur l'environnement, ainsi que leurs coûts ;
- la justification des projets et solutions retenues.

L'étude d'impact est réalisée dans le respect notamment :

- des articles R. 512-2 et suivants du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er}, Articles L511.1 et suivants - ancienne loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- des articles L210-1 et suivants du code de l'environnement relatifs aux eaux et milieux aquatique.

2. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE LA ZONE ET DES MILIEUX SUSCEPTIBLES D'ETRE AFFECTES PAR LE PROJET

2.1 Localisation géographique et grands traits morphologiques

2.1.1 Caractéristiques

Le site est implanté dans le port Camille Rayon, sur la commune de Vallauris, à proximité de la station balnéaire Golfe-Juan.

L'occupation des sols de Vallauris montre une forte identité rurale sur cette ville côtière. De grandes baies ouvertes, adossées aux premières collines, sont délimitées par des pointes ou des caps rocheux, et interrompues par de courts fleuves côtiers (Siagne, Brague, Loup, Cagne). Les baous forment l'arrière-plan des premières hauteurs. De longues plages de sable ou de galets sont posées sur des dépôts d'alluvions, ces alluvions sont surmontées de terrasses alluviales. Les anciens centres villageois sont situés sur des collines en arrière de la côte, avec le développement touristique, les anciens ports s'étirent maintenant le long du littoral.

Localisation du site :

- Région : Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Département : Alpes-Maritimes (06)
- Ville : Vallauris (06 220)
- Zone : Port Camille Rayon – Chantier naval Rodriguez Yachts

Le site est bordé par l'avenue des Frères Roustan, au-delà de cette avenue, au Sud et à l'Est se trouve la méditerranée, la partie à l'Ouest du site est composée de quais accueillant de nombreux bateaux. À proximité de la bordure Nord, il existe différents bars/restaurants ainsi que le théâtre de la mer.

Carte :

Le site est localisé sur l'extrait de la carte IGN 1/10 000^{ème} (3643 ET) joint en annexe 1.

Coordonnées :

Le centre du site est implanté aux coordonnées approchées Lambert 93 suivantes :
X = 1029839,15 Y = 6282829,03 (Source Infoterre)



Figure 1 : Extrait de carte localisant le site

2.2 Contexte climatique

2.2.1 Étendue de la zone susceptible d'être affectée par le projet et par d'autres projets connus

Le contexte climatique exposé sera celui de la station météorologique la plus proche du site étudié, soit celle de Nice.

2.2.2 Caractéristiques

Le climat sur le secteur est typiquement méditerranéen, caractérisé par la douceur des saisons : une sécheresse d'été et une prépondérance des pluies d'automne (50%) et de printemps (20%).

Une grosse partie de ces pluies tombe sous forme d'averses violentes sur un petit nombre de jours. Les vents de Nord sont dominants sur la région tant en fréquence qu'en intensité.

2.2.2.1 Température

La température moyenne annuelle est de 13°C. Les moyennes maximales sont enregistrées au mois de juillet (37°C) et les minimales au mois de décembre (3,1°C).

Le site présente une durée d'ensoleillement moyenne annuelle 2 900 heures témoignant d'un climat agréable.

Source : Météo France – Année 2015 - Vallauris

2.2.2.2 Précipitations

On observe une prédominance des précipitations de septembre à décembre (187 mm en 2015). Le cumul de pluie sur les mois restant est de 150,4 mm pour l'année 2015, cela démontre la forte intensité des précipitations sur les 4 mois précités.

La hauteur des précipitations pour 2015 est de 337,4 mm/an avec des minima en été (3,4 mm en juillet) et des maxima en automne (51,9 mm en novembre).

Très irrégulières d'une année à l'autre, les pluies dans la région s'abattent essentiellement sous forme d'averses violentes, réparties dans l'année sur 80 jours de pluie environ.

2.2.2.3 Contexte kéraunique

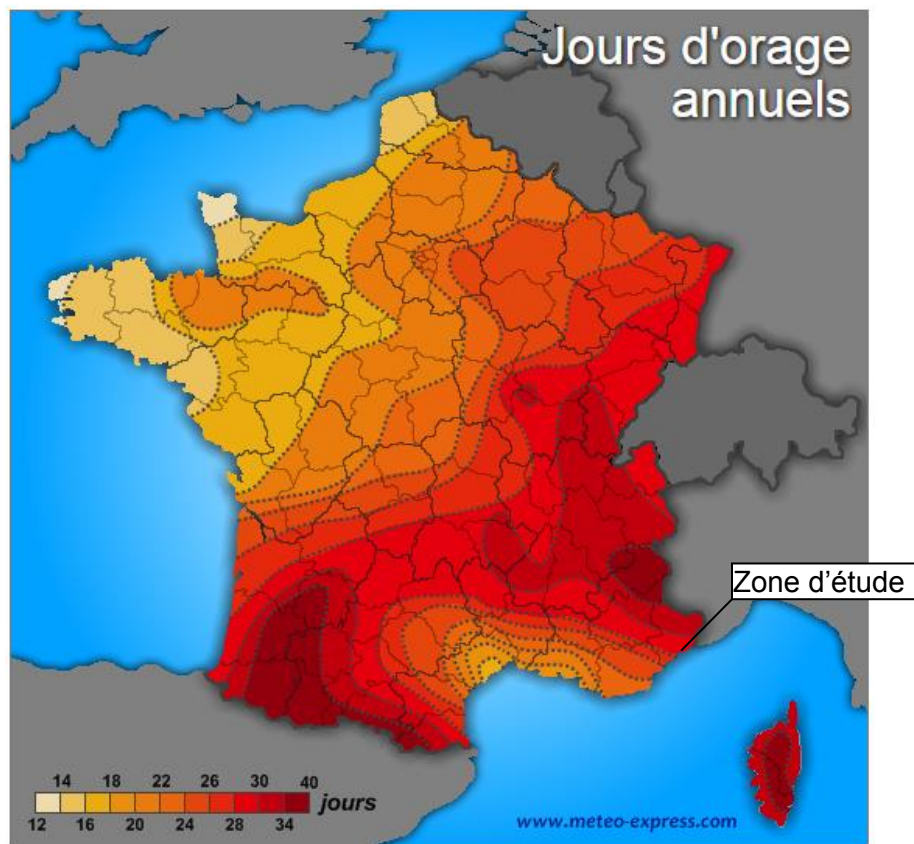


Figure 2 : Jours d'orage annuels – source : météo-express

Le nombre de jours d'orage sur la commune est compris entre 26 et 28 jours.

De plus, la meilleure représentation de l'activité orageuse est la densité d'arcs (Da), c'est-à-dire le nombre d'arcs de foudre au sol par km² et par an. Pour la commune de Nice, la densité d'arc Da est égale à 2,73 et la moyenne en France est de 2,52 (source Météorage).

Ces résultats montrent que l'activité orageuse sur le secteur est plus élevée que la moyenne nationale.

2.3 Milieu naturel terrestre

2.3.1 Étendue de la zone susceptible d'être affectée par le projet et par d'autres projets connus

Le site est implanté dans le port Camille Rayon, sur la commune de Vallauris, à proximité de la station balnéaire Golfe-Juan.

A la vue du site et de son environnement, la zone étudiée concernant le milieu naturel terrestre se limitera à l'emprise du site et à son environnement immédiat.

2.3.2 Topographie

A moyenne échelle, l'altitude décroît progressivement de 50 m au droit du centre de la ville de Vallauris, situé à 1,7 km du site, et jusqu'à 0 m au sud, au niveau de la mer.

De nombreux ruisseaux, serpentent à proximité de la zone d'étude.

Le réseau naturel de la commune de Vallauris Golfe-Juan est composé de quatre unités hydrographiques distinctes :

- Le vallon de l'Issouradou
- Le vallon du Madé
- Le vallon du fond de Cine
- Les vallons côtiers.

Le réseau hydrographique naturel est complété par un réseau de type collecteur pluvial essentiellement développé sur les secteurs urbanisés du centre de ville de Vallauris et sur la frange côtière de Golfe-Juan.

Le relief, au niveau du site reste plat, du fait de sa proximité avec la mer méditerranée. Le site se situe à environ 2 mNGF.

2.3.3 Géologie

2.3.3.1 Structure géologique départementale

Le territoire Vallaurien d'étude se situe dans le domaine du littoral méditerranéen, à l'extrémité Est de la Provence.

Il repose des terrains principalement tertiaires qui se sont accumulés/conservés du fait de la dépression située au point de jonction entre l'arc de Nice et l'arc de la Castellane.

Le littoral est composé de formations complexes datant du quaternaire provenant de dépôts marins.

La commune de Vallauris repose très largement sur des formations quaternaires, principalement des dépôts maritimes. Par-dessus sont venues se déposer des colluvions de diverses origines.

2.3.3.2 Structure géologique locale

Le site est localisé sur une digue artificielle bétonnée, aucun terrain naturel n'est présent au droit du site.

D'après le site Internet Infoterre du BRGM, le site est localisé à proximité d'Alluvions, de colluvions wurmiennes et de dépôts tyrrhéniens (Fy) datant du quaternaire.

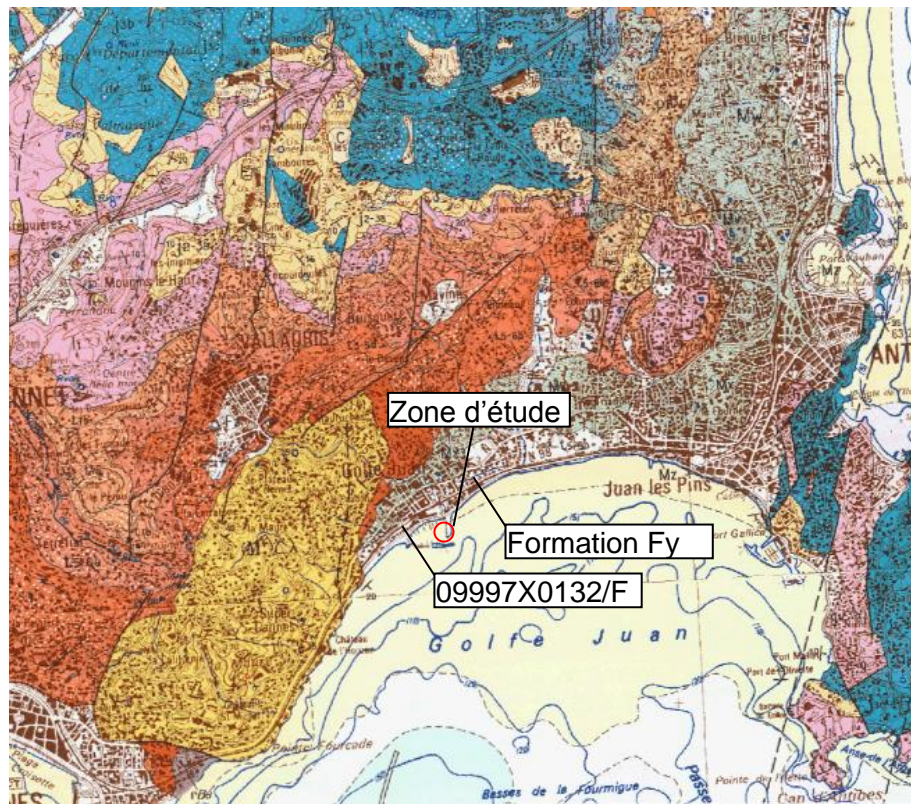
Le site se trouve à proximité de formations d'argile grise sableuse qui correspondent aux alluvions Fy (en gris-bleuté sur la figure ci-après).

Fy : Quaternaire – Alluvions, colluvions wurmiennes, dépôts marins tyrrhéniens

Les alluvions datant du quaternaire épaississent d'une dizaine de mètres présente des faciès variés parmi lesquels dominent les argiles et les argiles-sableuses. Ces dernières sont souvent grisâtres, noirâtres ou marron.

Le log géologique validé référencé 09997X0132/F1 sur infoterre et localisé à proximité du site montre la présence de :

- de remblais SNCF jusqu'à 80 cm,
- d'argile sableuse jusqu'à 2,5 m de profondeur,
- de sable induré jusqu'à une profondeur de 3,7 m,
- d'argile sableuse jusqu'à une profondeur de 9,2 m,
- de sable et de graviers argileux jusqu'à une profondeur de 10,5 m.



2.3.4 Hydrogéologie

2.3.4.1 Contexte hydrogéologique régional

Trois masses d'eau de niveau 1 et une masse d'eau de niveau 2 sont listées par le site infoterre comme ressources stratégiques sur le secteur :

- « Formations gréseuses et marno-calcaires de l'avant-Pays provençal » (niveau 1) - FRDG520,
- « Socle des massifs de l'Estérel, des Maures et Iles d'Hyères » (niveau 1) - FRDG609,
- « Calcaires et dolomies du Muschelkalk de l'avant-Pays provençal », (niveau 1) - FRDG169
- « Calcaires et dolomies du Muschelkalk de l'avant-Pays provençal », (niveau 2) - FRDG169

Du fait de son usage, le site est situé au droit du Golfe-Juan, sur une digue. La masse d'eau souterraine la plus proche est la FRDG520 de niveau 1

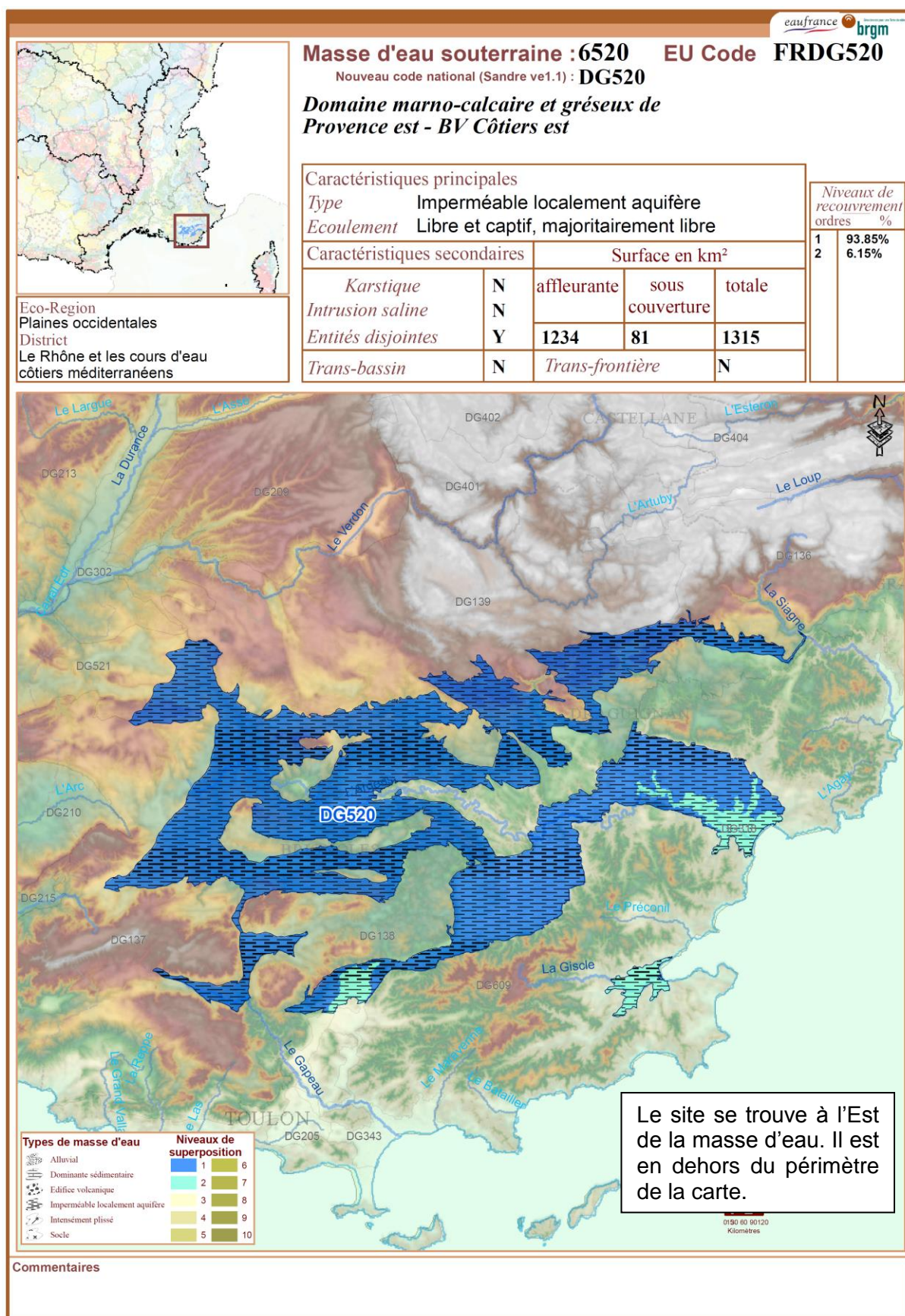


Figure 4 : Bassin versant côtier est - Vallauris

Ses caractéristiques sont les suivantes :

Couvrant une superficie proche de 1280 km², Cette masse d'eau regroupe deux ensembles géographiques différents. Au sud, une bande de 100x10 km qui s'étire d'est en ouest selon un arc de cercle, de Fréjus à Cuers. Plus au Nord, cette masse d'eau regroupe des terrains de faible attitude (entre 100 et 300 m NGF) des plateaux carbonatés jurassiques au nord (Plans de Canjuers au-dessus de 1000 m NGF) des plateaux carbonatés triasiques au Sud. Les reliefs sont doux et peu marqués.

Globalement, les formations géologiques de cette masse d'eau sont peu aquifères. Les contributions des cours d'eau superficiels sont donc très faibles et localisés.

Les nappes d'eau sont majoritairement captives dans cette masse d'eau. les lithologies dominantes sont le grès le marno-calcaire.

2.3.4.2 Contexte hydrogéologique local

L'inventaire des points d'eau situés dans un rayon de 2 km autour du site d'étude, d'après de la Banque de Données du Sous-Sol (BSS) du BRGM¹, a mis en évidence la présence de forages exploités pour une utilisation en eau individuelle (voir carte en page suivante). Ces forages captent la nappe en profondeur : 13 à 30 m de profondeur. Aucun n'est situé à l'aval immédiat du site.

Le site n'est concerné par aucun périmètre de protection de captage en eau potable.

La limite du périmètre de protection éloignée la plus proche est celle des forages de la Brague, de la commune d'Antibes, au Nord du site à 3,9 km du site (selon l'ARS PACA).

Au droit du site il n'existe pas de point d'accès aux eaux souterraines (puits ou piézomètre).

Les ouvrages recensés dans un rayon de 2 km autour du site d'étude sont les suivants :

Numéro BSS	09997X0182/F1	09997X0271/F	09997X0205/F	09997X0243/F	09997X0219/F
Utilisation	eau-individuelle	eau-aspiration	eau-individuelle	eau-individuelle.	Non renseigné

Tableau 1: Forages aux alentours du site

¹ BRGM : Bureau des Ressources Géologiques et Minières



Figure 5 : Localisation des forages au droit du site

2.3.5 Sols et sous-sols

La consultation des banques de données informatisées sur le recensement des sites pollués et potentiellement pollués BASIAS (inventaire des sites industriels et des activités de service - anciens et actuels – ayant ou ayant eu une activité potentiellement polluante) et BASOL (base de données sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif) met en évidence la présence d'anciens sites industriels autour du terrain à l'étude.

Ainsi, dans un rayon de 450 m autour du site d'étude, 11 sites BASIAS sont présents et récapitulés dans le tableau ci-dessous :

Identifiant	Raison sociale	Activité	Date
PAC0600763	non renseignée	Garage et desserte de carburants	Activité non renseignée Début : 18/01/1927 fin : date non renseignée
PAC0603308	SOCICHI PERA et MORENA	Garage, serrurerie et ferronnerie	Activité terminée début :28/02/1966 fin : 21/10/1982
PAC0600415	Société le NEROLIUM	Usine pour l'extraction des parfums par les hydrocarbures	Activité terminée début :07/12/1925 fin : date non renseignée
PAC0603117	S. A. R. L. ETABLISSEMENT L'HOSPIED ET Cie	Atelier de céramique	Activité terminée début : 19/12/1953 fin : date non renseignée
PAC0602753	non renseignée	Atelier de tôlerie - peinture	Activité terminée début : 13/11/1972 fin: date non renseignée
PAC0603492	COMPAGNIE CHARBONNIERE DE PROVENCE	Raffinage, distillation et rectification du pétrole et/ou stockage d'huiles minérales	Activité terminée début : 11/05/1963 fin : date non renseignée
PAC0603592	SOCIETE RONCALI FRERES	Fabrication de coutellerie	Activité non renseignée début : 02/05/1973 fin : date non renseignée
PAC0603587	non renseignée	Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	Activité terminée début : 20/04/1973 fin : date non renseignée
PAC0600352	Concessionnaire de l'éclairage au gaz de la ville de Vallauris	Production et distribution de combustibles gazeux (usine à gaz)	Activité terminée début : 06/09/1885 fin : date non renseignée
PAC0600483	S. A. LILLE- BONNIERES et COLOMBES	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I)	Activité terminée début : 06/02/1929 fin : date non renseignée
PAC0602219	Société L' HOSPIED et Compagnie	Station-service	Activité terminée début : 28/04/1950 fin : date non renseignée

Tableau 2: Sites BASIAS-BASOL dans un rayon de m autour du site d'étude



Figure 6 : Site BASIAS/BASOL à proximité du site.

Le site n'est pas référencé dans la base de données BASIAS/BASOL du BRGM.

2.3.6 Risques naturels

2.3.6.1 Arrêtés de catastrophes naturels

La base de données Prim.net relative aux risques majeurs sur les communes recense les arrêtés de catastrophes naturelles suivants pour la commune de VALLAURIS.

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Tempête	06/11/1982	10/11/1982	15/12/1982	22/12/1982
Inondations et coulées de boue	04/10/1987	05/10/1987	02/12/1987	16/01/1988
Inondations et coulées de boue	10/10/1987	11/10/1987	02/12/1987	16/01/1988
Chocs mécaniques liés à l'action des vagues	05/12/1992	05/12/1992	19/03/1993	28/03/1993
Inondations et coulées de boue	05/10/1993	10/10/1993	19/10/1993	24/10/1993
Inondations et coulées de boue	11/01/1996	12/01/1996	02/02/1996	14/02/1996
Inondations et coulées de boue	24/12/1996	25/12/1996	24/03/1997	12/04/1997
Inondations et coulées de boue	23/10/1999	24/10/1999	03/03/2000	19/03/2000
Inondations et coulées de boue	05/11/2000	06/11/2000	19/12/2000	29/12/2000
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	06/11/2000	07/11/2000	29/08/2001	26/09/2001
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2003	30/09/2003	27/05/2005	31/05/2005
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	31/10/2003	01/11/2003	11/05/2004	23/05/2004
Inondations et coulées de boue	05/08/2004	05/08/2004	11/01/2005	15/01/2005
Inondations et coulées de boue	08/09/2005	09/09/2005	16/12/2005	30/12/2005
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2007	30/09/2007	07/08/2008	13/08/2008
Mouvements de terrain	01/12/2008	31/12/2008	20/07/2009	23/07/2009
Inondations et coulées de boue	15/09/2009	15/09/2009	10/11/2009	14/11/2009
Inondations et coulées de boue	18/09/2009	18/09/2009	10/11/2009	14/11/2009
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	01/01/2010	02/01/2010	10/05/2010	13/05/2010
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	04/05/2010	04/05/2010	25/06/2010	26/06/2010
Inondations et coulées de boue	31/10/2010	01/11/2010	30/03/2011	02/04/2011
Inondations et coulées de boue	04/11/2011	06/11/2011	18/11/2011	19/11/2011
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	08/11/2011	08/11/2011	21/12/2011	03/01/2012
Inondations et coulées de boue	26/10/2012	26/10/2012	10/01/2013	13/01/2013
Inondations et coulées de boue	04/11/2014	05/11/2014	29/12/2014	06/01/2015
Inondations et coulées de boue	09/11/2014	11/11/2014	17/02/2015	19/02/2015
Mouvements de terrain	27/11/2014	28/11/2014	28/10/2015	29/10/2015
Inondations et coulées de boue	03/10/2015	03/10/2015	07/10/2015	08/10/2015

Tableau 3: Arrêtés de catastrophes naturelles pris pour la commune de Vallauris

Il est à noter que lors des inondations d'octobre 2015 ayant causé d'importants dégâts dans les Alpes Maritimes et sur la commune de Golfe-Juan Vallauris, aucun sinistre n'a été constaté sur le site de la société RODRIGUEZ YACHTS, ni sur le terre-plein, ni dans les bureaux.

2.3.6.2 Feu de forêt

Le site « chantier naval Rodriguez Yachts » n'est pas implanté à proximité de forêt. Son environnement naturel ne représente pas un potentiel de dangers en terme de feu de forêt.

De plus d'après le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles d'Incendies et de Forêt, la zone d'étude est située dans une zone non réglementée par le PPRIF.

Par conséquent, le potentiel de danger feu de forêt n'est pas retenu pour la suite de l'étude.

2.3.6.3 Risque d'inondation

Les zones soumises à des risques naturels d'inondation identifiées dans le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Inondations (PPRI) approuvé par Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes le 18 juin 2001 et modifié par arrêté préfectoral le 7 juillet 2003, sont délimitées sur la figure ci-dessous :

Le plan suivant est un extrait du zonage réglementaire inondation du PPRI.

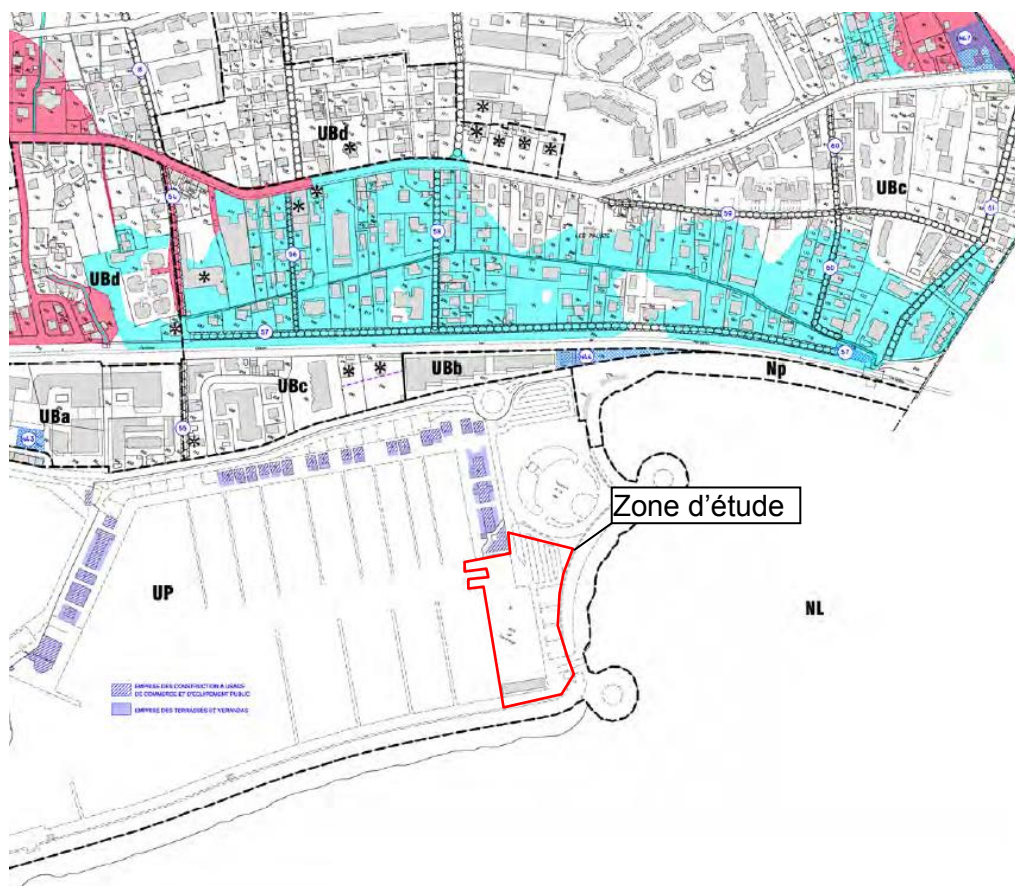




Figure 7 : Carte du PPR inondation

Le site « chantier naval Rodriguez Yachts » est implanté en **zone blanche ZPE**.

Selon le règlement du PPR, la zone ZPE permet l'implantation de tout type de projets, sous réserve de précaution pour l'aval.

2.3.6.4 Mouvement de terrain

La commune de Vallauris ne possède pas de PPRMT (Plan de Prévention des Risques de Mouvement de Terrain)

2.3.6.5 Risques sismiques

Selon l'article R. 563-4 du code de l'environnement, le territoire national est divisé en cinq zones de sismicité croissante pour les installations dites à risque normal :

- zone 1 : sismicité très faible
- zone 2 : sismicité faible
- zone 3 : sismicité modérée
- zone 4 : sismicité moyenne
- zone 5 : sismicité forte

Le zonage sismique de la France proposé par le site planseisme, (Cf extrait de la carte ci-dessous) permet de définir la commune de Vallauris en zone de sismicité 3, c'est-à-dire une zone où le paramètre de sismicité est modéré, instaurée par l'arrêté préfectoral du 25 mai 2011, pris en application des décrets n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique et n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zone de sismicité du territoire français.

En conséquence, sont applicables les dispositions en matière de prévention du risque sismique du décret n° 91-461 du 14 mai 1991, modifié par les décrets n° 2000-892 du 13 septembre 2000 et 2004-1413 du 23 décembre 2004.

Sont également applicables, les dispositions de l'arrêté du 22 octobre 2010, modifié par l'arrêté du 19 septembre 2011, ayant trait à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite à risque normal.

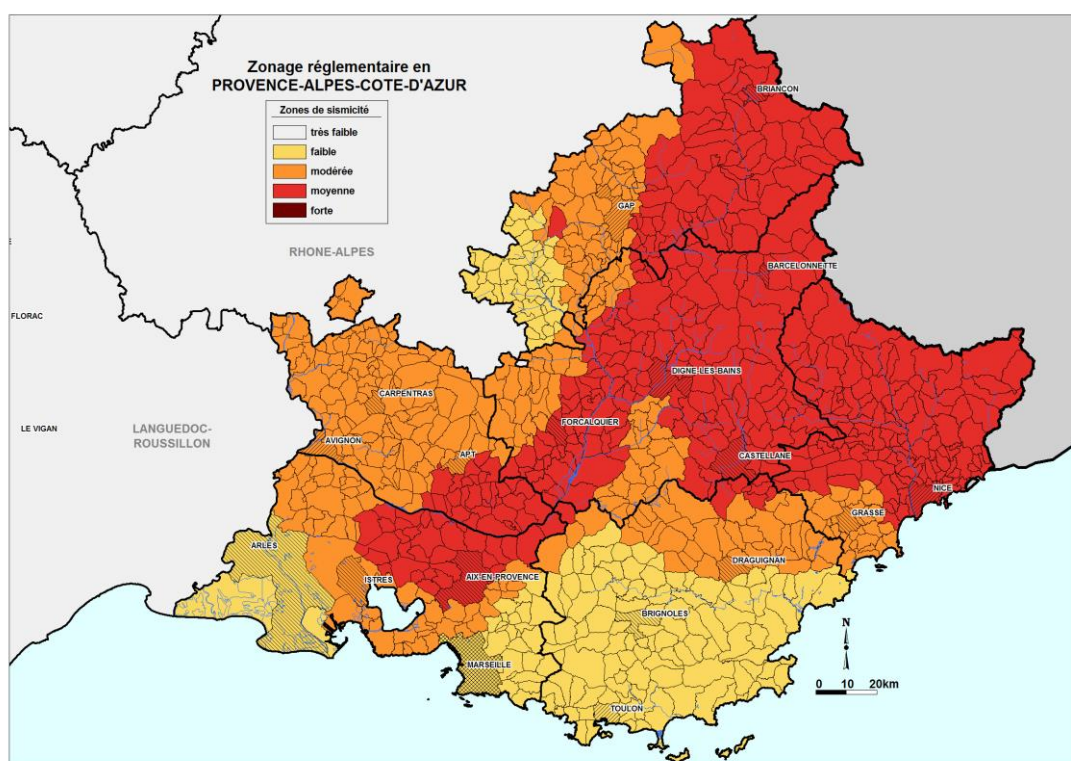


Figure 8 : Extrait de la carte sismique

L'article R-563-3 du code de l'environnement définit 4 catégories d'importance des bâtiments :

- Catégorie d'importance I : ceux dont la défaillance ne présente qu'un risque minime pour les personnes ou l'activité économique ;
- Catégorie d'importance II : ceux dont la défaillance présente un risque moyen pour les personnes ;
- Catégorie d'importance III : ceux dont la défaillance présente un risque élevé pour les personnes et ceux présentant le même risque en raison de leur importance socio-économique ;
- Catégorie d'importance IV : ceux dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, pour la défense ou pour le maintien de l'ordre public.

Ces mesures sont définies par l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal », entré en vigueur le 1^{er} mai 2011.

Le site se place en catégorie II et en zone de sismicité 3, il n'est donc pas soumis aux mesures parasismiques définies par l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Toutefois, en cas de construction de nouveaux bâtiments, les règles de construction définies dans l'arrêté seront applicables

Le nouveau plan de séisme présenté le 21 novembre 2005 est un programme d'action qui s'inscrit dans la logique d'une politique de prévention consistant à réduire la vulnérabilité des personnes et des biens avant qu'un séisme majeur ne frappe la France.

Le nouveau zonage sismique français et les nouvelles règles de constructions parasismiques (Eurocode 8) sont l'occasion de renforcer ces actions en matière de prévention.

<u>Date</u>	<u>Heure</u>	<u>Choc</u>	<u>Localisation épicentrale</u>	<u>Région ou pays de l'épicentre</u>	<u>Intensité épicentrale</u>	<u>Intensité dans la commune</u>
21 Avril 1995	8 h 2 min 56 sec		<u>RIVIERA DI PONENTE (VINTIMILLE)</u>	ITALIE	6	4
26 Décembre 1989	20 h		<u>MEDITERRANEE (S. NICE)</u>	ALPES MARITIMES	5	4
19 Juillet 1963	5 h 45 min 28 sec	P	<u>MEDITERRANEE (S. IMPERIA)</u>	ITALIE	7	
19 Juillet 1963	5 h 46 min 5 sec		<u>MEDITERRANEE (S. IMPERIA)</u>	ITALIE	7,5	4
19 Juillet 1963	7 h 1 min 36 sec	R	<u>MEDITERRANEE (S. IMPERIA)</u>	ITALIE		
5 Avril 1959	10 h 48 min		<u>UBAYE (ST-PAUL)</u>	ALPES PROVENCALES	7,5	2,5
19 Mars 1935	7 h 27 min 17 sec		<u>EMBRUNAIS (ST-CLEMENT)</u>	ALPES DAUPHINOISES	7	
7 Septembre 1920	6 h 30 min		<u>TOSCANE (FIVIZZANO)</u>	ITALIE	9	0
26 Octobre 1914	3 h 44 min 7 sec		<u>PIEMONTE (SACRA DI SAN MICHELE)</u>	ITALIE	7	
11 Mars 1887	14 h 45 min	R	<u>RIVIERA DI PONENTE (IMPERIA-BUSSANA)</u>	ITALIE	7	
23 Février 1887	5 h 50 min		<u>RIVIERA DI PONENTE (IMPERIA-BUSSANA)</u>	ITALIE	9	6,5
19 Mai 1866	9 h 12 min		<u>LARAGNE (LA MOTTE-DU-CAIRE)</u>	ALPES PROVENCALES	7,5	5

Figure 9 : Séismes référencés sur la commune de Vallauris - Source : Sisfrance

Après consultation de la base de données du BRGM SisFrance, plusieurs séismes ont été recensés dans le secteur.

2.3.7 Espaces naturels, agricoles, forestiers ou de loisirs

Sur la base de données de l'INAO (Institut National des Appellations d'Origine), la commune de Vallauris est concernée par les aires géographiques d'appellation d'origine contrôlée pour 2 produits :

- Huile d'olive de Nice
- Olive de Nice

L'IGP (Indication Géographique Protégée) distingue un produit dont toutes les phases d'élaboration ne sont pas nécessairement issues de la zone géographique éponyme mais qui bénéficie d'un lien à un territoire et d'une notoriété. La commune recense 39 IGP dont les Alpes-Maritimes, méditerranée comté de Grignan et méditerranée coteaux.

Le site chantier naval Rodriguez Yachts est entouré par la mer méditerranée sur les côtés Ouest, Est et Sud, au Nord se trouve le tissu urbain de la ville de Vallauris.

2.3.8 Faune et flore terrestre

2.3.8.1 ZNIEFF

L'inventaire ZNIEFF est un inventaire national établi à l'initiative et sous le contrôle du Ministère de l'Ecologie. Il constitue un outil de connaissance du patrimoine national de la France.

Cet inventaire différencie deux types de zone :

- Les *ZNIEFF de type 1* sont des sites, de superficie en général limitée, identifiés et délimités parce qu'ils contiennent des espèces ou au moins un type d'habitat de grande valeur écologique, locale, régionale, nationale ou européenne.
- Les *ZNIEFF de type 2*, concernent les grands ensembles naturels, riches et peu modifiés avec des potentialités biologiques importantes qui peuvent inclure plusieurs zones de type 1 ponctuelles et des milieux intermédiaires de valeur moindre mais possédant un rôle fonctionnel et une cohérence écologique et paysagère.

L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe. Toutefois l'objectif principal de cet inventaire réside dans l'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire vis à vis du principe de la préservation du patrimoine naturel.

La consultation de la base de données de la DREAL permet de faire ressortir les principaux territoires à enjeux environnementaux. La commune possède 1 ZNIEFF de type I et 1 ZNIEFF de type II.

DESIGNATION	TYPE	CODE	DISTANCE PAR RAPPORT AU SITE
Massif de Biot	ZNIEFF I	06100115	6,9 km au nord
Forêts de la brague, de sartoux et de la valmasque	ZNIEFF II	06124100	4,5 km au nord-Ouest

Tableau 4: Recensement des ZNIEFF de type 1 et 2



Figure 10 : Localisation des ZNIEFF

2.3.8.2 Arrêté préfectoraux de type biotope

Les arrêtés préfectoraux de protection de biotope ont été instaurés par le Décret du 25 novembre 1977, en application de la loi du 10 juillet 1976. Ils permettent aux préfets de département de fixer les mesures tendant à favoriser, sur tout ou partie du territoire, la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées et à interdire des actions pouvant porter atteinte à l'équilibre biologique des milieux.

Aucune zone n'est concernée par un arrêté biotope dans un rayon de 5 km autour du site.

2.3.8.3 NATURA 2000

Directive oiseaux

Elle s'applique sur l'aire de distribution des oiseaux sauvages située sur le territoire européen des pays membres de l'Union Européenne. Elle concerne :

- soit les habitats des espèces menacées de disparition, vulnérables à certaines modifications de leurs habitats ou les espèces considérées comme rares parce que leurs populations sont faibles ou que leur répartition locale est restreinte ou enfin celles qui nécessitent une attention particulière en raison de la spécificité de leur habitat ;

- soit les milieux terrestres ou marins utilisés par les espèces dont la venue est régulière.

Les objectifs sont la protection d'habitats permettant d'assurer la survie et la reproduction des oiseaux sauvages rares ou menacés et la protection des aires de reproduction, de mue, d'hivernage et des zones de relais de migration pour l'ensemble des espèces migratrices.

Pour les espèces d'oiseaux plus particulièrement menacées, listées à l'annexe I de la directive, les états membres doivent créer des zones de protection spéciale (ZPS). Des mesures, de type contractuel ou réglementaire, doivent être prises par les états membres sur ces sites afin de permettre d'atteindre les objectifs de conservation de la directive. La liste des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) sert de base pour désigner les ZPS

Directive habitat

La directive s'applique sur le territoire européen des Etats membres. Elle concerne :

- les habitats naturels d'intérêt communautaire, qu'ils soient en danger de disparition dans leur aire de répartition naturelle, qu'ils disposent d'une aire de répartition réduite par suite de leur régression ou en raison de leur aire intrinsèquement restreinte ou encore qu'ils constituent des exemples remarquables de caractéristiques propres à l'une ou plusieurs de six régions biogéographique ;
- les habitats abritant des espèces d'intérêt communautaire qu'elles soient en danger, vulnérables, rares ou endémiques ;
- les éléments de paysage qui, de par leur structure linéaire et continue ou leur rôle de relais, sont essentiels à la migration, à la distribution géographique et à l'échange génétique d'espèces sauvages.

Les objectifs sont la protection de la biodiversité dans l'Union Européenne et le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages d'intérêt communautaire. La première étape de la constitution des ZSC (Zone Spéciale de Conservation) est l'établissement des Sites d'Intérêt Communautaire (SIC).

❖ Zone de Protection : ZPS et ZICO

Aucune ZICO n'est présente dans un rayon de 5 km autour du site.

Aucune ZPS n'est présente dans un rayon de 5 km autour du site.

❖ Sites d'intérêt Communautaire et Zone Spéciale de Conservation

Les Zones Spéciales de Conservation (ZSC) les plus proches du chantier naval Rodriguez Yachts sont :

- « Baie et cap d'Antibes – Iles de Lerins » - FR 9301573 à proximité immédiate, au sud, du site,
- « Dome de biot » - FR 9301572 à 6,8 km au nord du site.

Aucun SIC n'est présent dans un rayon de 5 km autour du site.

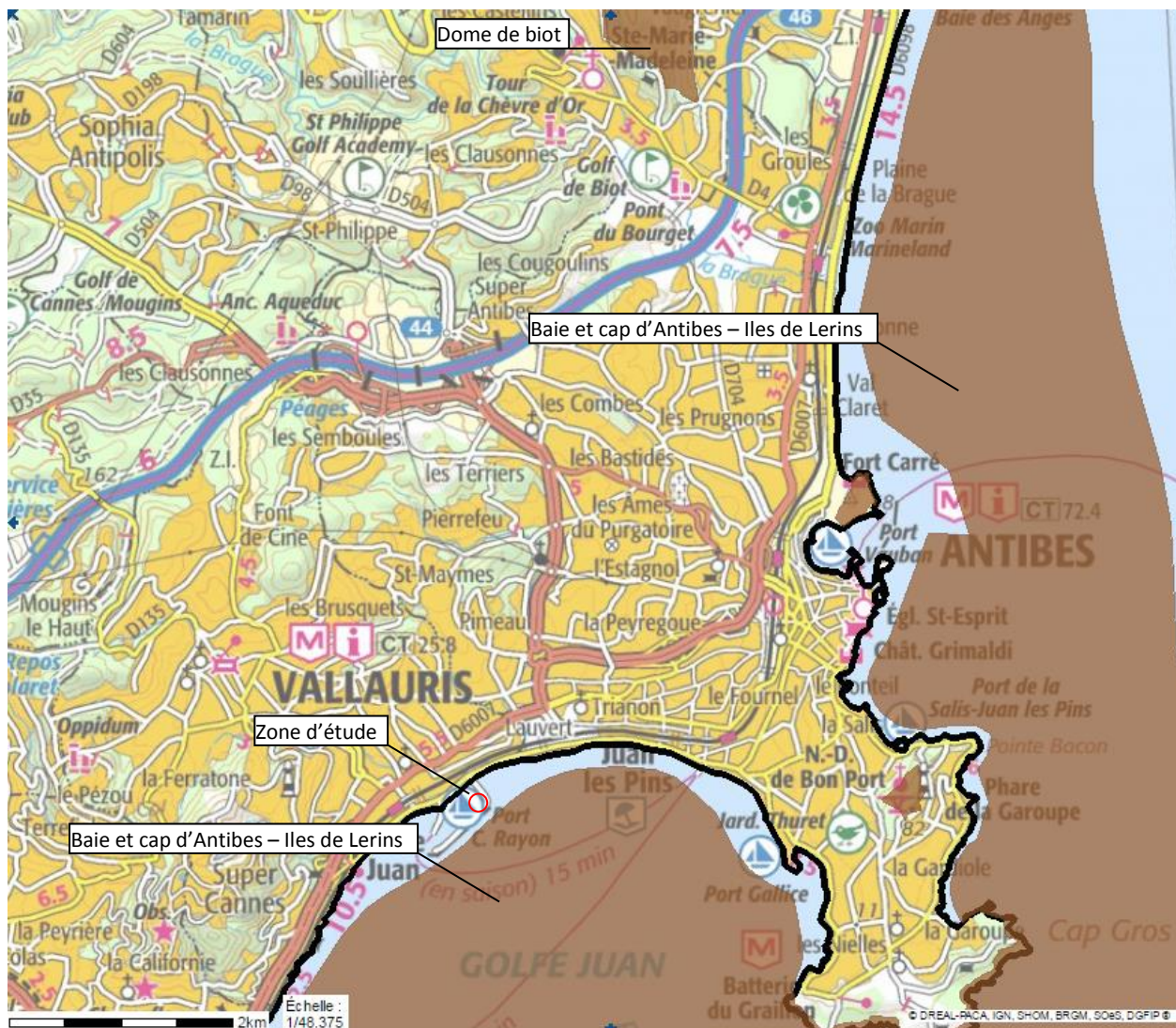


Figure 11 : Localisation des sites NATURA 2000

Le formulaire d'évaluation simplifiée des incidences au titre de NATURA 2000 figure en annexe n°5 du dossier.

2.3.8.4 Zone RAMSAR

Une zone RAMSAR est un territoire classé en application de la convention internationale de Ramsar du 2 février 1971. C'est une zone humide reconnue d'un intérêt international pour la migration des oiseaux d'eau.

Aucune zone RAMSAR n'est présente dans un rayon de 5 km autour du site.

2.3.9 Conclusion : sensibilité du milieu naturel terrestre

D'un point de vue des zones protégées, le site n'est pas intégré dans le périmètre d'une ZNIEFF ni d'un site Natura 2000.

2.4 Milieu naturel aquatique

2.4.1 Étendue de la zone susceptible d'être affectée par le projet et par d'autres projets connus

Le site est implanté dans le port Camille Rayon, sur la commune de Vallauris, à proximité de la station balnéaire Golfe-Juan.

A la vue du site et de son environnement, la zone étudiée concernant le milieu naturel terrestre se limitera à l'emprise du site et à son environnement immédiat.

2.4.2 Réseau hydrographique

Dans l'environnement du site, se trouve un petit cours d'eau : l'Issourdadou.

Puis, le fleuve le plus proche est le ruisseau de la Valmasque, à environ 5,3 km au Nord du site. Il s'écoule en direction du Nord-Est, avant de se jeter dans le fleuve la Brague. En rive droite à Biot-Antibes.



Figure 12 : Réseau hydrographique

2.4.2.1 Présentation générale du bassin versant de la Valmasque

La Valmasque traverse une seule zone hydrographique 'Côtiers de la Frande Frayère au Loup' de 124 km² de superficie. Ce bassin versant est occupé à 67,64 % de territoires artificialisés, à 26,24 % de forêts et milieux semi-naturels, à 5,91 % de territoires agricoles.

Au nord de la ville de Vallauris, le vallon de la Valmasque draine un bassin versant de 5,48 km².

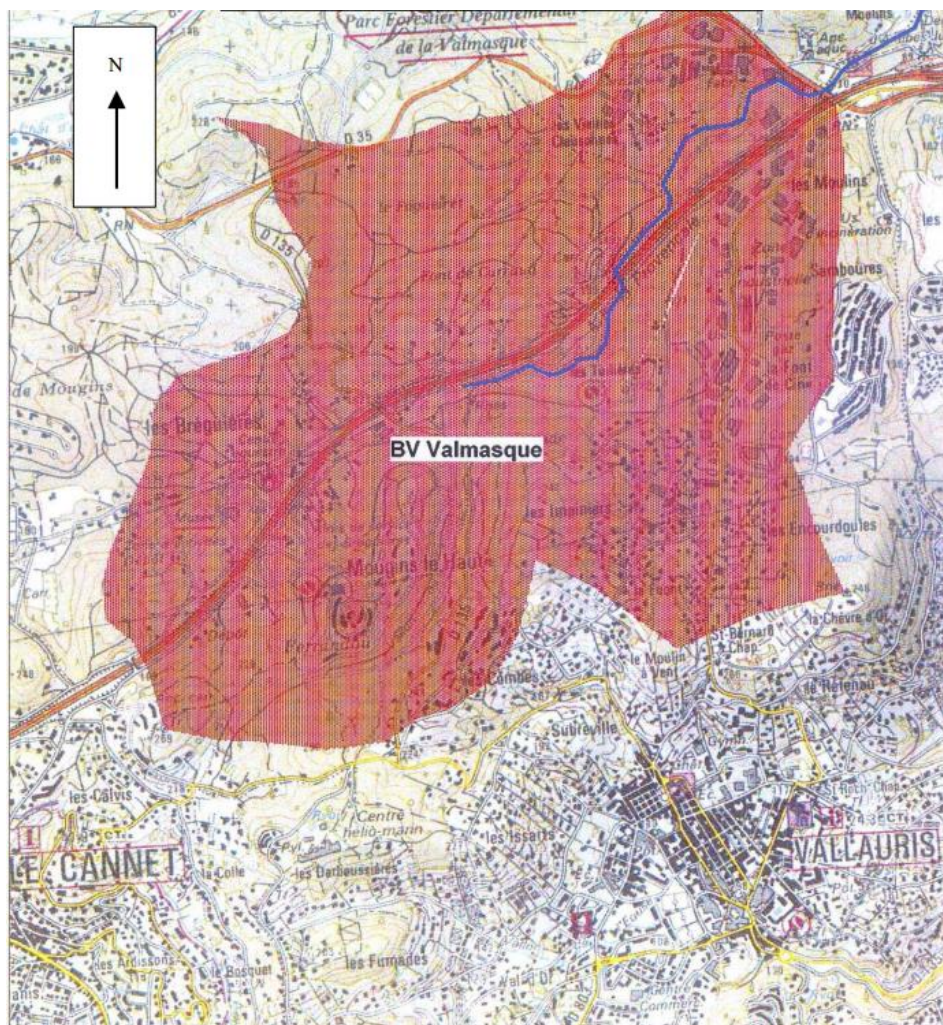


Figure 13 : Bassin versant de la Valmasque

2.4.2.2 Présentation générale du bassin versant de la Brague

Situé dans le département des Alpes-maritimes, le bassin versant de la brague occupe une superficie totale de 70 km².

De petite taille, ce bassin abrite :

- 3 parcs départementaux (Brague, Valmasque, Vaugrenier), qui constituent un patrimoine environnemental très riche ;
- 8 golfs, qui représentent environ 7% de la surface du bassin versant ;
- le technopôle international de Sophia-Antipolis ;
- la vaste zone de loisirs dans la basse vallée inondable (Marineland, grands campings, ...) ;
- un habitat très résidentiel, notamment sur le haut et le moyen bassin.

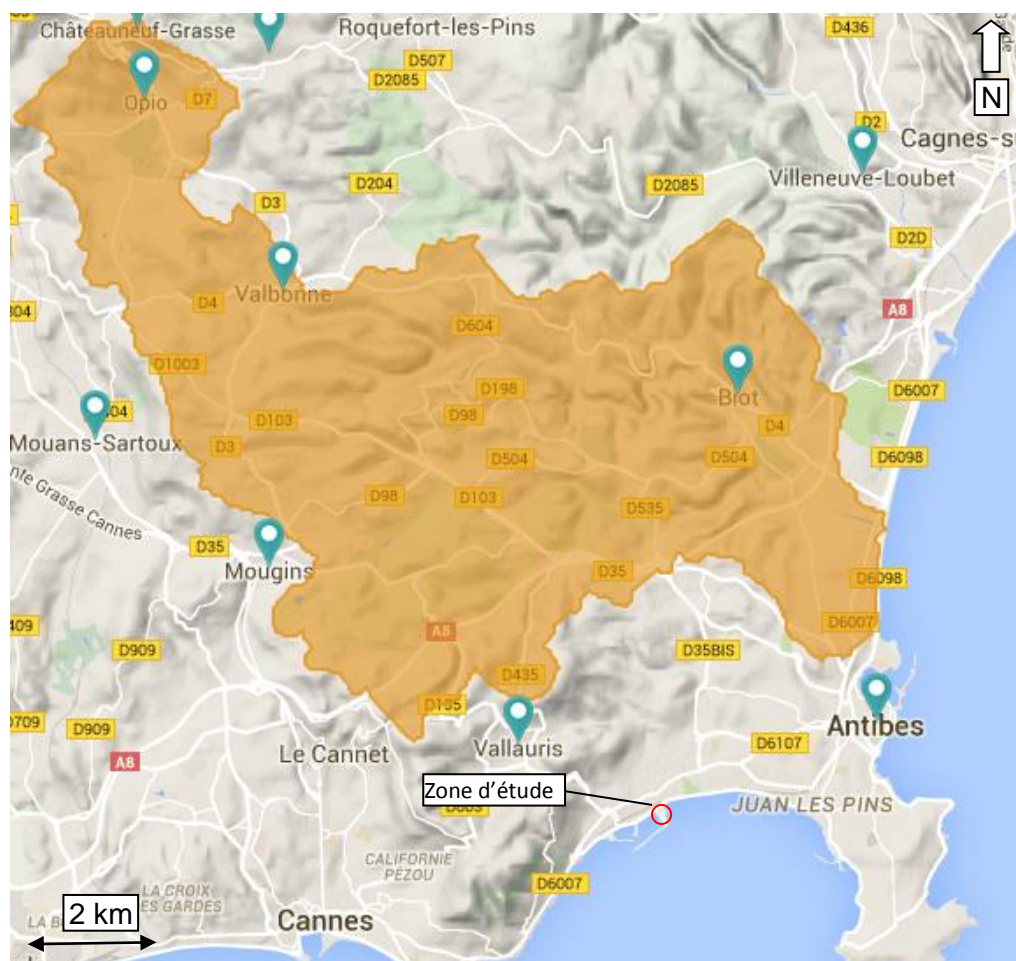


Figure 14 : Bassin versant de la Brague

Les altitudes s'y échelonnent de 300 m (à proximité d'Opio) à 0 m (sur le littoral).

La Brague (longue de 21 km) prend sa source à Châteauneuf et son embouchure se situe sur la commune d'Antibes

Les principaux affluents de ce fleuve sont la Valmasque et la Bouillide.

2.4.2.3 L'Issourdadou

Non représenté sur la carte figurant précédemment, l'Issourdadou est un petit cours d'eau situé à proximité du port Camille Rayon.

Le vallon peu pentu de l'Issourdadou est aujourd'hui en partie comblé par la RD135. De plus, la circulation en eau étant mauvaise au sein de ce cours d'eau (les vallons côtiers sont généralement peu entretenus, souvent encombrés par la végétation) des inondations du centre-ville de Vallauris et Golfe-Juan sont possibles.

Enfin, ce cours d'eau dépose des sédiments dans le port, entravant la circulation maritime, des turbines ont été installées dans le port pour faire face à ce problème.

	Le Loup à Villeneuve Loubet	La Brague à Antibes à hauteur de l'A8	Vallon : exemple de l'Issourdadou à Vallauris
Surface du Bassin versant	280 km ²	62 km ²	4.9 km ²
Longueur du cours d'eau entre la source et la mer	50 kilomètres	21 kilomètres	4.6 kilomètres
Hauteur d'eau à l'étiage	Quelques dizaines de centimètres	Quelques dizaines de centimètres	à sec
Hauteur d'eau en crue centennale	5 mètres	4 mètres	Non connue
Délai entre pluie et crue du cours d'eau	Environ 5 heures	Environ 2 heures	Moins de 30 minutes
Débit de crue décennale	170 m ³ /s	170 m ³ /s	32 m ³ /s
Débit de crue centennale	350 m ³ /s	300 m ³ /s	> 60 m ³ /s

Figure 15 : Aléa inondation – informations Issourdadou – PAPI CASA (Plan d'Action de Prévention des Inondations de la Commune d'Agglomération de Sophia Antipolis)

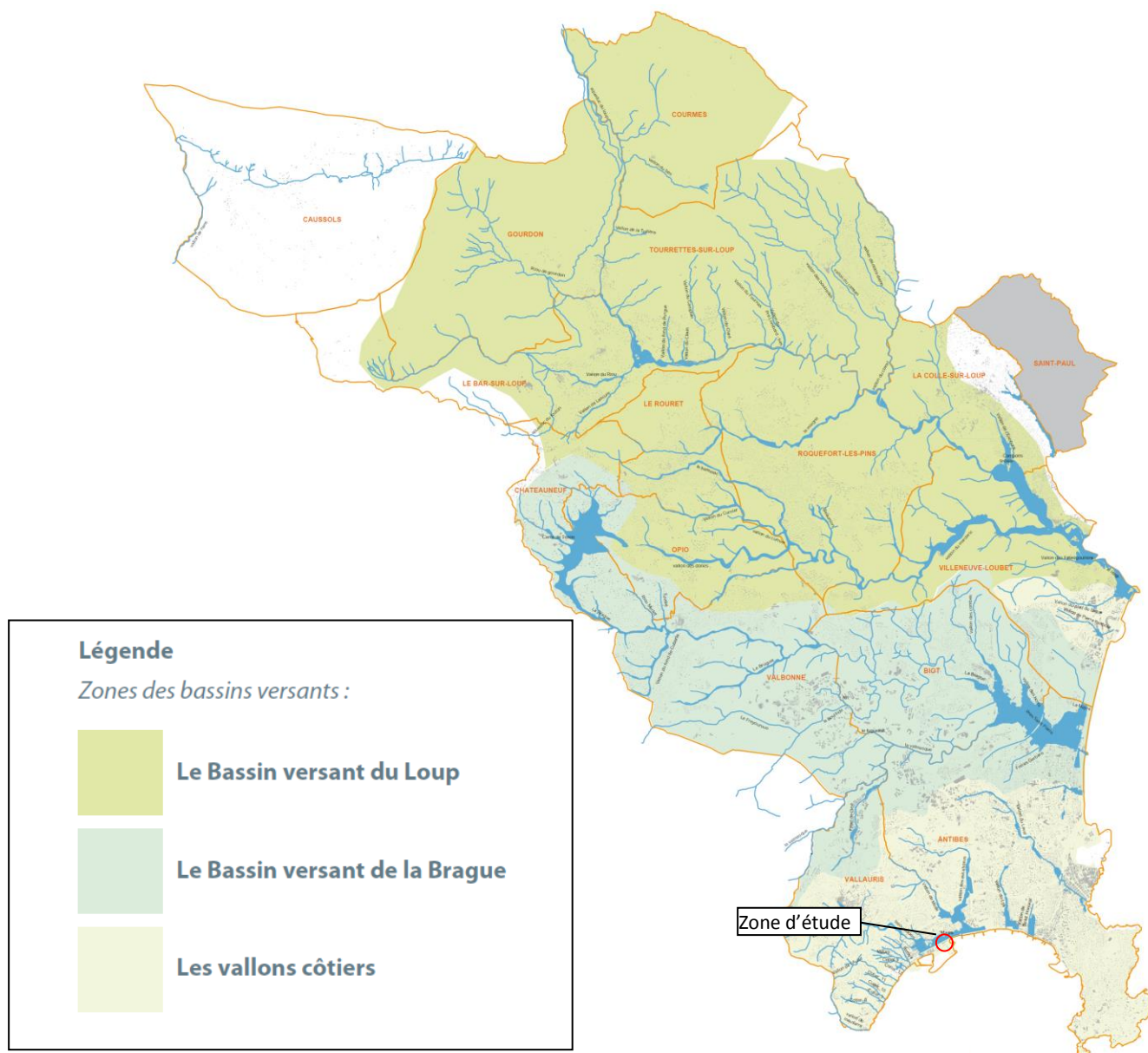


Figure 16 : les bassins versants aux alentours de la zone d'étude - ...PI CASA (Plan d'Action de Prévention des Inondations de la Commune d'Agglomération de Sophia Antipolis)

L'issourdadou est comme le présente la figure ci-dessous, situé dans un vallon côtier, à proximité du site d'étude.

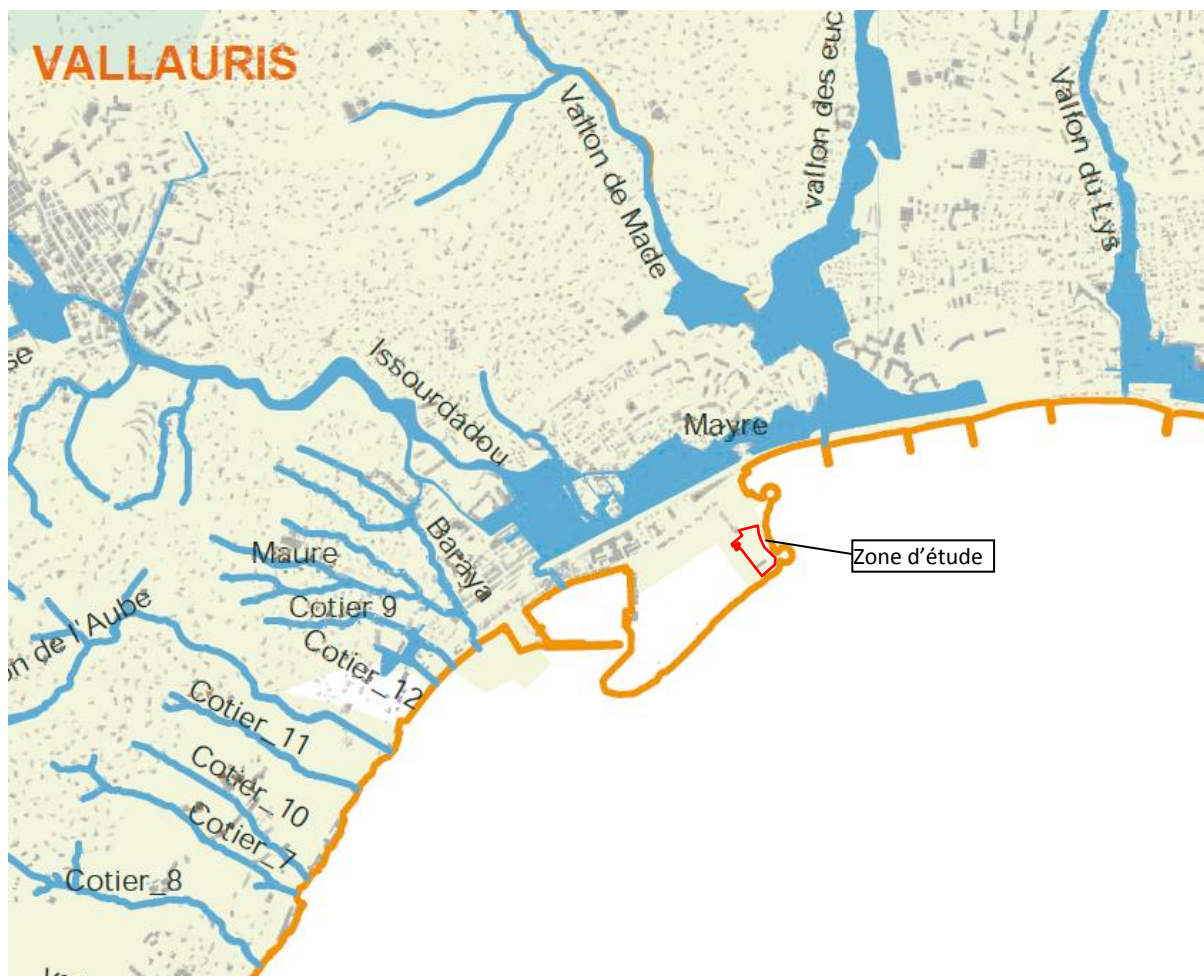


Figure 17 : Vallon côtier à proximité immédiate de la zone d'étude – PAPI CASA (Plan d'Action de Prévention des Inondations de la Commune d'Agglomération de Sophia Antipolis)

2.4.3 SDAGE Rhône Méditerranée Corse

La loi sur l'eau du 3 Janvier 1992 (aujourd'hui intégrée dans le Code de l'Environnement) instaurant l'eau et les milieux aquatiques comme un patrimoine fragile et commun à tous, a mis en place des outils de planification décentralisée pour la mise en œuvre de la gestion globale et équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques :

- Les **SDAGE** – Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux, pour chacun des 6 grands bassins hydrographiques français. Ils déterminent les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les aménagements à réaliser pour les atteindre,
- Les **SAGE** – Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux, élaborés, à une échelle plus locale, pour des unités hydrographiques cohérentes (bassin versant d'une rivière, aquifère ou zone homogène du littoral par exemple), par les Commissions Locales de l'Eau.

Ces schémas constituent des documents de planification ayant une portée juridique envers les décisions publiques prises par l'Etat et les Collectivités Locales dans le domaine de l'eau.

Le SDAGE, schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, est entré en vigueur le 21 décembre 2015 pour les années 2016 à 2021.

Huit orientations fondamentales ont été définies :

- OF 0 : S'adapter aux effets du changement climatique ;
- OF 1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- OF 2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques ;
- OF 3 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement ;
- OF 4 : Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau ;
- OF 5 : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé ;
 - OF 5A Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle ;
 - OF 5B Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques ;
 - OF 5C Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses ;
 - OF 5D Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles ;
 - OF 5E Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine ;
- OF 6 Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides
 - OF 6A Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques
 - OF 6B Préserver, restaurer et gérer les zones humides
 - OF 6C Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau
- OF 7 Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- OF 8 Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

Pour 2021, le SDAGE vise 66 % des milieux aquatiques en bon état écologique et 99% des nappes souterraines en bon état quantitatif.

Pour rappel, en 2015, 52 % des milieux aquatiques sont en bon état écologique et 87,9 % des nappes souterraines en bon état quantitatif

2.4.4 SAGE

Les SAGE relaient le SDAGE à l'échelle locale.

Ces démarches locales de gestion concertée de la ressource sont déjà largement engagées dans le département de l'Hérault. Si à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée, les SAGE concernent 25 % du territoire, dans les Alpes maritimes, 3 SAGE couvrent aujourd'hui la une partie du département :

- Nappe et basse vallée du Var – état d'avancement : Première révision
- Siagne – état d'avancement : élaboration
- Verdon – état d'avancement : Mise en oeuvre



Figure 18 : SAGE (schéma d'aménagement et de gestion de l'eau) – Alpes maritimes

On peut noter l'absence d'impact du site sur les cours d'eau d'importance (Valmasque et Brague) qui sont éloignés du site (compatibilité avec le SAGE).

2.4.5 Qualité du milieu récepteur

2.4.5.1 Eau superficielles

Les stations de mesure de L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse permettent de connaître la qualité des eaux de la Valmasque.

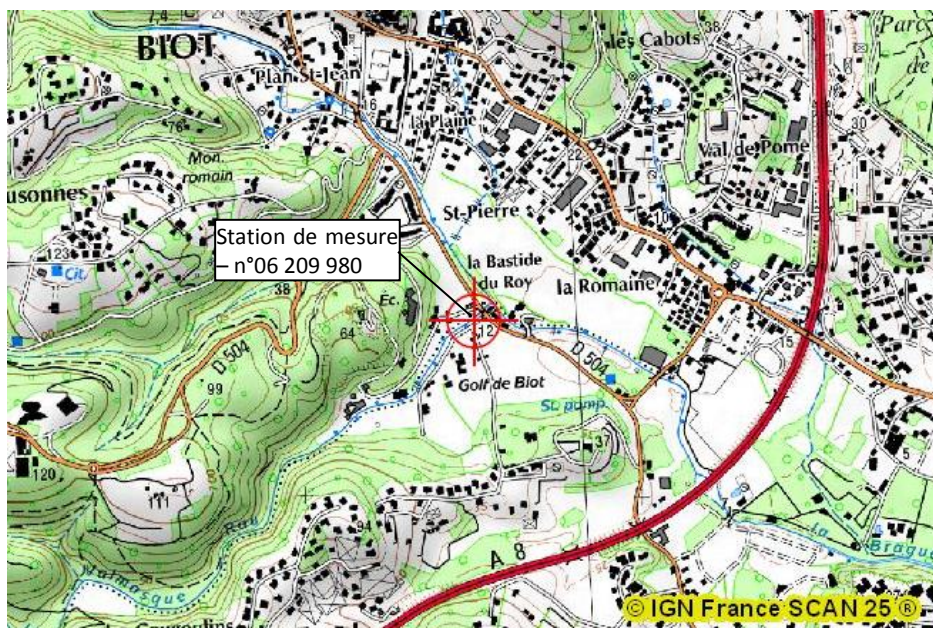


Figure 19 : Localisation de la station de mesure

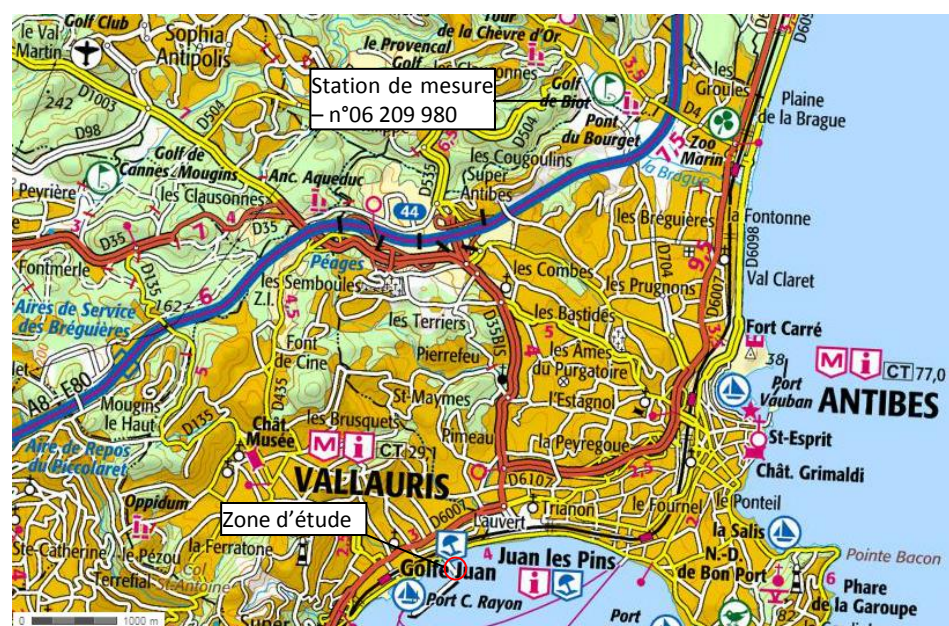


Figure 20 : Localisation de la station de mesure

Les données de la station de Valmasque à Antibes, située à 6,5 km en amont du site, ont été étudiées.

Le tableau suivant donne les qualités physico-chimiques de la Valmasque entre 2006 et 2011 de la station de de Valmasque à Antibes, code station 06 209 980.

Sur la période 2006 à 2011 : l'état écologique varie de médiocre à très bon. Pas de données sur l'état chimique.

État des eaux de la station

Années (1)	Bilan de l'oxygène	Température	Ilutriments	Acidification	Salinité	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Diatomées	Poissons (2)	Hydromorphologie	Pressions hydromorphologiques	ÉTAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ÉTAT CHIMIQUE
2011	MED ①	NC	BE	BE	Ind							Ind		
2010	MED ①	NC	BE	BE	Ind							Ind		
2009	MOY ①	NC	Ind	TBE	Ind							Ind		
2008	MOY ①	NC	Ind	TBE	Ind							Ind		
2007	TBE	NC	Ind	BE	Ind							Ind		
2006	BE	NC	Ind	BE	Ind							Ind		

(1) Année la plus récente de la période considérée pour l'évaluation de l'état.

(2) Voir *Nota* concernant l'élément de qualité "Poissons" à la rubrique **évaluation de l'état**.

Tableau 5: Tableau qualité des eaux de la station 06 209 980

État écologique

TBE	Très bon état
BE	Bon état
MOY	État moyen
MED	État médiocre
MAUV	État mauvais
Ind	État indéterminé : absence actuelle de limites de classes pour le paramètre considéré, ou absence actuelle de référence pour le type considéré (biologie), ou données insuffisantes pour déterminer un état (physicochimie). Pour les diatomées, la classe d'état affichée sera "indéterminé" si l'indice est calculé avec une version de la norme différente de celle de 2007 (Norme AFNOR NF T 90-354)
NC	Non Concerné
	Absence de données

État chimique

BE	Bon état
MAUV	Non atteinte du bon état
Ind	Information insuffisante pour attribuer un état
	Absence de données

Tableau 6: Tableau état écologique de la station 06 209 980

2.4.5.2 Eaux souterraines

Le site est situé au niveau de la masse d'eau souterraine affleurante n°FRDG520 – « Formations gréseuses et marno-calcaires de l'avant-Pays provençal ».

Une station de mesures suit la qualité de cette masse d'eau souterraine. D'après le site surveillance.eaufrance, le nom de cette station est la « Roquebrussane / Chemin de Cuers ».

Cependant les coordonnées fournies par le site sont erronées :

Latitude (centroïde de la commune) : 43,32669

Longitude (centroïde de la commune) : 5,99317

Le tableau suivant donne les qualités physico-chimiques de la masse d'eau sur l'année 2015 de la station « Roquebrussane / Chemin de Cuers ».

Sur l'année 2015 : l'état quantitatif et chimique est bon.

Caractéristiques de la masse d'eau et de ses secteurs

MASSES D'EAU		ÉTAT QUANTITATIF				ÉTAT CHIMIQUE					
N°	NOM	2009		OBJ. BE	MOTIFS DU REPORT ①		2009	TEND. ①	OBJ. BE	MOTIFS DU REPORT ①	
		ÉTAT ①	IC ①		CAUSES	PARAMÈTRES	ÉTAT ①			CAUSES	PARAMÈTRES
FRDG520	Domaine marno-calcaire et gréseux de Provence est - BV Côtiers est	BE		2015			BE		2015		

Légende

État quantitatif

BE	Bon état
MED	État mauvais
?	Information insuffisante pour attribuer un état
	Absence ou insuffisance de données

État chimique

BE	Bon état
MED	État mauvais
?	Information insuffisante pour attribuer un état
	Absence ou insuffisance de données

Tableau 7: Tableau état des eaux de la station Roquebrussane / Chemin de Cuers

2.4.6 Hydrologie

Le débit de la Valmasque a été observé sur une période de 8 ans (1980-1988), à Biot sur un bassin versant de 13.9 km².

D'après la banque hydro, :

Débit instantané maximal (m ³ /s)	6,300	11/10/1987 20:31
Hauteur maximale instantanée (cm)	180	11/10/1987 20:31
Débit journalier maximal (m ³ /s)	1,380	11/10/1987

Tableau 8: Maximum – Valmasque

Fréquences	0,99	0,98	0,95	0,90	0,80	0,70	0,60	0,50	0,40	0,30	0,20	0,10	0,05	0,02	0,01
Débit (m ³ /s)	0,596	0,444	0,273	0,157	0,065	0,022	0,011	0,004	0,001	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000

Tableau 9: Débits classés données calculées sur 2707 jours– Valmasque

Le tableau ci-dessus présente les classes de débits journaliers par ordre décroissant et les fréquences de non dépassement associées.

La Valmasque présente un maximum de 6,3 m³/s en débit instantané, ce débit est 10 fois supérieur au débit observé avec une fréquence de non dépassement de 0,99 (0,596 m³/s).

Ces résultats sont cohérents, car la Brague, fleuve proche de ruisseau de la Valmasque possède une hydrologie très contrastée, avec des débits d'étiage très bas, et des crues soutenues (à Antibes : débit moyen annuel : 0,4 m³/s - débit crue centennale : supérieur à 300 m³/s).

2.4.7 Espaces naturels, maritimes ou de loisirs

Le site est situé dans le port Camille Rayon, à proximité immédiate de la mer méditerranée. Ce port abrite des activités de loisirs maritimes (club nautique de Golfe Juan).

2.4.8 Risques naturels

Le site est implanté en **zone blanche ZpE**.

Selon le règlement du PPR, la zone ZpE permet l'implantation de tout type de projets, sous réserve de précaution pour l'aval.

Comme il a été dit auparavant, le phénomène inondation n'est pas retenu comme source de dangers dans le reste de l'étude.

2.4.9 Faune et flore aquatique

2.4.9.1 ZNIEFF

À proximité immédiate du site, des ZNIEFF maritime de type I et II sont présentes :

La commune possède 4 Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique mer (ZNIEFF mer) de type I et 4 ZNIEFF mer de type II.

DESIGNATION	TYPE	CODE	DISTANCE PAR RAPPORT AU SITE
Ouest du port de golf juan	ZNIEFF maritime de type I	06005004	800 m à l'ouest
De la pointe Fourcade à la pointe croisette	ZNIEFF maritime de type I	06000003	3,1 km à l'ouest
L'anse du crouton	ZNIEFF maritime de type I	06005005	2,8 km à l'est
Cap gros et raventurier	ZNIEFF maritime de type I	06006006	5,2 km à l'est
Iles de Lérins	ZNIEFF maritime de type II	06002000	4,2 km au sud
Basses de la fourmigue	ZNIEFF maritime de type II	06004000	2,5 km au sud
Golf Juan et anse du crouton	ZNIEFF maritime de type II	06005000	À proximité du site
Du cap d'Antibes à la pointe bacon	ZNIEFF maritime de type II	06006000	4,1 km au sud-est

Tableau 10: Recensement des ZNIEFF maritime de type 1 et 2

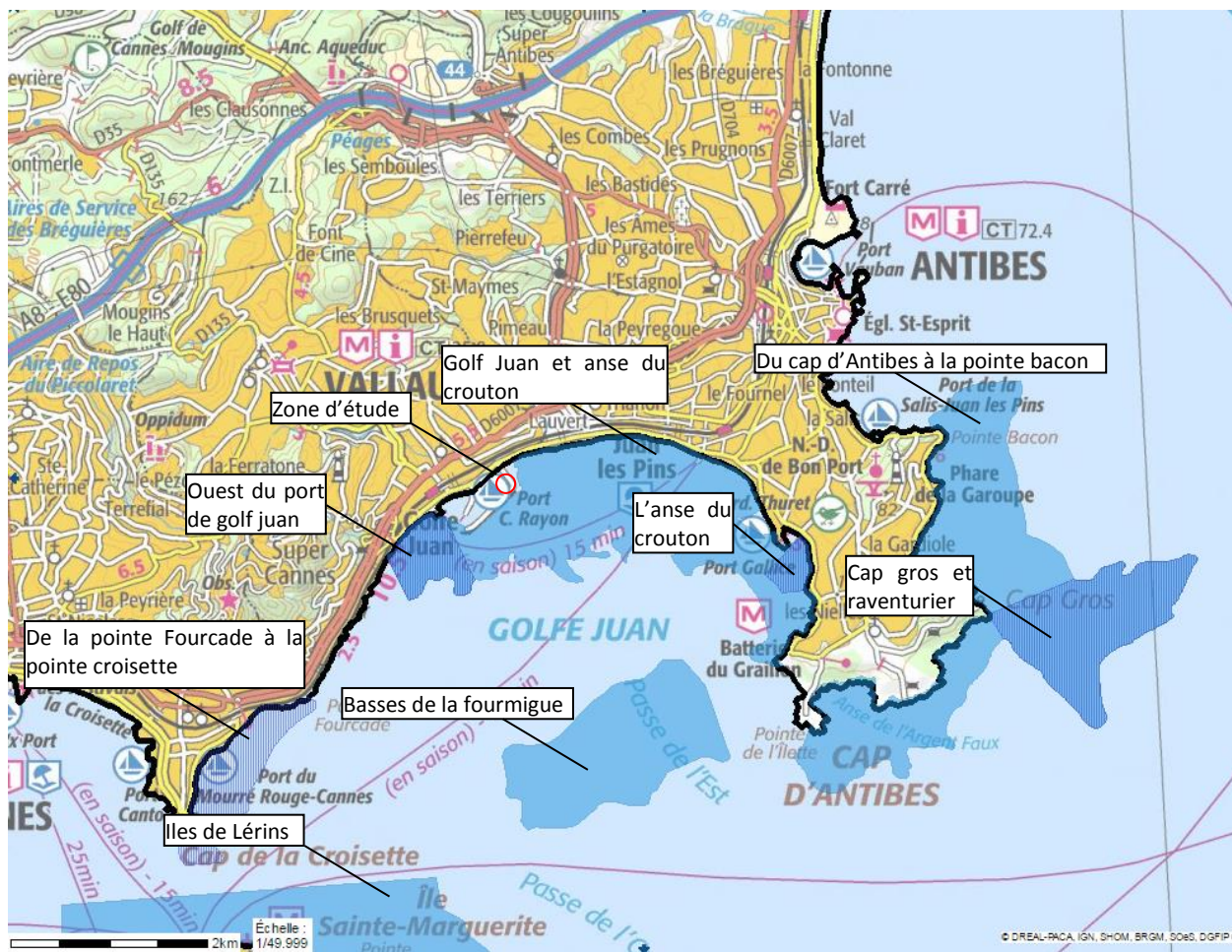


Figure 21 : Localisation des ZNIEFF maritime de type I et II

2.4.10 Conclusion : sensibilité du milieu naturel aquatique

Il n'y a pas de captages en eau sur le site.
Le site se trouve à proximité de la ZNIEFF maritime «Golf Juan et anse du crouton ».

2.5 Environnement humain et industriel

2.5.1 Étendue de la zone susceptible d'être affectée par le projet et par d'autres projets connus

Le site est implanté dans le port Camille Rayon, sur la commune de Vallauris, à proximité de la station balnéaire Golfe-Juan.

A la vue du site et de son environnement, la zone étudiée concernant le milieu naturel terrestre se limitera à l'emprise du site et à son environnement immédiat.

2.5.2 Document d'urbanisme

Selon le PLU de la commune de Vallauris, le site est implanté en zone UP.

La zone UP correspond à la zone portuaire de Golfe-Juan.
Elle autorise les installations classées soumises à autorisation ou à déclaration liées à l'activité portuaire.

De plus, le site est concerné par une servitude : T5, servitudes aéronautiques de dégagement (aérodromes civils et militaires).

Ces servitudes aéronautiques de dégagement comportent :

- l'interdiction de créer ou l'obligation de modifier, voire de supprimer, des obstacles susceptibles de constituer un danger pour la circulation aérienne ou nuisibles au fonctionnement des dispositifs de sécurité (lumineux, radioélectriques ou météorologiques) établis dans l'intérêt de la navigation aérienne,
- l'interdiction de réaliser sur les bâtiments et autres ouvrages frappés de servitude aéronautiques des travaux de grosses réparations ou d'amélioration exemptés du permis de construire sans autorisation de l'autorité administrative.

Les constructions présentes au droit du site ne devront pas entraver la circulation aérienne.

2.5.3 Habitations

L'environnement humain, dans un rayon de 500 m autour du site est le suivant :

- à l'Ouest. Un port, de nombreux bateaux sont amarrés, et au-delà, des habitations sont présentes à environ 300 m ;
- au Nord. Des restaurants, le théâtre de la mer et au-delà, des habitations sont présentes à environ 180 m.

Les premières habitations se trouvent à 180 m au Nord du site.

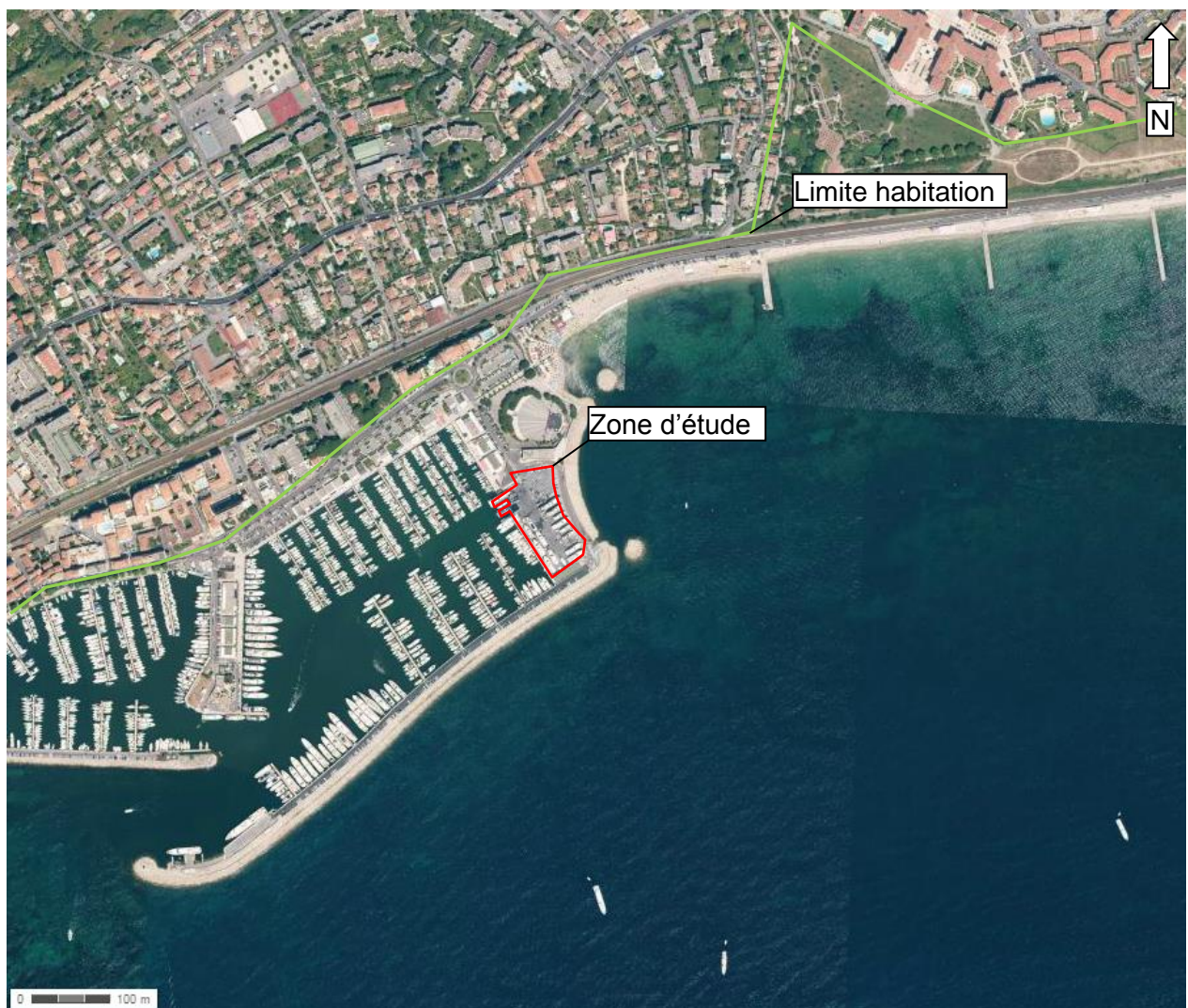


Figure 23 : Localisation des habitations

2.5.4 Lieux recevant du public

Au niveau du chantier naval Rodriguez Yachts, plusieurs établissements sont susceptibles de recevoir du public.

Plusieurs restaurants sont situés dans un rayon de 250 m autour du site :

- La plage du vieux rocher, à 150 m au nord-est,
- Le lagon plage, à 160 m au nord-est,
- Le Passoa Beach à 170 m au nord-est,
- Le Rio's banana café, à proximité immédiate,
- Le restaurant de la Jonque Bleue, à 60 m au nord,
- Le Stella, à 100 m au nord,
- Le cargo, à 150 m au nord,
- La terrasse et le koh sushi, à 130 m au nord,
- La via cassia, à 150 m au nord-ouest,
- L'Olive, à 150 m au nord-ouest,
- La fourmigue, à 150 m au Nord-Ouest,
- Le 34, à 185 m à l'ouest,
- Le SARL zac TC, à 170 m à l'ouest,
- Le cafe bleu, à 220 m, à l'ouest.



Figure 24 : Localisation des ERP

Aucun établissement sensible (écoles, crèches, hôpitaux,...) n'est présent dans un rayon d'un kilomètre autour du site chantier naval Rodriguez yachts. Les seuls ERP présents dans cette zone sont des restaurants et le théâtre de la Mer.

2.5.5 Environnement industriel

Aucune industrie n'est située à proximité de la zone d'étude.

2.5.6 Environnement agricole

Il n'existe pas d'environnement agricole aux alentours du site.

2.5.7 Patrimoine culturel et archéologique

2.5.7.1 Sites naturels inscrits ou classés

La loi du 2 mai 1930, désormais codifiée (Articles L.341-1 à 342-22 du code de l'environnement), prévoit que les monuments naturels ou les sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque présentant un intérêt général peuvent être protégés. Elle énonce deux niveaux de protection :

- L'inscription est la reconnaissance de l'intérêt d'un site dont l'évolution demande une vigilance toute particulière. C'est un premier niveau de protection pouvant conduire à un classement.
- Le classement est une protection très forte destinée à conserver les sites d'une valeur patrimoniale exceptionnelle ou remarquable.

Cette législation a pour but d'assurer la préservation des **monuments naturels et des sites** dont le caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque relève de l'intérêt général.

Les sites classés les plus proches du chantier naval Rodriguez Yachts sont, selon le fichier national des sites classés au 1^{er} mai 2016 :

- L'ensemble formé sur la commune d'Antibes par le domaine public maritime constituant la côte du cap d'Antibes, depuis le carrefour des boulevards du cap et James Wyllie jusqu'à la fontaine du Pin, à 4 km à l'est,
- Les terrains appartenant à la commune d'Antibes dans les quartiers Notre-Dame (autour du phare de la Garoupe) de la Pinède (à Juan-les-Pins entre la route et la mer), Bucon et encore Notre Dame entre le CGC n°8 et la mer, à 2,5 km à l'Est,
- L'ensemble constitué par la chapelle Saint-Jean et les cyprès qui l'entourent, à Vallauris, à 4,7 km au nord-ouest.

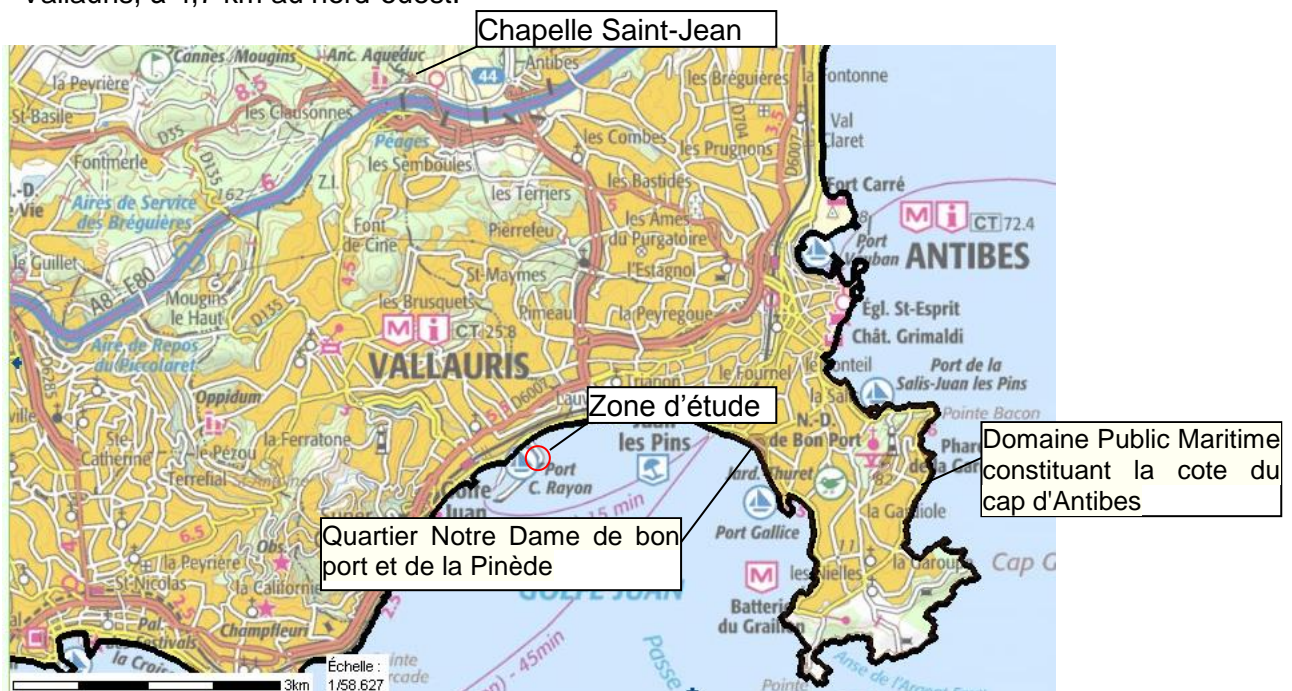


Figure 25 : Localisation des sites naturels classés

Pour les sites inscrits naturels, seul un site occupe la zone d'étude et ses alentours, il s'agit de la Bande côtière de Nice à Théoule ayant pour identifiant 93I06051.

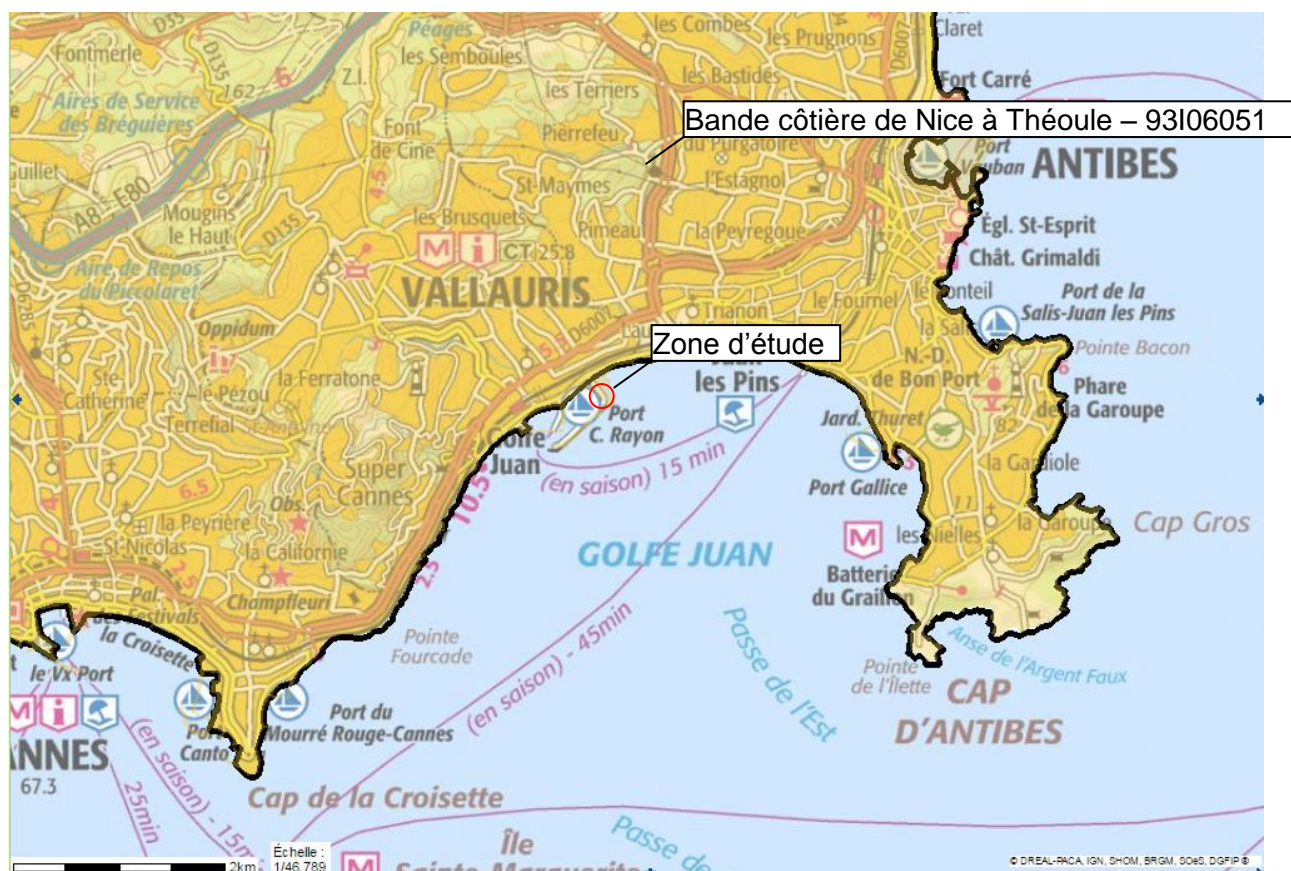


Figure 26 : Localisation du site naturel inscrit

2.5.8 Patrimoines culturels et archéologiques

2.5.8.1 Monuments historiques

Les articles L.621-1 à L.621-34 du code du Patrimoine, qui codifient la loi du 25 février 1943, protègent les «immeubles dont la construction présente du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public», ceux-ci peuvent être protégés en partie ou dans leur totalité. Il existe deux catégories de protection : le classement qui est une mesure forte et l'inscription à l'inventaire supplémentaire qui est une mesure moins contraignante et plus fréquente.

En outre, un périmètre de protection de 500 m de rayon a été institué autour de tout monument historique. Dans ce périmètre, « toute modification doit obtenir l'accord des bâtiments de France (ABF). Sont concernés tous travaux tels que construction nouvelle, la démolition, le déboisement, la transformation ou la modification de nature à en affecter l'aspect ».

Selon la base d'informations atlas patrimoines culture, plusieurs sites inscrits ou classés sont présents à proximité du site.

Identifiant	Nom de la section représentée
1551002	Colonne Napoléon 1er
1553005	Phare de Vallauris
1553002	Château et chapelle
43003	Chapelle St Jean
43011	Villa "El Djézaïr"

Tableau 11: Sites inscrits ou classés

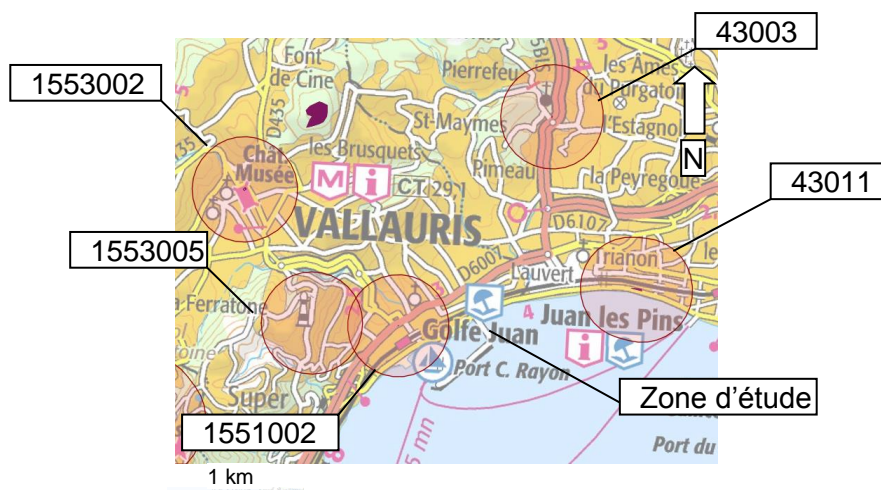


Figure 27 : Localisation des sites inscrits ou classés (Source : atlas patrimoines culture)

Aucun site inscrit ou classé au titre des monuments historiques n'est présent dans un rayon de 500 m autour du site.

2.5.8.2 Sites archéologiques

D'après la base de données de l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (www.inrap.fr) sur le département des Alpes-Maritimes 9 sites archéologiques sont référencés, cependant il n'existe pas de site archéologique situé dans la ville de Vallauris. Le tableau ci-dessous référence les sites présents dans les villes du département.

Lieu	Type
Antibes	Epave romaine dans le port antique d'antibes.
Antibes	nécropole
Antibes	Habitat indigène
Nice	Pont médiéval
Antibes	Habitat indigène de hauteur
Cagnes-sur-mer	Zone d'inhumations antiques
Nice	L'amphitheatre de Cemenelum
Nice	Porte Pairolière
Antibes	Exploitations agricoles en Gaule Narbonnaise

Tableau 12: Sites archéologiques présents dans le département des Alpes-Maritimes

2.5.9 Paysage

Le paysage est l'agencement des éléments présents dans un cadre spatial, tels que :

- les éléments physiques : topographie, hydrographie, etc.,
- Les éléments biologiques : végétation, faune, etc.,
- les éléments humains : exploitation du sol, habitat, loisirs, etc.

2.5.9.1 A grande échelle : contexte paysager général

L'Atlas des paysages distingue 15 familles et 28 entités paysagères pour le département des Alpes-Maritimes :

LES FAMILLES ET ENTITÉS PAYSAGÈRES

	<i>Famille A</i>	LES SOMMETS ALPINS	
	<i>Famille B</i>	LES HAUTES VALLÉES	B1 LE HAUT VAR B2 LA HAUTE TINÉE B3 LA HAUTE VÉSUBIE B4 LE VAL DE BLORE B5 LE HAUT CIANS
	<i>Famille C</i>	LA VALLÉE DE LA ROYA	C1 LA HAUTE ROYA C2 LA MOYENNE ROYA
	<i>Famille D</i>	LES GORGES ROUGES	D1 LES GORGES DE DALUIS D2 LES GORGES DU CIANS
	<i>Famille E</i>	LE BAS DES VALLÉES	E1 LA BASSE VÉSUBIE E2 LA BASSE TINÉE E3 LES BASSINS DE LA ROUDOULE ET DU CIANS
	<i>Famille F</i>	LE MOYEN VAR	
	<i>Famille G</i>	LE VERROU DE LA MESCLA	
	<i>Famille H</i>	LES MONTAGNES PROVENÇALES	H1 LE SILLON DE L'ESTÉRON H2 LES VALLÉES ÉTROITES H3 LES BARRES CALCAIRES
	<i>Famille I</i>	LES GRANDS PLATEAUX	I1 LES CAUSSES I2 LES PLANS
	<i>Famille J</i>	LES COLLINES	J1 LE BASSIN DE LA SIAGNE J2 LE PIÉMONT J3 LE PLATEAU DE VALBONNE J4 LE LOUP ET LA CAGNE INFÉRIEURES
	<i>Famille K</i>	LES PRÉALPES NIÇOISES	K1 LE BASSIN DES PAILLONS K2 LA BÉVÉRA
	<i>Famille L</i>	SOUS LES CORNICHES	L1 LE LITTORAL MENTONNAIS L2 DE NICE À MONACO
	<i>Famille M</i>	LA BASSE VALLÉE DU VAR	
	<i>Famille N</i>	LES GRANDES BAIES	N1 D'ANTIBES À CAGNES N2 DE LA NAPOULE À ANTIBES N3 LES ÎLES DE LÉRINS
	<i>Famille O</i>	L'ESTÉREL ET LE TANNERON	

Figure 28 : Familles et entités paysagères

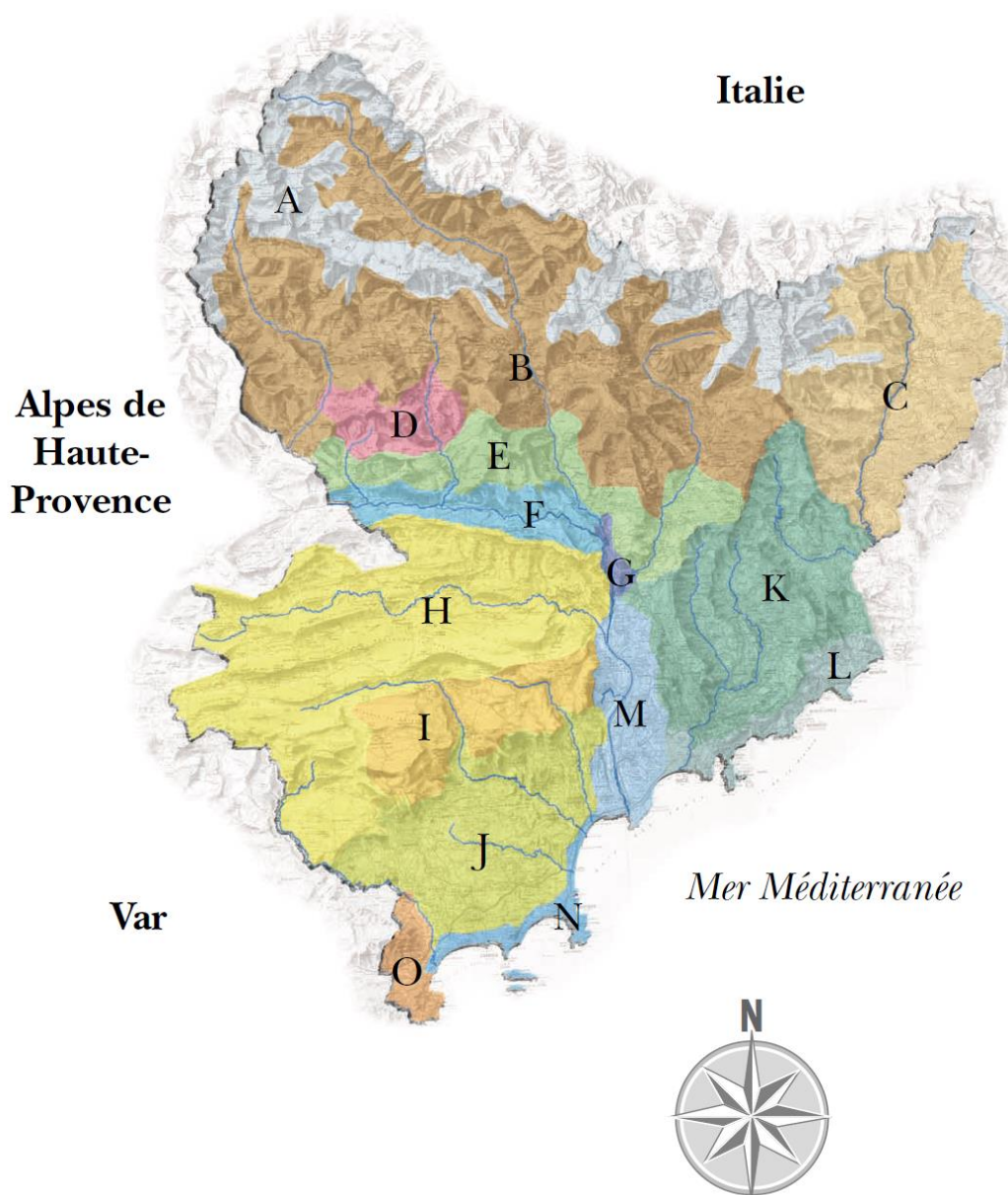


Figure 29 : Familles et entités paysagères - localisation

L'ensemble des plaines comprend plusieurs familles dont « les grandes baies » (famille N) dont fait partie le secteur de Vallauris et du site.

La zone d'étude est située au centre de grandes baies ouvertes, au-delà de celles-ci se trouvent des collines. Des points ou des caps rocheux délimitent ces baies interrompues par des fleuves côtiers relativement courts.

En arrière-plan sont présents des baous qui créent les premières hauteurs.

Ces baies ouvertes sont composées de plages de sable ou de galets posées sur des dépôts d'alluvions.

Les anciens centres des villages sont situés sur des collines reculées de la côte, les anciens ports ont connu une explosion urbaine, ils s'étirent sur une partie du littoral.

Les embouchures des fleuves côtiers ont été canalisées, les anciennes terres agricoles ont été remplacées par des infrastructures sur d'anciens marécages.

Le site est localisé dans un paysage côtier, entre des collines et la mer méditerranée. Il s'agit d'un paysage typique de ceux observés sur la côte d'azur.

2.5.9.2 Au niveau du site

L'établissement est implanté au Nord du Port Camille Rayon. Le voisinage de proximité est constitué essentiellement par des établissements à caractère culturel et commercial, notamment dans la partie nord (Présence de restaurants, bars et du théâtre de la mer). Au-delà de ces établissements, on retrouve un tissu urbain composé majoritairement d'habitations.

Au Sud et à l'Est de cette zone se trouve la mer Méditerranée donnant un paysage maritime. À l'Ouest de la zone d'étude, on retrouve un paysage portuaire avec les activités industrielles qui y sont afférentes.

Le territoire d'implantation du site se trouve dans un paysage maritime. Le voisinage immédiat est constitué d'établissements de type commercial ou culturel (Bars, restaurants et théâtre) et portuaire (port Camille Rayon).

2.5.10 Voies de communication

2.5.10.1 Réseau routier

L'accès au site se fait par l'avenue des Frères Roustan, elle longe le site sur sa partie Nord, Est et Sud. Cette même avenue remonte vers le Nord jusqu'à accéder à un giratoire et se prolonge à la fois vers l'Est et vers l'Ouest.



Figure 30 : Voie de communication

2.5.10.2 Réseau aérien

Il n'existe pas d'aérodrome dans le secteur. L'aéroport le plus proche est celui de Nice (environ 13 km au nord-Est).

2.5.10.3 Réseau ferroviaire

Une voie ferrée est présente à 200 m au Nord de la zone d'étude, d'axe Ouest-Est, elle longe le littoral et relie la gare de Juan les Pins et celle de Cannes.

Le site n'est pas situé à proximité d'axes de circulation majeurs : seule l'avenue des frères Roustan longe les bordures du site.

2.5.11 Réseaux

2.5.11.1 Réseaux d'eau (Distribution / Assainissement)

Le site est desservi par :

- un réseau de distribution d'eau potable ;
- un réseau d'assainissement collectif ;
- un réseau eaux pluviales ;
- un réseau incendie.

2.5.11.2 Transport d'électricité

Le site est alimenté par un réseau électrique EDF.

2.5.11.3 Gaz

Le site n'est pas desservi par le réseau de gaz naturel.

2.6 Qualité de l'air

2.6.1 Étendue de la zone susceptible d'être affectée par le projet et par d'autres projets connus

La zone étudiée dans le cadre de ce projet correspond aux données disponibles et fournies par l'observatoire AIR PACA, chargé de la surveillance de la qualité de l'air dans le département des Alpes maritimes.

2.6.2 Généralités sur la qualité de l'air

2.6.2.1 Origines et effets des polluants atmosphériques

L'urbanisation importante de la zone côtière des Alpes-Maritimes et son important réseau routier constituent les premiers éléments de la pollution littorale majoritairement liée au transport.

Le littoral, de Théoule-sur-mer à Menton, regroupe la majorité de la population ainsi que la majorité des axes routiers et des activités industrielles.

La pollution liée à cette urbanisation, donne lieu à des niveaux de dioxyde d'azote élevés, pouvant dépasser les valeurs limites. Ce phénomène est observé à proximité des grands axes routiers et autoroutiers.

A cette pollution, vient s'ajouter celle des **particules fines** émises par le secteur résidentiel (utilisation du chauffage en hiver) et l'activité industrielle comme dans les vallées des Paillons ou sur le Pays de Grasse.

Ce type de pollution est beaucoup moins présent dans l'arrière-pays car plus rural et constitué de plus d'espaces naturels, comme le parc National du Mercantour.

Il reste néanmoins régulièrement exposé à la pollution à l'**ozone** en période estivale, liée à la remontée des masses d'air pollué en provenance de la côte.

L'ensemble du département est également soumis à une pollution particulière liée au brûlage de déchets verts, pratique interdite (arrêté préfectoral n°2014-453 du 10 juin 2014 - plaquette déchets verts PPA) mais encore largement utilisée.

2.6.2.2 Objectifs de qualité

Les objectifs de la qualité de l'air sont mentionnés dans le tableau de l'annexe de l'article R.221-1 du code de l'environnement. Ils sont présentés dans le tableau suivant :

POLLUANTS	OBJECTIFS DE QUALITE	FREQUENCE
Oxyde d'azote NO _x	40 µg/m ³	Moyenne annuelle
Dioxyde de soufre (SO ₂)	50 µg/m ³	Moyenne annuelle
Ozone (O ₃)	Protection de la santé humaine : 120 µg/m ³	Moyenne sur une plage de 8 heures
	Protection de la végétation : 200 µg/m ³	Moyenne horaire
Monoxyde de carbone (CO)	Protection de la santé humaine : 10 µg/m ³	Moyenne sur une plage de 8 heures
PM10 (Particules en suspension inférieur à 10 microns)	30 µg/m ³	Moyenne annuelle
Plomb (Pb)	0.25 µg/m ³	Moyenne annuelle
Benzène (C ₆ H ₆)	2 µg/m ³	Moyenne annuelle

Tableau 13: Objectifs de la qualité

2.6.2.3 La région de Vallauris

Il n'existe pas de mesures permettant de caractériser la qualité de l'air au niveau du site. L'association de surveillance de la qualité de l'air, air PACA, a publié les résultats de mesure pour les stations, situées à proximité du site, suivantes :

Antibes Jean Moulin

Typologie :

Urbaine

Influence :

Fond

Polluant / Mois	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16
NO2 (µg/m3)	24	24	36	30	33	40	44	35	34	35	25	22
O3 (µg/m3)	77	72	66	57	32	25	14	28	36	50	66	75

Tableau 14: Station de mesure de la qualité de l'air – Antibes Jean Moulin

Antibes Guynemer

Typologie :

Urbaine

Influence :

Trafic

Polluant / Mois	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16
NO2 (µg/m3)	29	35	-	26	28	36	41	24	-	-	-	-

Tableau 15: Station de mesure de la qualité de l'air – Antibes Guynemer

Cannes Broussailles

Typologie :

Urbaine

Influence :

Fond

Polluant / Mois	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15	janv-16	févr-16	mars-16	avr-16	mai-16
<u>NO2 (µg/m3)</u>	22	24	31	23	28	36	41	33	30	28	-	-
<u>O3 (µg/m3)</u>	88	83	78	69	42	32	19	30	41	58	-	-
<u>PM10 (µg/m3)</u>	21	-	21	16	23	-	34	24	22	19	-	-

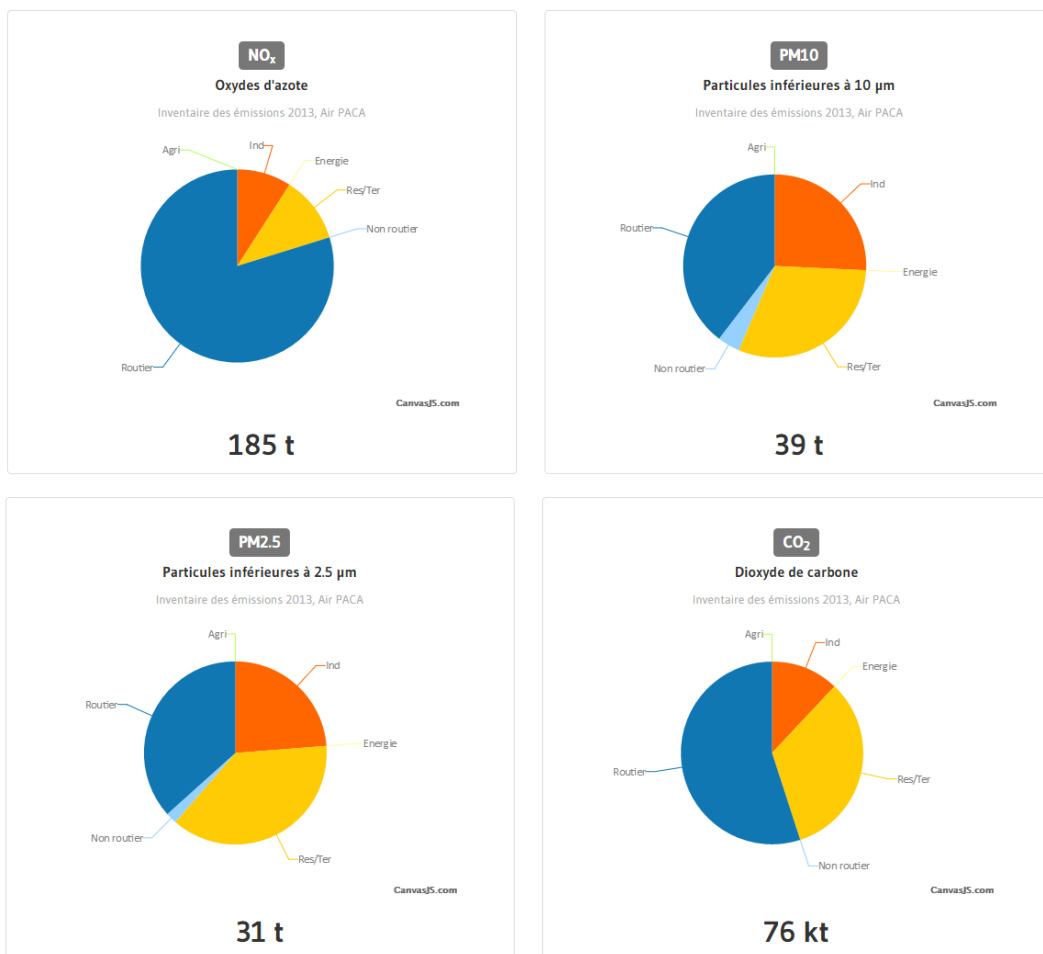
Tableau 16: Station de mesure de la qualité de l'air – Cannes Broussailles

- pour le NO₂, l'objectif qualité et la valeur limite sont respectés dans la majorité des cas, à l'exception du mois de décembre 2015 où la valeur limite est légèrement dépassée pour l'ensemble des stations,
- Pour l'O₃, l'objectif qualité et la valeur limite sont respectés dans l'ensemble des cas,
- pour les PM₁₀, l'objectif qualité et la valeur limite sont respectés dans la majorité des cas, à l'exception du mois de décembre 2015 où la valeur limite est légèrement dépassée pour la station de Cannes Broussailles.

Pour les NO₂, l'O₃ et les PM₁₀, l'objectif de qualité est respecté ainsi que la valeur limite dans la plupart des cas.

D'après Air PACA, les résultats du nouvel inventaire des émissions polluantes sur la région PACA sont présentés dans le tableau ci-après :

Commune Vallauris



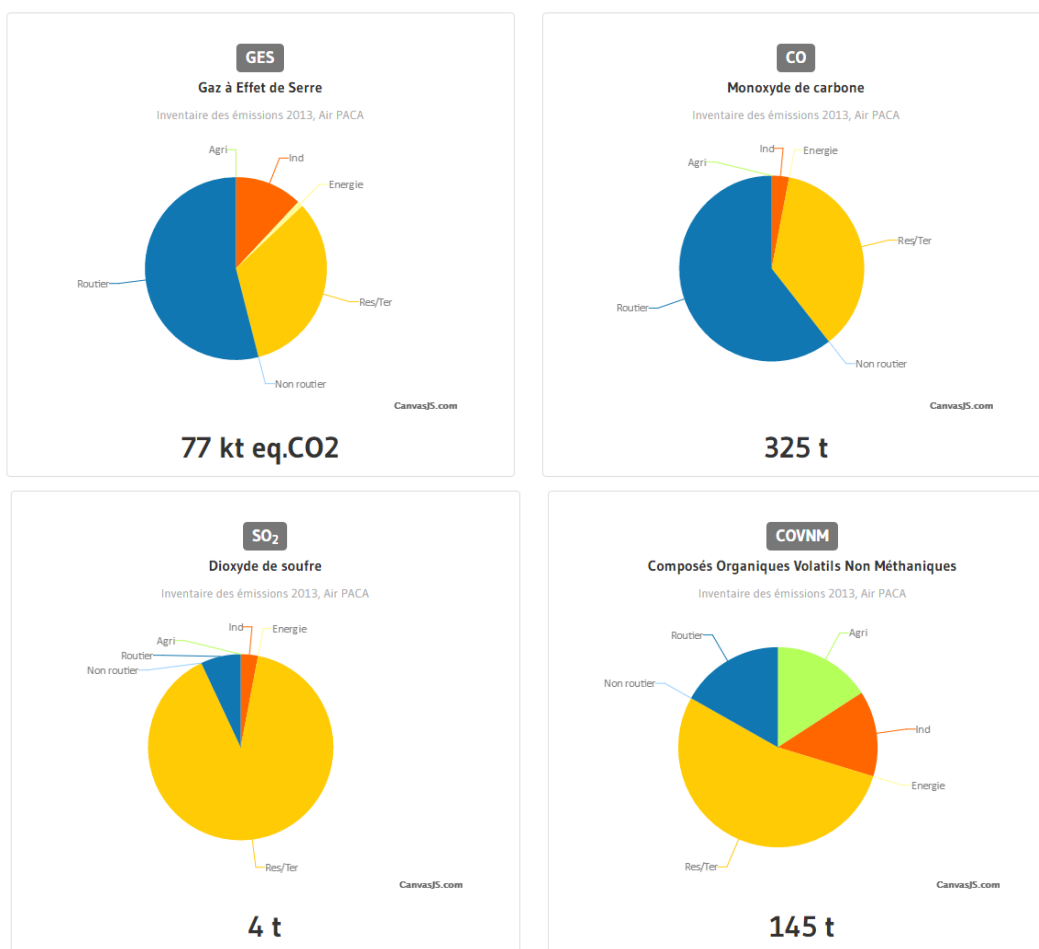


Figure 31 : Inventaire des émissions polluantes sur la région PACA - source d'information : Air PACA

2.6.2.4 Le Plan Régional pour la Qualité de l'Air

Le Plan Régional de surveillance de la Qualité de l'Air 2016-2021 (PRSQA) PACA est actuellement en cours de construction, la date de début de l'étude étant le 1 janvier 2015 et la date de fin le 31 décembre 2016,

Il sera mis en œuvre simultanément avec la réforme des collectivités territoriales, en 2016, pour une durée de 5 ans.

(Source : airpaca.org)

2.6.2.5 Le Plan de Protection de l'Atmosphère

Ce plan, à la différence du PRQA, a vocation à proposer des mesures réglementaires.

La commune de Vallauris est concernée par le PPA des Alpes-Maritimes du sud du 9 février 2015 mis à jour le 10 mars 2015.

Selon Airpaca, l'étude s'étend du 1 janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2020. En tout 52 communes des Alpes-Maritimes situées dans la Zone Administrative de Surveillance de Nice sont concernées par ce Plan de Protection de l'Atmosphère.

Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) est un plan d'actions mis en place par le préfet de département. Il vise à réduire les émissions de dioxyde d'azote (NO₂) et de particules

finest (PM10 et PM2.5) et de maintenir ou ramener les concentrations de ces polluants à des niveaux inférieurs aux normes fixées par le code de l'environnement.

Ce plan associe les acteurs publics, privés et associatifs de tous secteurs (industriels, transports, résidentiels, agricoles) contribuant chacun à leur façon aux émissions polluantes. Les mesures réglementaires et volontaires prévues dans ce PPA doivent encourager les actions au niveau départemental mais également au niveau local.

Vallauris est concerné par le PPA des Alpes-Maritimes du 9 février 2015.
--

2.7 Voisinage et environnement sonore

2.7.1 Étendue de la zone susceptible d'être affectée par le projet et par d'autres projets connus

Le secteur du projet présente un contexte sonore caractéristique d'une zone d'activités, affectée par des sources sonores d'intensités variables.

Le présent paragraphe se limitera donc à l'étude de l'environnement sonore proche du site.

2.7.2 Sources de bruit actuelles

Les sources sonores identifiées aux alentours du site sont :

- Le passage des véhicules sur l'avenue des frères Roustan,
- Les activités maritimes présentes dans le port Camille Rayon,
- Les activités liées au commerce des restaurants au nord de la zone d'étude,
- Les activités liées au fonctionnement du théâtre de la mer, au nord de la zone d'étude,
- Les bruits naturels de l'environnement.

2.7.3 Voisinage sensible au bruit

Pour rappel, les zones à émergence réglementée (ZER) sont :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existants à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardins, terrasses),
- les zones constructibles définies par les documents d'urbanismes opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties annexes comme ci-dessus, à l'exclusion des immeubles implantés dans les ZAA et les ZAI.

Les restaurants se trouvant au Nord-Ouest du site sont considérés comme une ZER.

2.7.4 Niveaux sonores mesurés

Une campagne de mesures de bruit a été réalisée le 26 octobre 2016 par SOCOTEC, avec un niveau d'activité habituel, avec notamment des opérations de manutention en cours (fonctionnement des ponts roulants) en plus de l'activité du site.

Les points de mesures sont les suivants :

- Point 1 : limite de propriété Est, au centre du site ;
- Point 2 : limite de propriété Ouest, au centre du site ;
- Point ZER : en limite de zone à Emergence réglementée, devant le premier restaurant situé au Nord-Ouest du site.

Ces points sont repérés sur la photo aérienne ci-dessous.



Figure 32 : Localisation des points de mesure de bruit

Les résultats de mesure sont les suivants :

En limite de propriété :

Point	Période	LAeq dBA	L50 dBA	L90 dBA	Valeur limite dBA
1	JOUR	57.0	46.4	39.5	70
2	JOUR	57.0	51.8	43.4	

En zone à émergence réglementée :

Point	Période		LAeq	Valeur limite
	Jour	Activité	49.1	
		Résiduel	45.7	
		Emergence	3.4	5

Tableau 17: Résultats de mesure de bruit

Les niveaux sonores mesurés en limites de propriété et en ZER sont conformes aux valeurs limites de l'arrêté du 23 janvier 1997.

2.8 Vibrations

2.8.1 Étendue de la zone susceptible d'être affectée par le projet et par d'autres projets connus

Les éventuelles vibrations pourraient impacter principalement l'environnement proche du site ; c'est pourquoi la zone étudiée pour cette problématique se limitera à un rayon de 200 m autour du site.

2.8.2 Sources de vibrations actuelles

Les sources de vibrations actuelles proviennent la circulation des camions ainsi que les opérations de manœuvre des bateaux.

2.8.3 Voisinage sensible aux vibrations

Le voisinage éventuellement sensible aux vibrations est identique à celui exposé précédemment, en ce qui concerne la problématique sonore.

2.8.4 Sensibilité des constructions voisines

Sans objet : il n'existe pas de constructions sensibles autour du site.

2.9 Odeurs

2.9.1 Étendue de la zone susceptible d'être affectée par le projet et par d'autres projets connus

La zone étudiée pour cette problématique se limite à la périphérie du site.

2.9.2 Caractéristiques

Au vu de l'activité, le site n'est pas à l'origine de nuisances olfactives pour les habitations les plus proches (implantées à 180 m du site).

2.10 Émissions lumineuses

2.10.1 Étendue de la zone susceptible d'être affectée par le projet et par d'autres projets connus

Le site se trouve dans une zone d'activité. Les premières habitations sont situées à plus de 180 m du site. L'étendue de la zone susceptible d'être affecté par le projet se limite à l'environnement proche du site.

2.10.2 Caractéristiques

Le site peut être éclairé la nuit.

En effet, des spots sont répartis sur le site et permettent un éclairage de sécurité pour l'équipage des navires.

Ces éclairages s'activent grâce à des détecteurs de mouvements et s'éteignent automatiquement en l'absence de mouvement. Il n'y a pas d'enseigne lumineuse.

Il est a noté que les bateaux présents sur site peuvent être eux-mêmes éclairés, comme le sont les bateaux stationnés dans le Port Camille Rayon.

2.11 Rayonnements électromagnétiques

2.11.1 Étendue de la zone susceptible d'être affectée par le projet et par d'autres projets connus

Les rayonnements électromagnétiques ayant une portée assez importante, la zone étudiée sera de 1.7 km autour du site.

2.11.2 Caractéristiques

D'après la base de données Cartoradio, 11 sources de rayonnements électromagnétiques sont présentes dans un rayon de 1.7 km autour du site



Figure 33 : Localisation du site et des sources électromagnétiques sur 1,7 km (Cartoradio.fr)

N° IDENTIFICATION STATION	EXPLOITANT	EMPLACEMENT	DISTANCE PAR RAPPORT AU SITE	HAUTEUR
650941	Bouygues/SFR	Immeuble - 150 chemin Charles gros copropriété mi-colline	1 350 m au nord-ouest	20 m
579937	Orange	Immeuble - 34 avenue de la gare, le napoléon	700 m à l'ouest	27 m
1461099	SNCF Réseau	Pylône tubulaire - avenue de la gare	800 m à l'ouest	15 m
755710	Orange	Immeuble - 17 avenue des frères Roustan résidence. Emilie	900 m à l'ouest	28 m
23922	SFR	Pylône tubulaire - capitainerie du port avenue des frères Roustan	780 m au sud-ouest	22 m
842680	SFR	Bâtiment - 9990 chemin de la gabelle coopérative agricole nerolium	400 m au nord-ouest	24 m
593767	Bouygues/free	Immeuble - avenue Georges Pompidou résidence opengolfe	540 m au nord-est	24 m
24164	SFR	Immeuble - 294 avenue. de la mer - golfe juan maison de retraite au bel âge	480 m au nord-est	16 m
1325741	Orange	Bâtiment - 294, avenue de la mer résidence de retraite le bel âge	420 m au nord-est	16 m
722340	SFR	Bâtiment - 20 avenue de cannes angle avenue jeanne d'arc	1 270 m au nord-est	24 m
619516	Bouygues/free/Orange	Bâtiment - 251 avenue Général Ferrié résidence. Borghèse, Fontmerle	1 700 m au nord-est	19 m
713814	Orange	Bâtiment - 150, boulevard Raymond Poincaré	1 500 m au nord-est	32 m
984660	SFR	Bâtiment - 128 boulevard Raymond Poincaré	1 600m au nord-est	23,3 m

Tableau 18: Tableau de localisation des stations

La source de rayonnements électromagnétiques la plus proche est située à 400 mètres au Nord-Ouest du site étudié.

2.12 Utilisation de l'énergie

2.12.1 Étendue de la zone susceptible d'être affectée par le projet et par d'autres projets connus

D'un point de vue de l'énergie, la zone étudiée se limitera au site, ce dernier étant relié aux différents réseaux de la commune.

2.12.2 Caractéristiques

Le site est alimenté en électricité.
Un onduleur est présent en cas de coupure électrique.

2.13 Déchets et résidus

2.13.1 Étendue de la zone susceptible d'être affectée par le projet et par d'autres projets connus

La zone étudiée concernant la problématique des déchets et des résidus se limitera au réseau de collecte présent sur la commune de Vallauris.

2.13.2 Orientations du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets Dangereux (PRPGDD)

La loi du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République a modifiée les articles L. 541-12 à 15 du Code de l'Environnement relatifs à la planification des déchets.

Les nouvelles 13 régions se voient confiées la planification des déchets. Jusque-là, les départements exerçaient la compétence de planification pour les déchets non dangereux (anciennement ménagers et assimilés) et déchets de chantiers. Les régions avaient déjà la charge des plans de gestion des déchets dangereux. Seule l'Ile-de-France s'était vue confiée l'ensemble de ces plans.

Le contenu des plans régionaux de prévention et de gestion des déchets dangereux est défini dans le Code de l'Environnement (articles, L.541-13 et R541-30, suite à la codification des textes précités et de leurs évolutions).

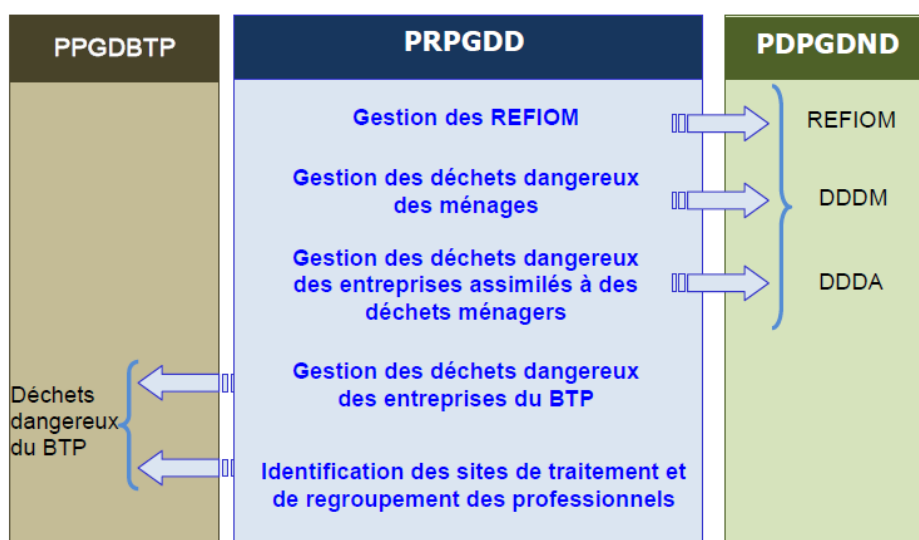
« Les plans de prévention et de gestion des déchets dangereux sont composés de :

- Un **état des lieux de la gestion des déchets dangereux**, à l'exclusion des déchets relevant du plan mentionné à l'article L. 541-14-1,
- Un **programme de prévention des déchets dangereux**,
- Une **planification de la gestion des déchets dangereux**,
- Les mesures retenues pour la gestion des déchets dangereux issus de produits relevant des dispositions de l'article L. 541-10. »

Ce Plan prend la suite des documents de planification en vigueur concernant les déchets industriels et les déchets d'activités de soins, élaborés en 1996 et 1997. Le PRPGDD a pour objectif de traiter l'ensemble des déchets dangereux dont ceux des particuliers et de s'inscrire dans une logique nouvelle de prévention et non seulement d'élimination des déchets.

Le PRPGDD répond à plusieurs enjeux. Il ne s'agit pas seulement de filières de traitement, mais aussi de la sensibilisation des acteurs pour produire moins de déchets dangereux, ainsi que du développement de nouvelles activités économiques.

La figure ci-dessous précise les déchets pouvant être pris en compte à différents niveaux de planification :



REFIOM : Résidu d'Épuration des Fumées d'Incineration des Ordures Ménagères ; DDDM : Déchet Dangereux Des Ménages ; DDDA : Déchets Dangereux Diffus D'activités ; BTP : Bâtiment et Travaux Publics

Figure 34 : Représentation schématique des interactions entre les PRPGDD et autres plans locaux relatifs à la gestion des déchets

Le site tient compte des orientations du PRPGDD, en mettant en œuvre les modalités de collecte, de traitement et de valorisation des déchets dangereux.

A savoir :

- Tous les déchets (ferrailles, pots de peintures, solvants, huiles, hydrocarbures, sables et poussières) produits sont gérés par des filières agréées.
- Une zone dédiée au stationnement des bacs de collecte (d'une surface approximative de 20m²) est isolée sur le site
- Le tri des déchets est appliqué et les filières de valorisation, lorsqu'elles existent, sont privilégiées.
- La majorité des prestataires d'enlèvement de déchets retenus sont localisés dans le département.
- Notamment, les pots de peintures vides sont collectés dans une benne limitant le risque de pollution du milieu par les déchets. Les huiles usagées sont principalement collectées dans des bornes prévues à cet effet sur le Port Camille Rayon, ou ponctuellement dans le bac prévu à cet effet sur le site. Les

déchets de ponçage et les sables sont stockés dans des sacs prévus à cet effet, avant recyclage

- les bacs sont dimensionnés de telle sorte à supporter un volume de déchets correspondants à un niveau élevé d'activité, et sont vidés avant d'être saturés par des professionnels agréés
- les sous-traitants intervenants sur site (notamment activités de peinture, résine, gelcoat) gèrent leurs propres déchets et fournissent les attestations correspondantes

Plan National de Prévention des Déchets : ce plan est de portée très générale et concerne surtout les producteurs. Les entreprises sont notamment sollicitées pour stabiliser leur production de déchets.

L'exploitant veillera à limiter sa production de déchets et à favoriser les filières de réutilisation dès que cela est possible.

2.13.3 Orientations du Plan d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PEDMA) : compatibilité du projet

Le Plan d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés des Alpes-Maritimes a principalement pour but de :

- Produire le moins de déchets possible,
- Recycler le plus possible dans des conditions économiquement acceptables avant toute autre modalité de traitement,
- Traiter localement et dans les meilleurs délais les déchets résiduels dans les installations de traitement existantes et dans les installations nouvelles, en utilisant des procédés techniques fiables et éprouvés, en cohérence avec les meilleures techniques disponibles.

2 007	2 015	2 020
1 123 000 habitants	1 206 500 habitants	1 255 500 habitants
<i>REDUCTION DES QUANTITES D'ORDURES MENAGERES</i>		
517 kg/hab	481 kg/hab -7%	465 kg/hab -10%
<i>DECHETS DANGEREUX DIFFUS ECARTES DES DECHETS MUNICIPAUX</i>		
Ratio de collecte par habitant		
1,5 kg/hab	3 kg/hab	3 kg/hab
Taux de collecte des déchets dangereux diffus		
35%	60%	60%
<i>DECHETS ENCOMBRANTS (déchets verts, gravats, autres, déchets des services municipaux)</i>		
Ratio de collecte par habitant		
214 kg/hab	230 kg/hab	230 kg/hab
Taux de recyclage matière et organique		
45%	75%	75%
<i>DECHETS DE CUISINE RECYCLES</i>		
Ratio de collecte par habitant		
0 kg/hab	9 kg/hab	9 kg/hab
<i>RECYCLAGE MATIERE ET ORGANIQUE</i>		
Tonnage		
173 000 tonnes	387 500 tonnes	400 700 tonnes
Taux de recyclage		
21%	45%	46%

Figure 35 : Objectifs chiffrés du PEDMA

Le projet de Plan révisé et son évaluation environnementale ont reçu un avis favorable de la **Commission consultative du Plan le 22 janvier 2010**

Le site tient compte des orientations du PDEDMA, notamment par la collecte des déchets ménagers et des déchets dangereux par une société de collecte présente dans la région.

2.13.4 Production, stockage, enlèvement, élimination

Le tableau suivant indique les déchets générés par l'activité du site (hors sous-traitance) :

Déchets	Quantité 2015	Stockage avant collecte	Collecteur - Transporteur	Destinataire
DIB	1 200 kg	6 poubelles	Commune de VALLAURIS	Commune de VALLAURIS
Bois	3,12 T	Aire dédiée	Collecté et transporté par l'exploitant	Déchetterie de VALLAURIS
Emballages souillés non valorisables	840 kg	Benne	OREDUI	OREDUI
Huiles usagées de vidange	100 l	Les huiles usagées sont déposées dans un fût dans un local mis à disposition par la Capitainerie. Dans le cadre de la charte Port Propre, la Capitainerie se charge ensuite du traitement de ces déchets. Un bac de secours est également présent sur le site.		
Boues des décanteurs*	Curage 1 à 2 fois/an	/	Société Blue Marine	OREDUI
Déchets provenant de l'activité de décapage/sablage	15t	En sac	VEOLIA	VEOLIA
Poussières de ponçage	< 10kg/an	En sac puis en benne	Collecté et transporté par l'exploitant	Déchetterie de VALLAURIS

* : déchet contenant des substances dangereuses

Tableau 19: Liste de déchets

2.14 Hygiène, santé, sécurité et salubrité publiques

2.14.1 Étendue de la zone susceptible d'être affectée par le projet et par d'autres projets connus

La zone étudiée comprendra les rayons suivants : 35 m autour des limites de propriété et 100 m autour des limites de propriété.

2.14.2 Caractéristiques

L'environnement humain, dans un rayon de 500 m autour du site est le suivant :

- à l'Ouest. Un port, de nombreux bateaux sont amarrés, et au-delà, des habitations sont présentes à environ 300 m ;
- au Nord. Des restaurants, le théâtre de la mer et au-delà, des habitations sont présentes à environ 180 m.

Les premières habitations se trouvent à 180 m au Nord du site.
--



Figure 36 : Localisation des habitations dans les rayons de 35 m et 100 m

2.15 Synthèse de l'état initial

L'état initial de la zone d'étude du projet de crématorium présente diverses caractéristiques permettant de déterminer sur quels points, l'étude des impacts du projet devra apporter des éléments qualitatifs et quantitatifs. Une hiérarchisation des enjeux liés à l'état initial est proposée dans le tableau suivant :

CATEGORIE	Hiérarchisation des enjeux à étudier	COMMENTAIRES
Climatique	Modéré	Le département des Alpes-Maritimes présente un climat doux, méditerranéen. A l'échelle de l'aire d'étude, on constate des hivers doux et des étés plutôt secs. Une grosse partie de ces pluies tombes sous forme d'averses violentes sur un petit nombre de jours. La gestion des eaux de pluie en cas de fortes précipitations est importante.
Topographie	Faible	Le site a une topographie simple : il s'agit d'une dalle en béton plane.
Géologie	Négligeable	Sans objet, le sous-sol du site étant occupé par une dalle en béton
Hydrogéologie	Négligeable	Sans objet, le sous-sol du site étant occupé par une dalle en béton
Hydrologie	Important	Il n'y a pas de nappe affleurante au droit du site. La mer méditerranée borde la zone d'étude. Le cours d'eau Issourdadou se rejette dans le port.
Milieu naturel aquatique	Important	Le site est situé en dehors de toute zone humide et aucun captage d'alimentation en eau potable n'est présent. Cependant la mer méditerranée borde le site.
Patrimoine culturel	Négligeable	Le site n'est pas situé dans un périmètre de patrimoine historique ou archéologique.
Faune flore terrestre	Faible	Le site n'est pas inclus dans un périmètre réglementaire ou d'inventaire du patrimoine naturel immédiat (NATURA 2000, ZNIEFF notamment). Le patrimoine naturel le plus proche est la ZNIEFF de type II n°06124100, Forêts de la brague, de sartoux et de la Valmasque à 4,5 km du site.
Faune-Flore aquatique	Important	La ZNIEFF marine la plus proche est la ZNIEFF maritime de type II "Golf Juan et anse du crouton" n°06005000, elle borde le site sur ses parties Est et Sud.
Environnement Humain / Santé	Faible	Les premières habitations se trouvent à 180 m du site. Elles sont implantées dans un tissu urbain résidentiel, occupé principalement en période estival.
Contexte agricole	Négligeable	Absence de zone agricole à proximité du site.

CATEGORIE	Hiérarchisation des enjeux à étudier	COMMENTAIRES
Air	Faible	Il n'existe pas de mesures permettant de caractériser la qualité de l'air au niveau du site. La qualité de l'air de la zone de Vallauris est bonne.
Odeur	Faible	Absence de nuisances olfactives sur le port.
Transport	Faible	L'accès au site se fait par l'avenue des frères Roustan. Le trafic sur cette avenue est modéré.
Bruit	Faible	Le niveau sonore ambiant est influencé par le trafic routier de l'avenue des frères Roustan et les activités au droit du site.
Risques naturels	Modéré	Le site se trouve en zone de sismicité 3, c'est-à-dire une zone où le paramètre de sismicité est modéré.
Risques majeurs	Négligeable	Les enjeux relatifs aux risques technologiques sont négligeables.
Emissions lumineuses	Négligeable	Eclairage déjà présent sur la zone.
Rayonnements électromagnétiques	Faible	11 sources de rayonnements électromagnétiques dans un rayon de 1.5 km : relais de téléphonie.
Utilisation de l'énergie	Faible	Présence de détecteurs de mouvement pour l'éclairage de nuit.
Déchets et résidus	Faible	Le tri des déchets est effectué sur le site.

Tableau 20: Tableau de synthèse de l'état initial

Ainsi, il ressort de cette synthèse chapitre que les effets du site seront particulièrement analysés sur les éléments suivants :

- ⇒ L'hydrologie ;
- ⇒ Le milieu aquatique ;
- ⇒ La faune flore aquatique.

Les impacts sur les autres composantes de l'état initial seront également étudiés et permettront de définir l'impact global de ce projet sur son environnement.

3. ANALYSE DES EFFETS NEGATIFS ET POSITIFS, DIRECTS ET INDIRECTS, TEMPORAIRES (*) ET PERMANENTS, A COURT, MOYEN ET LONG TERME DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

(*) y compris pendant la phase travaux.

Le présent chapitre vise à examiner en fonction des sensibilités identifiées précédemment, les impacts éventuels du projet sur l'environnement. Il ne prend pas en compte les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et la santé humaine. Celles-ci sont présentées dans un chapitre spécifique.

3.1 Effets temporaires du projet sur l'environnement

Le site étant déjà existant et en activité, il n'existe pas d'effets temporaires du projet sur l'environnement.

3.2 Effets permanents du projet sur l'environnement

3.2.1 Eau

3.2.1.1 Provenance de l'eau

Le site est desservi par le réseau AEP communal.

Aucun forage n'est présent sur le site.
Il n'y a pas de consommations d'eaux superficielles ni d'eaux souterraines.

La consommation d'eau potable pour l'année 2015 a été de 657 m³.

3.2.1.2 Utilisation de l'eau

Le site dispose d'un réseau d'eau potable qui sert pour :

- les douches et sanitaires ;
- l'alimentation en eau des bateaux qui stationnent sur le site et qui restent sous la responsabilité de leur équipage ;
- le lavage des coques de bateaux par les équipes de carénage, avant le passage à l'acide des parties métalliques (propulsions) et l'application de peinture sous-marine antifongique sur les carènes.

❖ Eaux à usage domestique

L'eau est utilisée pour les besoins domestiques des locaux sociaux et du bâtiment administratif. Cette eau rejoint le réseau d'eaux usées communal.

❖ Eaux utilisées pour l'aire de carénage

L'aire de carénage implantée au centre de la zone d'étude est notamment utilisée pour le carénage des bateaux.

L'eau est pulvérisée à l'aide d'un nettoyeur à haute pression sous la ligne de flottaison des bateaux, sans adjonction de lessives ou produits nettoyants.

La surface du site est totalement imperméabilisée, et un jeu de pente fait que les effluents sont intégralement collectés par les avaloirs. Ceux-ci sont reliés à un réseau enterré collectant les eaux résiduaires. Les effluents sont ensuite dirigés vers le débordeur-séparateur d'hydrocarbures. Cette installation a été intégralement refaite en 2002

La présence des caniveaux sur le site permet d'orienter les eaux de voirie, les eaux de pluie et les eaux de lavage des bateaux vers les 2 décanteurs d'une capacité unitaire de 3 300 l et de séparer par filtrage les boues et éventuelles traces d'hydrocarbures. Les décanteurs sont curés 1 à 2 fois par an par une société spécialisée.

Il convient de noter que les eaux ne sont en réalité pas chargées en hydrocarbures. En effet, les opérations de vidange sur site sont marginales. Le cas échéant, les huiles de vidange sont récupérées dans des bacs prévus à cet effet ou rejetées dans le point de collecte du Port Camille Rayon situé derrière le chantier naval.

3.2.1.3 Rejets aqueux

Le réseau d'eaux usées sur le site est de type séparatif.

❖ Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques produites ne présentent pas de caractère toxique. Elles sont raccordées au réseau d'eaux usées.

Le site est raccordé à la station d'épuration de Vallauris Golfe Juan qui a une capacité de 64 000 Equivalent Habitant.

Aujourd'hui 10 personnes sont employées sur le site du RODRIGUEZ YACHTS. Par conséquent, le site ne représente, au maximum, que 0.01 % de la capacité de traitement de la station d'épuration de Vallauris Golfe Juan.

❖ Eaux pluviales

La surface au sol du site est de 8 835 m².

Les eaux de toiture et de voiries sont collectées au réseau d'eaux pluviales du site.

Les eaux pluviales de voirie sont collectées par les caniveaux présents sur le site puis transitent par deux décanteurs qui sont curés par une entreprise spécialisée. Les caniveaux sont régulièrement nettoyés (au moins une fois par an) pour éviter les risques d'obturation

Par conséquent, tous les moyens sont mis en œuvre pour traiter l'ensemble des eaux pluviales du site (l'installation a été intégralement revue en 2002). Le rejet des eaux pluviales est maîtrisé.

3.2.2 Sols et sous-sols

En fonctionnement normal des installations, les activités du site ne sont pas de nature à porter atteinte aux sols.

Le site est construit sur une dalle de béton recouverte d'enrobé.

Deux bacs de décantation existent et traitent les eaux issues des activités de carénage et de lavage ainsi que les eaux de ruissellement.

3.2.3 Air

3.2.3.1 Nature des rejets atmosphériques du site

L'activité du site implique des rejets atmosphériques lors de l'application de peinture, lors des opérations de décapage/sablage/ponçage et des gaz d'échappement liés aux moteurs des véhicules.

3.2.3.2 Rejets émis lors de opérations de peinture et de décapage, sablage et ponçage

Les peintures utilisées pour les bateaux sont appliquées au rouleau et sont peu volatiles, limitant ainsi le risque d'émission de substances volatiles dans l'environnement. De plus, les

opérations de retouches de peinture (sous-traitées) sont exclusivement réalisées sous bâche ou sous cocon, de sorte à éviter les rejets volatiles, qui pourraient être de nature à endommager les autres bateaux, outre leur impact environnemental.

En ce qui concerne les poussières, celles-ci sont émises lors des opérations de décapage, sablage et ponçage.

Ces opérations ne sont pas effectuées en cas de grand vent et se font sur une durée limitée s'agissant du ponçage (une à deux heures par jour en haute saison, négligeable en basse saison) et moins de 10 fois par an s'agissant du sablage.

Lors des activités de ponçage, le matériel utilisé est une ponceuse manuelle reliée à un aspirateur ce qui limite les envols de poussières.

Pour l'activité de décapage/sablage, les techniciens accrochent des bâches autour du bateau pour réaliser un cocon étanche. Ce cocon a pour objectif de limiter les envols de poussières sur le site et vers les autres bateaux. Seule la zone de stationnement du bateau traité est ainsi concernée par les rejets. A chaque fin de ces opérations, une balayeuse manuelle ou une balayeuse rotative est utilisée pour nettoyer le sol sur la zone de stationnement.

De plus les toiles/grillage bordant l'ensemble du site permettent de limiter les poussières hors site, et ce d'autant que les bordures du site ne sont pas utilisées pour ces opérations.

L'impact est donc limité.

3.2.3.3 Trafic

L'accès au site se fait par l'avenue des frères Roustan, le trafic additionnel généré par l'activité du site est négligeable par rapport à la circulation routière habituelle de ce route côtière.

L'impact est donc négligeable.

Le trafic routier génère une pollution atmosphérique pouvant être qualifiée de la façon suivante :

- le monoxyde de carbone (CO) produit lors de la combustion incomplète de carburant ;
- le dioxyde de carbone (CO₂) produit lors de la combustion du carburant ;
- les oxydes d'azote (NO_x) issus de la réaction, sous l'effet de la température, de l'oxygène et de l'azote contenus dans l'air aspiré par le moteur ;
- les hydrocarbures constitués par l'ensemble des produits non brûlés pendant la combustion ;
- les particules principalement produites par les moteurs diesels.

Les camions sont équipés de gros moteurs diesel. Les véhicules poids lourds à moteur diesel doivent, selon l'arrêté du 06 Mai 1988 (JO du 8), respecter les conditions de la directive n°88/77/CEE du 03 Septembre 1987 concernant les émissions de gaz polluants provenant des moteurs diesel destinés à la propulsion de véhicule. La directive reprend les prescriptions techniques du règlement n°49 de l'accord de Genève de 1958.

3.2.4 Climat

L'article R. 512-8 du Code de l'environnement précise, depuis le 8 juillet 2009, que l'étude d'impact doit comporter une analyse des effets du site sur le climat. En effet, certains polluants atmosphériques rejetés par les sites industriels sont des gaz à effet de serre et contribuent au changement climatique.

Les émissions de gaz à effet de serre du site ne sont pas significatives et par conséquent leur impact peut être considéré comme nulle.

3.2.5 Faune et flore

3.2.5.1 Milieu terrestre

Le site est en dehors de toute zone naturelle sensible, la ZNIEFF de type II n°06124100, Forêts de la brague, de Sartoux et de la Valmasque étant à 4,5 km au nord-ouest du site.

Il n'y a donc pas d'impact sur la faune et la flore terrestre.

3.2.5.2 Milieu aquatique

Il n'y a pas de captages en eau sur le site, mais le site se trouve à proximité d'une ZNIEFF maritime de type II " Golf Juan et anse du crouton" n°06005000.

Il y a donc potentiellement un impact du site sur la faune et la flore aquatique.

3.2.6 Paysage

Le site est implanté dans le port Camille Rayon.

Il est essentiellement visible depuis la côte ou la mer, et s'intègre parfaitement dans son environnement industriel/portuaire du fait de son activité. De plus les abords du site sont entourés par une toile, limitant encore davantage l'impact paysager.

Il n'y a pas d'impact sur le paysage.

3.2.7 Patrimoine culturel et archéologique

L'ensemble du site est en dehors de toute zone de protection au titre des monuments historiques. L'impact du site sur le patrimoine est négligeable.

3.2.8 Espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes et de loisirs

Il n'existe pas d'espaces agricoles ou forestiers à proximité du site.

Le port Camille Rayon accueille des activités de loisirs maritimes (club nautique, pêche..).

Les rejets aqueux du site sont en contacts avec les espaces précités.
Toutefois, aux vues des mesures de rejets aqueux, les activités du site ne sont susceptibles d'avoir des effets négatifs sur les espaces de loisirs du Port.

3.2.9 Bien matériels

L'ensemble du site est en dehors de toute zone de protection au titre des monuments historiques. L'impact du site est négligeable.

3.2.10 Voisinage et environnement sonore

Les niveaux sonores mesurés en limites de propriété et en ZER sont conformes aux valeurs limites de l'arrêté du 23 janvier 1997. L'impact du site est donc négligeable.

3.2.11 Odeurs

Les activités du site peuvent être à l'origine de nuisances olfactives (utilisation de peintures, solvants, acide chlorhydrique,) cependant ces nuisances restent dans l'enceinte de la zone d'étude.

Les activités à l'origine de nuisances olfactives au droit du site ne constituent pas une source de gêne pour le voisinage.

3.2.12 Émissions lumineuses

Le site est éclairé au niveau de la zone de stockage des bateaux, des spots situés sur des poteaux de plusieurs dizaines de mètres s'activent grâce à des détecteurs de mouvements, l'équipage restant potentiellement sur les navires la nuit.

Par ailleurs, le site est éloigné d'environ 180 m des premières habitations.

Les sources lumineuses du site ne constituent pas une source de gêne pour le voisinage.

3.2.13 Rayonnements électromagnétiques

Le site n'est pas à l'origine de rayonnements électromagnétiques.

3.2.14 Transports

L'accès au site se fait par l'avenue des Frères Roustan par le Nord. Il s'agit d'une route côtière dont le trafic moyen journalier n'est pas déterminé. Cependant les véhicules empruntant cette route pour rejoindre la zone d'étude sont en nombre négligeable par rapport au trafic journalier.

L'impact du trafic additionnel est négligeable par rapport à la circulation journalière.

3.2.15 Consommation énergétique

L'énergie est utilisée sur le site :

- sous forme électrique pour l'éclairage, le chauffage de locaux et le fonctionnement des installations,
- sous forme de fioul pour les engins de manutention.

Les consommations énergétiques de 2015 sont reportées dans le tableau suivant :

Année	Electricité (kWh)	Fioul (m ³)
2015	195 959	4

Tableau 21: Consommation énergétique du site

3.2.16 Hygiène, santé, sécurité et salubrité publiques

Au vu de l'analyse des effets sur l'environnement des activités actuelles et projetées du site, l'impact sur l'hygiène, la santé, *la sécurité et la salubrité publiques est centré sur les problématiques suivantes* :

- Le bruit ;
- Les substances retenues dans les eaux pluviales de ruissellement ou les effluents de lavage et de décapage des coques de bateaux ;
- Les émissions de substances polluantes lors des applications de peinture et des émissions de poussières lors des activités de décapage, sablage et ponçage.

3.2.16.1 Bruit

Le bruit est nuisible lorsqu'il devient agressif ou non accepté, ceci pouvant varier en fonction de l'individu, du contexte géographique et des caractéristiques de ce bruit (origine, fréquence, durées, ...etc.).

La nuisance sonore peut alors avoir des conséquences néfastes sur la santé et l'équilibre psychique. Les réactions qu'elle entraîne mettent en jeu l'ensemble de l'organisme en générant du stress : réaction cardio-vasculaire, neuro-endocrinienne ou affective. Les conséquences peuvent être les suivantes : perte de concentration, fatigue, irritabilité, trouble du sommeil, ...etc.

Les valeurs indiquées dans le tableau ci-après illustrent quelques effets du bruit sur l'homme (valeurs exprimées en dB(A), unité pondérée représentative de la sensation auditive humaine).

		Sommeil très difficile			
Sommeil parfois perturbé	Intelligibilité parfois médiocre	Mauvaise écoute TV-musique	Réactions physiologiques	Risques cardio-vasculaires	Risques de surdité
40	50	60	70	80	90 100

Tableau 22: Tableau des nuisances par le bruit

Les niveaux sonores auxquels nous pouvons être exposés varient de 10 dB (correspondant à un studio d'enregistrement) à 130 dB (fonctionnement du marteau pilon). Au delà de ce niveau supérieur, le système auditif subit des dégâts irréversibles.

Les niveaux de bruit admissibles en limite de propriété de l'établissement ne doivent pas dépasser 70 dB(A) en période de jour et 60 dB(A) en période de nuit.

Par ailleurs, selon les dispositions de l'arrêté précité, les émissions sonores ne doivent pas générer une émergence (différence entre le niveau de bruit ambiant et le niveau de bruit résiduel) supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après dans les zones où celle-ci est réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h sauf dimanche et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h ainsi que dimanche et jours fériés
35 dB(A) < L _{Aeq} ≤ 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
L _{Aeq} > 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Le niveau de bruit est principalement attribuable :

- à la circulation automobile sur le site (interdite sauf exceptions) ;
- aux opérations de sortie et de mise à l'eau des bateaux grâce aux engins de manutention ;
- aux opérations de décapage, sablage et ponçage ;
- ponctuellement à d'autres activités (négligeables sur site) telles que les opérations de pompage de tanks, des travaux de chaudronnerie ou de menuiserie

Ces deux dernières activités s'effectuent sur une courte durée, avant 16h00 et très ponctuellement pour certaines, la gêne occasionnée est donc limitée. Aucune plainte n'a d'ailleurs été formulée à ce jour par les résidents du Port, y compris les bateaux situés en bordure de site.

Nous pouvons considérer que l'impact du bruit sur la santé, dû à l'exploitation du site est négligeable pour les personnes les plus exposées, notamment les habitations les plus proches, situées à 180 m du site.

3.2.16.2 Rejets aqueux

Le réseau eaux usées / eaux pluviales est séparatif sur le site.

Les **eaux usées domestiques** proviennent des sanitaires, lavabos et douches et rejoignent la station d'épuration communale.

La présence des caniveaux sur le site et le jeu de pentes permettent d'orienter les eaux de voirie ainsi que les eaux de lavage et de décapage des bateaux vers les 2 décanteurs.

Ainsi l'ensemble des eaux est traité via les 2 décanteurs avant d'être pompées par une entreprise spécialisée avant tout risque de débordement. L'unique point de rejet externe est

localisé au niveau du port, lieu où il n'y a pas de prélèvement d'eau en vue d'une consommation en eau potable.

De plus, les mesures de rejets aqueux réalisées sur le site en juillet 2016, comprenant une analyse des rejets, sont conformes à la réglementation.

Nous pouvons donc considérer que l'impact des substances retenues dans les eaux pluviales de ruissellement, dans les effluents de lavage et de décapage des coques de bateaux sur la santé, est maîtrisé.

3.2.16.3 Rejets atmosphériques

Les peintures utilisées pour les carènes des bateaux sont appliquées au rouleau et sont peu volatiles, limitant ainsi le risque d'émission de substances volatiles dans l'environnement. De plus, les opérations de retouches de peinture (sous-traitées) sont exclusivement réalisées sous bâche ou sous cocon, de sorte à éviter les rejets volatiles, qui pourraient être de nature à endommager les autres bateaux, outre leur impact environnemental.

En ce qui concerne les poussières, celles-ci sont émises lors des opérations de décapage, sablage et ponçage.

Ces opérations ne sont pas effectuées en cas de grand vent et se font sur une durée limitée s'agissant du ponçage (une à deux heures par jour en haute saison, négligeable en basse saison) et moins de 10 fois par an s'agissant du sablage.

Lors des activités de ponçage, le matériel utilisé est une ponceuse manuelle reliée à un aspirateur ce qui limite les envols de poussières.

Pour l'activité de décapage/sablage, les techniciens accrochent des bâches autour du bateau pour réaliser un cocon étanche. Ce cocon a pour objectif de limiter les envols de poussières sur le site et vers les autres bateaux. Seule la zone de stationnement du bateau traité est ainsi concernée par les rejets. A chaque fin de ces opérations, une balayeuse manuelle ou une balayeuse rotative est utilisée pour nettoyer le sol sur la zone de stationnement.

De plus les toiles/grillage bordant l'ensemble du site permettent de limiter les poussières hors site, et ce d'autant que les bordures du site ne sont pas utilisées pour ces opérations.

Nous pouvons donc considérer que l'impact des émissions de substances volatiles sur la santé, dû à l'exploitation du site est négligeable pour les personnes les plus exposées, notamment les habitations les plus proches, situées à 180 m du site.

3.3 Origine, nature et gravité des pollutions de l'air, de l'eau et des sols – Effets sur le climat – Volume et caractère polluant des déchets – Niveau acoustique des appareils employés – Vibrations pouvant être provoquées par les appareils employés – Mode et conditions d'approvisionnement en eau – Mode et conditions d'utilisation de l'eau

3.3.1 Consommation en eau

Le site dispose d'un réseau d'eau potable pour :

- les douches et sanitaires ;
- l'alimentation en eau des bateaux qui stationnent sur le site et qui restent sous la responsabilité de leur équipage ;
- le lavage des coques de bateaux par les équipes de carénage, avant le passage à l'acide et l'application de peinture sous-marine antifongique.

La consommation d'eau potable pour l'année est de 657 m³.

3.3.2 Pollution des eaux

3.3.2.1.1 Réseau d'eaux usées

Le réseau d'eaux usées sur le site est de type séparatif.

Les **eaux usées domestiques** proviendront des sanitaires, lavabos et douches.

Les valeurs des références décrites dans l'arrêté du 6 novembre 1996 pour 1 personne pour 24 h sont :

Débit	150 l/j
MES	90 g/j
DCO	90 g/j
DBO5	41 g/j
Azote	15 g/j
Phosphore	4 g/j

Tableau 23: Valeurs de référence

Sur la base d'environ 9 personnes présentes sur le site durant une période de l'ordre de 8 heures par jour (soit 4,22 équivalents habitants), on peut estimer les quantités rejetées suivantes :

- MES : 380 g/j
- DCO : 380 g/j
- DBO5 : 173 g/j

- Azote : 63 g/j
- Phosphore : 17 g/j

3.3.2.1.2 Réseau eaux pluviales

Les eaux pluviales de ruissellement sont constituées :

- de l'ensemble des toitures du bâtiment ;
- de la surface revêtue de l'aire liée à l'activité d'entretien et de réparation de bateaux.

L'ensemble des eaux de ruissellement est collecté et raccordé au réseau d'eaux pluviales du site. Les eaux de ruissellement du site sont traitées via deux décanteurs.

Sur la base d'une surface au sol imperméabilisé de 8 835 m² (comprenant 400 m² de bureaux), le volume du premier flot décennal à contenir est de 88 m³.

Aujourd'hui, le site ne dispose pas d'un bassin de confinement. Les eaux pluviales rejoignent directement les 2 bassins de décantation d'une capacité unitaire de 3 300 l pour traitement. Aucun document technique relatif au décanteur n'a été conservé sur le site, celui-ci ayant été revu par le précédent exploitant.

Toutefois, les mesures de rejets aqueux réalisées sur le site en juillet 2016 sont conformes à la réglementation. Les analyses d'eau réalisées en juillet 2016 en sortie des bacs de décantation sont détaillées ci-dessous :

Température air de l'enceinte	J°C	Date de réception	08/07/2016 10:30
Date de prélèvement	08/07/2016 09:25	Début d'analyse	08/07/2016
Préleveur	Nguyen Amélie	Localisation du prélèvement	Bac décantation

PARAMETRES DE PRELEVEMENTS

	Résultat	Unité
IXPEC : Prélèvement ponctuel d'eau résiduaire Prestation soustraite à Eurofins IPL Sud (Vergèze) NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-0903 Prélèvement instantané (prise d'un échantillon unique) - FD T 90-523-2	*	-

PHYSICO-CHIMIE

	Résultat	Unité
J1010 : Matières en suspension (MES) Prestation réalisée par nos soins NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-8006 Gravimétrie (Filtre Milipore AP4004705) - NF EN 872	*	62 mg/l
J118L : Demande chimique en oxygène (ST-DCO) Prestation réalisée par nos soins NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-8006 Méthode à petite échelle en tube fermé - ISO 15705	*	55.0 mg O2/l
J1463 : Demande biochimique en oxygène (DBO5) Prestation réalisée par nos soins NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-8006 Electrochimie - NF EN 1899-1	*	4 mg O2/l

PARAMETRES AZOTÉS ET PHOSPHORÉS

	Résultat	Unité
J1473 : Azote Kjeldahl (NTK) Prestation réalisée par nos soins NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-8006 Titrimétrie (Minéralisation, Distillation) - NF EN 25663	*	3.3 mg N/l
J102X : Azote Nitreux / Nitrites (NO2) Prestation réalisée par nos soins NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-8006 Spectrophotométrie (UVVIS) - NF ISO 15923-1		
Azote nitreux	*	0.030 mg N-NO2/l
Nitrites	*	0.100 mg NO2/l
J102M : Azote Nitrique / Nitrates (NO3) Prestation réalisée par nos soins NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-8006 Spectrophotométrie (UVVIS) - NF ISO 15923-1		
Azote nitrique	*	<0.23 mg N-NO3/l
Nitrates	*	<1.00 mg NO3/l
J159E : Azote global (NO2+NO3+NTK) Prestation réalisée par nos soins Calcul - Calcul		3.33 mg N/l
J1445 : Phosphore (P) Prestation réalisée par nos soins NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-8006 Spectrophotométrie (UVVIS) - NF EN ISO 6878	*	<0.100 mg P/l

PREPARATION

	Résultat	Unité
IX488 : Minéralisation Prestation soustraite à Eurofins IPL Est (Maxeville) NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-0685 Minéralisation sur plaques chauffantes - NF EN ISO 15587-1 ou NF EN ISO 15587-2	*	blank value/imported

OLIGO-ÉLÉMENTS - MICROPOLLUANTS MINÉRAUX

	Résultat	Unité
IXHG0 : Mercure (Hg) Prestation soustraite à Eurofins IPL Est (Maxeville) NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-0685 SFA / vapeurs froides (CV-AAS) (Minéralisation à chaud et dosage par AFS) - NF EN ISO 17852	*	<0.5 µg/l
IXMT0 : METOX Prestation soustraite à Eurofins IPL Est (Maxeville) Calcul (Somme pondérée des 8 métaux selon le « Décret n° 2014-1578 du 23 décembre 2014 ») - Calcul		3.01 mg/l
IX03E : Arsenic (As) Prestation soustraite à Eurofins IPL Est (Maxeville) NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-0685 ICP-AES - NF EN ISO 11885	*	<0.01 mg/l
IX03G : Cadmium (Cd) Prestation soustraite à Eurofins IPL Est (Maxeville) NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-0685 ICP-AES - NF EN ISO 11885	*	<0.002 mg/l

OLIGO-ÉLÉMENTS - MICROPOLLUANTS MINÉRAUX			
	Résultat	Unité	
IX03W : Plomb (Pb) Prestation soustraite à Eurofins IPL Est (Maxeville) NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-0685 ICP-AES - NF EN ISO 11885	*	<0.01	mg/l
IX03V : Zinc (Zn) Prestation soustraite à Eurofins IPL Est (Maxeville) NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-0685 ICP-AES - NF EN ISO 11885	*	0.39	mg/l
IX03I : Nickel (Ni) Prestation soustraite à Eurofins IPL Est (Maxeville) NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-0685 ICP-AES - NF EN ISO 11885	*	<0.01	mg/l
IX02Q : Chrome (Cr) Prestation soustraite à Eurofins IPL Est (Maxeville) NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-0685 ICP-AES - NF EN ISO 11885	*	<0.005	mg/l
IX02P : Cuivre (Cu) Prestation soustraite à Eurofins IPL Est (Maxeville) NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-0685 ICP-AES - NF EN ISO 11885	*	0.52	mg/l
DIVERS MICROPOLLUANTS ORGANIQUES			
	Résultat	Unité	
IXH8C : Organo Halogénés Adsorbables (AOX) Prestation soustraite à Eurofins IPL Est (Maxeville) Coulométrie [Adsorption, Combustion] - NF EN ISO 9562	#	16900	µg/l
HYDROCARBURES			
	Résultat	Unité	
IX578 : Indice Hydrocarbures (C10-C40) Prestation soustraite à Eurofins IPL Est (Maxeville) NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-0685 GC/FID (Extraction Liquide / Liquide) - NF EN ISO 9377-2	*	<0.1	mg/l
IXID1 : Hydrocarbures totaux (somme des indices) Prestation soustraite à Eurofins IPL Est (Maxeville) Calcul [Somme des indices hydrocarbure C5-C11 et C10-C40] - Calcul		<0.10	mg/l
IXY6I : Indice hydrocarbures volatils (C5-C11) Prestation soustraite à Eurofins IPL Est (Maxeville) HS - GC/FID - XP T 90-124	#	<25	µg/l
TOXICITÉ			
	Résultat	Unité	
IXH8F : Test daphnies 48h - 2 valeurs Prestation soustraite à Eurofins Expertises Environnementales (Maxeville) NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-5375 Essais de toxicité aigue - NF EN ISO 6341			
Inhibition mobilité Daphnia magna 24h (%)	9.9	% (CE 50)	
Inhibition mobilité Daphnia magna 48h (%)	6.9	% (CE 50)	
Inhibition mobilité Daphnia magna 48h (Eq/m3)	14.5	Equitox/m³	
Inhibition mobilité Daphnia magna après 24 heures	10.1	Equitox/m³	

Tableau 24: Analyses eaux de rejet

3.3.3 Sols et sous-sols

En **fonctionnement normal** des installations, les activités du site ne sont pas de nature à porter atteinte aux sols.

Le site est construit sur une dalle de béton recouverte d'enrobé, de plus il est bordé par la mer sur ses parties est, sud et ouest. Il n'existe donc pas de terrain naturel au droit du site.

Deux bacs de décantation existent et traitent les eaux issues des activités de carénage et de lavage.

Les zones d'activité du site et de circulation sont imperméabilisées.

Les peintures sont stockées dans le local peinture et l'acide chlorhydrique au-devant de celui-ci. Ces produits seront stockés prochainement sur rétention. Aucune huile n'est stockée sur site, en dehors des zones de collecte par nature étanches.

3.3.4 Rejets atmosphériques du site

L'activité du site implique des rejets atmosphériques lors de l'application de peinture, lors des opérations de décapage/sablage/ponçage et des gaz d'échappement liés aux moteurs des véhicules.

3.3.4.1 Rejets émis lors de opérations de peinture et de décapage, sablage et ponçage

Sur l'année 2015, 200 bateaux ont été réparés et 34 ont fait l'objet d'un carénage, 96 en 2016 (en cours).

Les peintures utilisées pour les bateaux sont appliquées au rouleau et sont peu volatiles, limitant ainsi le risque d'émission de substances volatiles dans l'environnement. De plus, les opérations de retouches de peinture (sous-traitées) sont exclusivement réalisées sous bâche ou sous cocon, de sorte à éviter les rejets volatiles, qui pourraient être de nature à endommager les autres bateaux, outre leur impact environnemental.

En ce qui concerne les poussières, celles-ci sont émises lors des opérations de décapage, sablage et ponçage

Ces opérations ne sont pas effectuées en cas de grand vent et se font sur une durée limitée s'agissant du ponçage (une à deux heures par jour en haute saison, négligeable en basse saison) et moins de 10 fois par an s'agissant du sablage.

Lors des activités de ponçage, le matériel utilisé est une ponceuse manuelle reliée à un aspirateur ce qui limite les envols de poussières. Elles représentent moins de 10Kg par an, les ponçages étant superficiels pour ne pas abimer la carène.

Pour l'activité de décapage/sablage, les techniciens accrochent des bâches autour du bateau pour réaliser un cocon étanche. Ce cocon a pour objectif de limiter les envols de poussières sur le site et vers les autres bateaux. Seule la zone de stationnement du bateau traité est ainsi concernée par les rejets. A chaque fin de ces opérations, une balayeuse manuelle ou une balayeuse rotative est utilisée pour nettoyer le sol sur la zone de stationnement.

De plus les toiles/grillage bordant l'ensemble du site permettent de limiter les poussières hors site, et ce d'autant que les bordures du site ne sont pas utilisées pour ces opérations.

3.3.4.2 Gaz d'échappement

Le rejet des gaz d'échappement provient du trafic routier lié à l'activité du site. Il est estimé à 10 véhicules/jour.

3.3.5 Voisinage et environnement sonore

Le niveau de bruit est principalement attribuable :

- à la circulation automobile sur le site ;
- aux opérations de sortie et de mise à l'eau des bateaux.
- aux opérations de décapage, sablage et ponçage.

3.3.6 Déchets

L'origine des déchets est la suivante :

- Les ordures ménagères proviennent des déchets de bureaux ;
- Les DIB proviennent des emballages non souillés des ateliers ;
- Les déchets souillés non valorisables correspondant aux pots de peinture vides ;
- Les déchets bois provenant des cales en bois usagées utilisées pour le stationnement des bateaux ;
- Les huiles proviennent de la vidange des bateaux ;
- Les boues proviennent des décanteurs ;
- Les déchets industriels spéciaux proviennent de l'activité de sablage/décapage et ponçage.

3.3.7 Climat

L'origine des effets sur le climat peut provenir des gaz à effet de serre du site.

Comme évoqué précédemment, les émissions de gaz à effet de serre du site ne sont pas significatives et par conséquent leur impact peut être considéré comme négligeable.

4. ANALYSE DES EFFETS CUMULES DU PROJET AVEC D'AUTRES PROJETS CONNUS

4.1 Projets à retenir

L'article R122-5 II 4° du code de l'environnement précise les projets à intégrer dans l'analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus. Il s'agit des projets qui :

- ont fait l'objet d'un document d'incidences au titre d'article R214-6 du code de l'environnement et d'une enquête publique ;
- ont fait l'objet d'une étude d'impact et d'un avis de l'autorité environnementale publié.

Sont exclus

- les projets ayant fait l'objet d'un arrêté au titre des articles R. 214-6 à R. 214-31 mentionnant un délai et devenu caduc ;
- les projets dont la décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution est devenue caduque ;
- les projets dont l'enquête publique n'est plus valable ;
- les projets qui ont été officiellement abandonnés par le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage.

Afin de connaître tous les projets dont les effets seraient susceptibles de se cumuler avec le site, plusieurs sites ont été consultés et notamment les avis de l'autorité environnementale.

Les projets ayant fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale sur la commune de Vallauris et ses alentours sont les suivants :

TYPE DE PROJET	DATE AVIS	COMMUNE	INTITULE	PROJET A PRENDRE EN COMPTE POUR LES EFFETS CUMULES
ICPE	15/01/2016	Nice (06200)	Projet d'installation classée pour un parc zoologique.	Le projet est implanté à proximité immédiate de l'aéroport de Nice, à plus de 21 km au nord-est du site. Aucune interaction entre les 2 projets
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - loisirs	29/01/2016	Isola (06420)	Projet d'aménagement du front de neige de la station d'Isola 2000 - Avis de l'autorité environnementale n°1	Le projet est implanté à quelques kilomètres de la ville d'Isola, à plus de 67 km au nord du site. Aucune interaction entre les 2 projets
	18/03/2016	Isola (06420)	Projet d'aménagement du front de neige de la station d'Isola 2000 - Avis de l'autorité environnementale n°2	Le projet est implanté à quelques kilomètres de la ville d'Isola, à plus de 67 km au nord du site. Aucune interaction entre les 2 projets
Urbanisme	01/04/2016	VALBONNE (06560)	Projet de construction d'un centre commercial, d'un hôtel et de bureaux - PC 00612515T0044	Le projet de centre commercial est localisé à l'extrémité sud-est de la commune de Valbonne Sophia Antipolis, en limite avec les communes d'Antibes et de Vallauris, au niveau de la principale entrée du parc d'activités de Sophia Antipolis, à plus de 6,0 km au nord du site. Aucune interaction entre les 2 projets
Urbanisme – épuration de l'eau	09/05/2016	CAGNES-SUR-MER (06800)	Projet de nouvelle station d'épuration	Le projet de création de la nouvelle station d'épuration est localisé à proximité immédiate, au nord-ouest de l'hippodrome de la côte d'azur, à Cagnes sur mer, à plus de 10,0 km au nord-est du site. Aucune interaction entre les 2 projets

Urbanisme – centrale hydroélectrique	13/05/2016	SAINT- ETIENNE- DE-TINEE (06660)	Projet de centrale hydroélectrique de l'Ardon	Le projet de création de la centrale hydroélectrique est situé sur la commune de Saint Etienne de tinée, à plus de 75 km au nord du site. Aucune interaction entre les 2 projets
---	------------	---	---	--

Tableau 25: Projets à prendre en compte pour les effets cumulés

4.2 Effets des effets cumulés temporaires

Il n'existe pas d'effets cumulés temporaires (Cf. § 3.1)

4.3 Etude des effets cumulés permanents

Il n'y a pas d'interactions entre la zone d'étude et les projets cités au § 4.1, il n'y a donc pas d'effets cumulés permanents.

5. ESQUISSE DES PRINCIPALES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION EXAMINEES ET RAISONS POUR LESQUELLES, EU EGARD DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT OU LA SANTE HUMAINE, LE PROJET PRESENTE A ETE RETENU

5.1 Solutions de substitution

Le site est existant. Aucune solution de substitution n'est envisagée.

5.2 Raisons

Raisons découlant de l'analyse des effets directs ou indirects sur l'environnement et induits par l'activité : les inconvénients générés par le site en fonctionnement normal sont relativement limités.

5.2.1 Raisons économiques

5.2.1.1 Eau

Sur le site, il existe déjà des solutions techniques permettant de limiter l'impact des rejets aqueux sur l'environnement. A savoir :

- Imperméabilisation du site ;
- Réseau séparatif : eaux usées / eaux pluviales ;
- Présence de 2 décanteurs avec séparateur d'hydrocarbures ;
- Curage des décanteurs à intervalles réguliers et pompage des eaux ;

5.2.1.2 Sol

L'activité du site n'est pas à l'origine d'une pollution des sols. L'impact est limité aux eaux de ruissellement qui sont traitées avant rejet éventuel.

Les solutions mises en place pour la protection de l'environnement en terme de pollutions de sols sont identiques à celles décrites ci-dessus.

5.2.1.3 Air

Le site n'est pas à l'origine de rejets atmosphériques pouvant engendrer un impact environnemental.

5.2.1.4 Voisinage et environnement sonore

Au vu de la campagne de mesures de bruit, le site n'est pas à l'origine de nuisance sonore pouvant engendrer une gêne pour le voisinage.

5.2.1.5 Déchets et résidus

Les déchets sur le site sont :

- Les DIB en mélange et ordures ménagères ;
- Le bois ;
- Les huiles ;
- Les pots de peinture et ferrailles ;
- Les boues des décanteurs (immédiatement retraitées) et traces d'hydrocarbures ;
- Les déchets industriels spéciaux provenant de l'activité de sablage/décapage et ponçage.

Les déchets générés par l'activité du site sont limités en catégorie et sont triés sur site avant d'être évacués vers des filières d'élimination autorisées.

5.2.1.6 Transports

Le site a été implanté dans une zone d'activité prévue à cet effet.

5.2.2 Raisons urbanistiques

Le site respecte le règlement du PLU.

5.2.3 Raisons environnementales

5.2.3.1 Eau

Sur le site, il existe des solutions techniques permettant de limiter l'impact des rejets aqueux sur l'environnement. A savoir :

- Imperméabilisation du site ;
- Réseau séparatif : eaux usées / eaux pluviales ;
- Réseau complet d'avaloirs courant sur tout le site, avec jeu de pente
- Présence de 2 décanteurs-débourbeurs et curage régulier des bacs

5.2.3.2 Sols et sous-sols

L'activité du site n'est pas à l'origine d'une pollution des sols. L'impact est limité aux eaux de ruissellement qui sont traitées par une filière professionnelle.

5.2.3.3 Air

Le site n'est pas à l'origine de rejets atmosphériques.

5.2.3.4 Déchets et résidus

Les déchets générés par l'activité du site sont limités en catégorie et sont triés sur site avant d'être évacués vers des filières d'élimination autorisées.

5.2.3.5 Transports

Le site a été implanté dans une zone d'activité prévue à cet effet.

5.2.4 Raisons techniques

L'activité de RODRIGUEZ YACHTS est implantée sur une surface amodiée qui permet de recevoir exclusivement ce type d'activité.

5.2.5 Raisons réglementaires

Les solutions envisagées pour le site permettent d'être conformes avec les exigences réglementaires environnementales notamment en terme de bruit, de nuisances olfactives et de rejets aqueux.

6. ELEMENTS PERMETTANT D'APPRECIER LA COMPATIBILITE DU PROJET

6.1 Avec l'affectation des sols définie par le document d'urbanisme opposable

6.1.1 PLU

La commune de Vallauris dispose d'un PLU (Plan Local d'Urbanisme) depuis 2006 et mis à jour en juin 2016. Le site du chantier naval Rodriguez Yachts est implanté en zone UP.

D'après le règlement du plan local d'urbanisme (modification n°3 en date du 14/03/2013), selon l'article UP1, les occupations et utilisations du sol interdites comprennent :

- les constructions à usage d'entrepôts y compris commerciaux ;
- les constructions à usage industriel et artisanal.

Cependant selon l'article UP2, sont soumises à des conditions particulières les occupations et utilisations du sol comprenant :

- les constructions à usage de bureaux et de services liées à l'activité portuaire ;
- les constructions à usage d'artisanat liées à l'activité portuaire ;
- les installations classées soumises à autorisation ou à déclaration liées à l'activité Portuaire.

Les conditions particulières sont les suivantes :

Article Up4 : Toute occupation du sol ou construction nouvelle admise à l'article UP2 et requérant un système d'assainissement doit être raccordée au réseau public d'assainissement en respectant ses caractéristiques, conformément aux réglementations en vigueur.

La zone UP (zone portuaire de Golfe-Juan), sur laquelle est implanté le site, autorise les activités industrielles et artisanales dans le cadre de l'activité portuaire. De plus, le site est bien raccordé au réseau d'assainissement public, conformément à l'article UP4 du PLU.

6.1.2 Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de la communauté d'agglomération SOPHIA ANTIPOLIS (CASA)

Le SCOT de la communauté d'agglomération SOPHIA ANTIPOLIS a été approuvé le 5 mai 2008 par délibération du conseil communautaire.

D'une superficie de **26 714 hectares**, le périmètre du SCoT rassemble 16 communes pour près de 170 000 habitants.

Lors de l'élaboration du projet d'agglomération, la CASA a été découpée en 5 « unités de voisinage », retenues tout au long de cette étude (découpage fonctionnel et géographique).

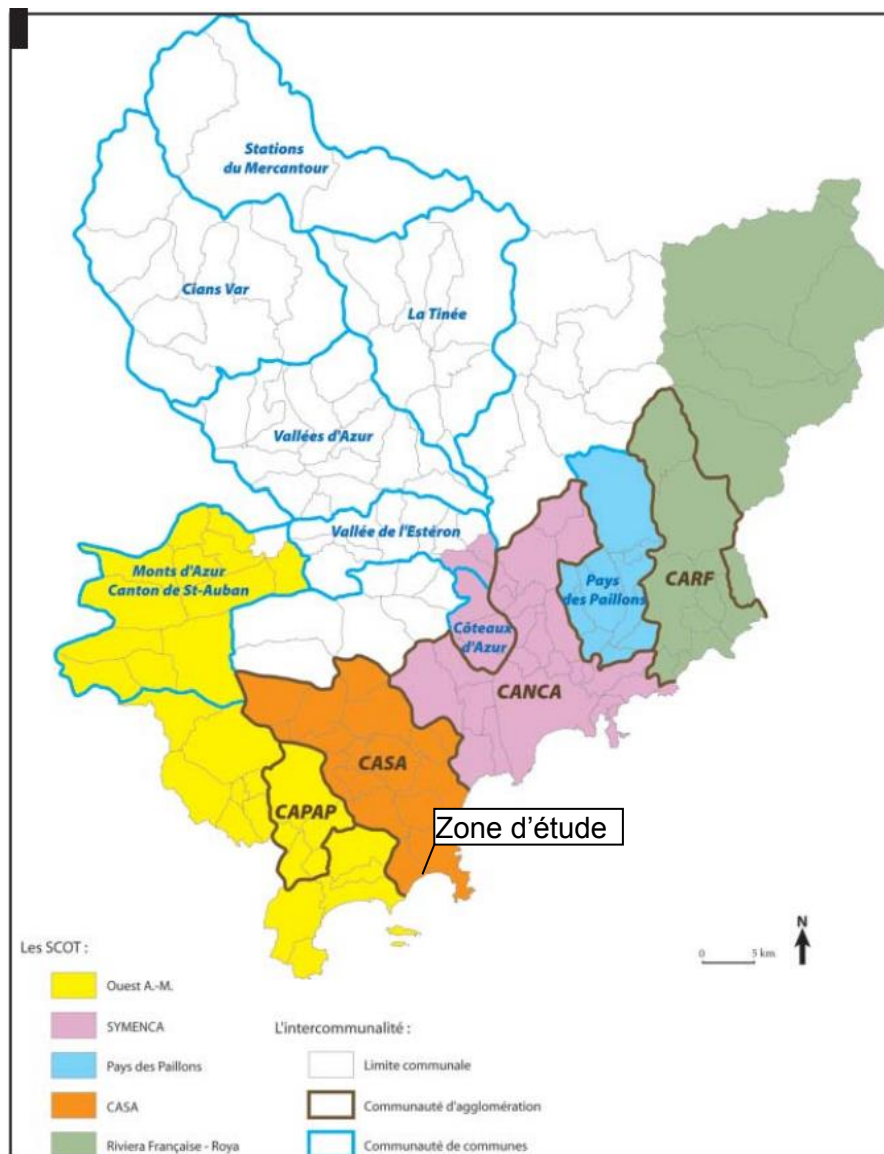


Figure 37 : La CASA dans les Alpes-Maritimes

Le territoire de la CASA comprend les communes suivantes :

- Caussols
- Courmes
- Gourdon
- Tourrettes sur loup
- Le bar sur loup
- Chateauneuf
- Le rouret
- Roquefort les pins
- La colle sur loup
- Saint paul
- Opio
- Villeneuve loubet
- Valbonne
- Biot
- Antibes
- Vallauris

Ces communes sont présentées dans la figure ci-dessous :

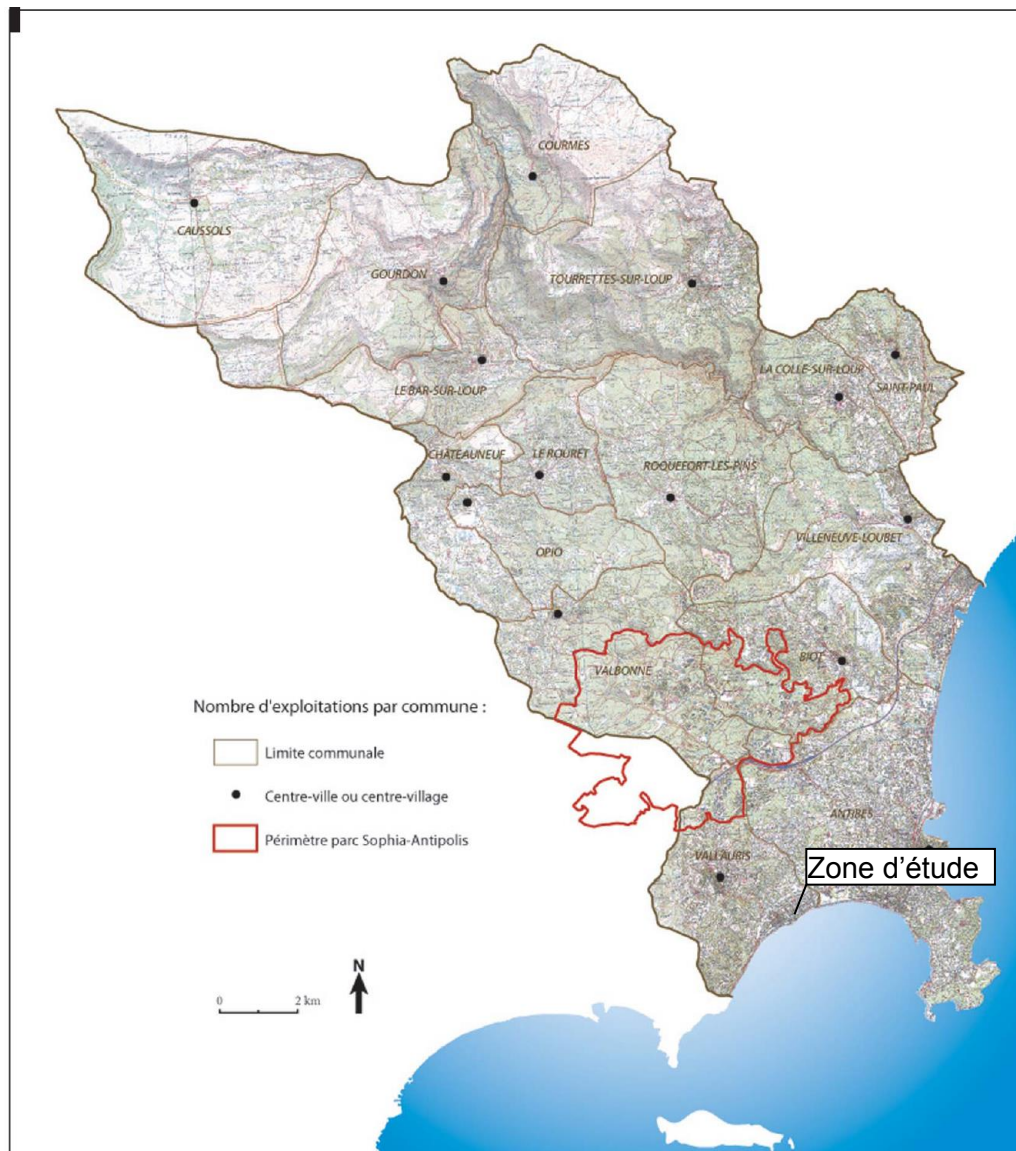


Figure 38 : Les communes de la CASA

La commune de Vallauris fait partie de ce SCoT.

Les orientations générales de l'organisation de l'espace et de la restructuration des espaces urbanisés sont réparties entre 4 items :

- la protection et la valorisation des espaces naturels et des paysages ;
- la limitation de l'étalement urbain ;
- la structuration de l'espace urbain ;
- des formes urbaines adaptées.

Le Scot ne cite pas particulièrement le port Camille Rayon ni les activités industrielles portuaires.

6.2 Articulation avec les plans, schémas et programmes mentionnés à l'article R. 122-17

6.2.1 Plan Régionaux d'Elimination des Déchets Dangereux

L'élaboration des « Plans Régionaux d'Elimination des Déchets Dangereux » (PREDD) relève de la compétence des conseils régionaux depuis 2002.

Le lancement du PRPGG date de 2012 et la dernière version date de 2014.

Les orientations du PREDD sont :

- 1) Réduire la production de déchets dangereux et de leur nocivité ;
- 2) Privilégier la valorisation des déchets dangereux ;
- 3) Optimiser la collecte et la prise en charge des flux de déchets dangereux diffus ;
- 4) Optimiser le transport de déchets dangereux : principe de proximité, sécurité du transport, transport alternatif.

Ces 4 axes sont complétés par un axe transversal regroupant le transport, les risques & santé, la recherche & développement, l'économie, la gouvernance & concertation.

Dans chaque axe, plusieurs actions ont ensuite été développées :

Le site tient compte des orientations du PREDD, en mettant en œuvre les modalités de collecte, de traitement et de valorisation des déchets dangereux.

A savoir :

- Tous les déchets produits sont gérés par des filières agréées.
- Le tri des déchets est appliqué et les filières de valorisation, lorsqu'elles existent, sont privilégiées.
- La majorité des prestataires d'enlèvement de déchets retenus sont localisés dans le département.
- La gestion des déchets au niveau du site permet de rendre négligeable le risque de pollution (envol, contact direct) du milieu par les déchets. Lors de la cessation d'activité de la société, les déchets du site seront évacués selon les modalités de remise en état du site.

6.2.2 Plan National de Prévention des Déchets

Ce plan est de portée très générale et concerne surtout les producteurs. Les entreprises sont notamment sollicitées pour stabiliser leur production de déchets.

L'exploitant veillera à limiter sa production de déchets et à favoriser les filières de réutilisation dès que cela est possible.

6.2.3 Plan Départemental des Déchets Ménagers et Assimilés

Le Plan Départemental des Déchets Ménagers et Assimilés des Alpes Maritimes a principalement pour but de :

- Réduire la production et la nocivité des déchets ;
- Optimiser la collecte des ordures ménagères ;
- Développer les collectes sélectives des recyclages secs ;
- Augmenter la valorisation de la matière organique ;
- Maîtriser les encombrants.

Le site tient compte des orientations du PDEDMA, notamment la valorisation des déchets le tri et l'élimination des ordures ménagères et assimilé. La gestion des déchets prévue sur le site est compatible avec ce Plan.

6.2.4 SDAGE

Le SDAGE RMC 2015-2021 a défini 8 orientations fondamentales, reprises dans le tableau ci-dessous permettant de mettre en évidence l'articulation du projet avec le SDAGE.

ORIENTATION FONDAMENTALE DU SDAGE	DISPOSITIONS PREVUES	MESURES PRISES POUR LE PROJET
OF 0 : S'adapter aux effets du changement climatique	Exemple de mesures : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Economiser durablement l'eau ; ➤ Réduire les pollutions par les nutriments ; ➤ Réduire l'imperméabilisation des sols ; ➤ Restaurer la continuité écologique et le bon fonctionnement des milieux ; ➤ Préserver la fonction hydraulique des zones inondables ; ➤ Préserver le cordon littoral et les zones humides. 	Le site utilise exclusivement des peintures antifongiques de haute qualité environnementale permettant de réduire les pollutions et de préserver le milieu aquatique.
OF 1 – Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	/	Le site dispose deux bacs de décantation dans le but de traiter les effluents aqueux. Les peintures utilisées sont de haute qualité environnementale et permettent de limiter les pollutions du milieu.
OF 2 – Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques	/	L'ensemble des rejets aqueux est traité par des bacs de décantation.
OF 3 – Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement	/	Non concerné.

ORIENTATION FONDAMENTALE DU SDAGE	DISPOSITIONS PREVUES	MESURES PRISES POUR LE PROJET
OF 4 – Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau	➤ Organiser la maîtrise d'ouvrage de la gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, dans les territoires, entre les structures de gestion de l'eau par bassin versant et les établissements publics intercommunaux à fiscalité propre.	Non concerné.

ORIENTATION FONDAMENTALE DU SDAGE	DISPOSITIONS PREVUES	MESURES PRISES POUR LE PROJET
OF 5 – Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé	Cf. Ci-dessous	
OF 5A – Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Lutter contre les pollutions propagées par les eaux pluviales ; ➤ Améliorer ou créer des systèmes d'assainissement ainsi que le traitement plus poussé de certains rejets dans des installations existantes ; ➤ Traiter les rejets issus d'activités non visées par les obligations réglementaires (activités vinicoles, piscicoles et de production agro-alimentaire) ; ➤ Traiter les rejets liés aux pollutions domestiques diffuses et dispersées (assainissement non collectif). 	Le site est raccordé au réseau communal équipé d'une STEP.
OF 5B – Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Lutter contre les pollutions urbaines ; ➤ Améliorer la qualité physique des milieux ; ➤ Lutter contre les pollutions agricoles. 	Aucun apport en phosphore, azote ou toute autre substance susceptible de provoquer une eutrophisation des eaux.
OF 5C – Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réduire des rejets issus des processus de fabrication industriels (métallurgie, plasturgie, traitement du bois) et au niveau du littoral la réduction des rejets issus des activités portuaires (eaux usées, aires de carénage...) ; ➤ Contrôler et actualiser des autorisations de rejets et de raccordement, en compléments ou préalablement aux actions précédentes ; ➤ Maîtriser et réduire des pollutions issues de sites pollués abandonnés ou sources de contamination importantes ; ➤ Lutter contre les pollutions propagées par les eaux pluviales. 	Les produits dangereux sont actuellement stockés dans un local avec une dalle en béton, il est prévu de placer ce stockage sur rétention.

ORIENTATION FONDAMENTALE DU SDAGE	DISPOSITIONS PREVUES	MESURES PRISES POUR LE PROJET
OF 5D – Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ En zone agricole, les actions consistent à réduire les pollutions diffuses en favorisant l'adoption de pratiques agricoles moins polluantes et à supprimer les pollutions ponctuelles au cours des étapes de manipulation des produits. ➤ En zone non agricole, les mesures visent à l'amélioration des pratiques d'utilisation des pesticides en zones urbaines et à la gestion du désherbage sur les infrastructures de transport. 	Aucune utilisation de pesticides sur le site.
OF 5 E – Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Améliorer la qualité des ouvrages de captage d'eau destinée à la consommation humaine ➤ Réduire les pollutions par les matières organiques et les nutriments, les substances dangereuses et les pesticides 	Absence de captage d'eau potable à proximité, les rejets aqueux pouvant être en contact avec les eaux du port (activités de loisirs) sont traités.
OF 6 – Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides	Cf. Détails ci-dessous	
OF 6A – Agir sur la morphologie et le découloignement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques	Action de restauration des milieux portant sur : <ul style="list-style-type: none"> ➤ la morphologie et la dynamique des lagunes ; ➤ le lit mineur, le lit majeur et les annexes des cours d'eau ; la gestion des plans d'eau. 	Non concerné.
OF 6B – Préserver, restaurer et gérer les zones humides	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Maîtriser le foncier des zones humides ; ➤ Restaurer les zones humides. 	Le site ne se trouve pas sur une zone humide ni à proximité.
OF 6C – Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mettre en place des actions de préservation, des aménagements dans les sites menacés ; ➤ Informer et sensibiliser les usagers qui fréquentent les sites naturels ; ➤ Intervenir sur les populations d'espèces exotiques envahissantes (plans de gestion pluriannuels). 	Le site dispose deux bacs de décantation dans le but de traiter les effluents aqueux. Les peintures utilisées sont de haute qualité environnementale et permettent de limiter les pollutions du milieu.
OF 7 – Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	A l'échelle des masses d'eau souterraine et superficielle : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Economiser et optimiser la gestion de l'eau dans tous les secteurs d'activité (principalement pour l'irrigation agricole et l'amélioration du rendement des réseaux d'alimentation en eau potable) ; ➤ Evaluer les volumes prélevables globaux, répartis par usage et en adéquation avec les ressources disponibles et les objectifs de 	Non applicable au projet.

ORIENTATION FONDAMENTALE DU SDAGE	DISPOSITIONS PREVUES	MESURES PRISES POUR LE PROJET
	<p>débits et de niveaux piézométriques à atteindre ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mettre en œuvre de plans de gestion de la ressource en eau (PGRE) ; ➤ Rechercher des ressources complémentaires ou de substitution pour assurer la sécurisation de l'alimentation en eau potable et la préservation des milieux aquatiques. 	
OF 8 – Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	/	<p>Le site est implanté en zone blanche ZPE.</p> <p>Le projet prend en compte les dispositions à prendre pour limiter le risque inondation.</p>

Tableau 26: Orientations fondamentales du SDAGE

6.2.5 Prise en compte du schéma régional climat air énergie (SRCAE) PACA

Le SRCAE doit définir, à partir d'états des lieux, des objectifs et des orientations aux horizons 2020 et 2050 en termes de :

- développement des énergies renouvelables ;
- maîtrise des consommations énergétiques ;
- réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- qualité de l'air et de réduction des émissions de polluants atmosphériques ;
- adaptation au changement climatique.

6.3 Articulation avec les plans, schémas et programmes non mentionnés à l'article R. 122-17

Les **PPA** ont été introduits par la Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE) du 30 décembre 1996. Il constitue un outil de gestion de la qualité de l'air qui doit être élaboré dans toutes les agglomérations de plus de 250 000 habitants. Il doit répondre à la réglementation de la qualité de l'air au niveau local en imposant des contraintes réglementaires aux émetteurs dans le but de reconquérir un air de qualité d'ici 2010.

Les plans de protection de l'atmosphère, élaborés sous l'autorité des préfets, ont pour objectif de ramener les niveaux de pollution atmosphérique en-dessous des valeurs limites de qualité de l'air. Il s'organise autour de trois grands axes :

- un état des lieux de la qualité de l'air de l'agglomération,
- les objectifs à atteindre,
- les mesures spécifiques à mettre en œuvre pour y parvenir.

Vallauris est concerné par le PPA des Alpes-Maritimes du 9 février 2015.
--

7. MESURES PREVUES

7.1 Mesures prévues pour éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et pour réduire les effets n'ayant pu être évités

Un certain nombre d'impacts sur le site et son environnement peut se manifester lors du fonctionnement du site

Les mesures prévues pour éviter les effets négatifs du projet sont les décrites ci-après.

7.1.1 Effets permanents du projet sur l'environnement

7.1.1.1 Eau

7.1.1.1.1 Consommation en eau

La consommation d'eau potable pour l'année 2015 est de 657 m³.

Les mesures prévues pour limiter la consommation d'eau est de privilégier le lavage des bateaux le matin pour limiter le phénomène d'évaporation.

De plus, les appareils ne sont jamais en fonctionnement en dehors de périodes d'utilisation et sont suffisamment puissantes pour réduire le temps de lavage et donc la quantité d'eau utilisée.

7.1.1.1.2 Pollution des eaux

Le réseau eaux usées / eaux pluviales est séparatif sur le site.

Les **eaux usées domestiques** proviennent des sanitaires, lavabos et douches.

Les eaux usées rejoignent les réseaux d'eaux usées communales.

7.1.1.1.3 Réseau d'eaux pluviales

La présence des caniveaux permet d'orienter les eaux de voirie, les eaux de lavage et de décapage des bateaux vers les 2 décanteurs d'une capacité unitaire de 3 300 l qui sont curés et pompés plusieurs fois par an (1 à 2 fois).

Ces eaux ne sont pas chargées en hydrocarbures. En effet, lors des opérations de vidange, d'occurrence marginale, les huiles de vidange sont récupérées dans des bacs étanches prévus à cet effet et jamais mélangées aux eaux de pluie.

Aucun document technique relatif au décanteur n'a été conservé sur le site. Toutefois, les mesures de rejets aqueux réalisées sur le site en juillet 2016 sont conformes à la réglementation, montrant le bon fonctionnement de cette installation qui permet de rendre négligeables les rejets dans l'environnement.

De plus, sur la base d'une surface au sol imperméabilisé de 9 235 m² (comprenant 400 m² de bureaux et 8 835 m² de surfaces extérieures), le volume du premier flot décennal à contenir est de 92 m³.

Aujourd'hui, le site ne dispose pas d'un bassin de confinement, sans que cela soit préjudiciable.

7.1.1.2 Sol et sous-sols

En **fonctionnement normal** des installations, les activités du site ne sont pas de nature à porter atteinte aux sols.

7.1.1.3 Air

7.1.1.3.1 Rejets atmosphériques

Les gaz de combustion provenant des moteurs des véhicules ne peuvent pas être traités.

Un certain nombre de dispositions simples permettront de limiter la génération de polluants dans l'atmosphère par les véhicules (VL et PL), notamment :

- la limitation de la vitesse sur le site (20 km/h) et la circulation en principe interdite, sauf exception (déchargement de matériel lourd près des bateaux) ;
- l'arrêt des moteurs pendant les phases d'attente, de stationnement et éventuellement de livraison.

Par ailleurs, il est à noter que les véhicules automobiles sont soumis à la réglementation du Code de la Route et doivent ainsi être conformes en terme de rejets de gaz d'échappement.

De même, les poids-lourds sont équipés de gros moteurs diesel et doivent, selon l'arrêté du 6 mai 1988, respecter les conditions de la directive n°88/77/CEE du 3 décembre 1987. Celle-ci concerne en effet les émissions de gaz polluants provenant des moteurs diesel destinés à leur propulsion et reprend les prescriptions techniques du règlement n°49 de l'accord de Genève de 1958.

7.1.1.3.2 Rejets atmosphériques liés aux activités de peinture, de décapage/sablage/ponçage

Plusieurs niveaux de protection de l'environnement ont été mis en place :

- 1^{er} niveau : le contrôle des conditions d'exercice de l'activité.

Les opérations de décapage, sablage et ponçage ne sont pas effectuées en cas de grand vent et sont limitées aux bateaux dont l'état le nécessite. Un ponçage superficiel, voire une absence de ponçage, est toujours préféré tant que le bateau est dans un bon état général.

- 2^{ème} niveau : l'emploi d'un matériel adapté

Lors des activités de ponçage, le matériel utilisé est une ponceuse manuelle reliée à un aspirateur. Les poussières récupérées sont stockées en sacs puis en benne et sont envoyées en déchetterie.

– 3^{ème} niveau : la préparation de la zone de travail

Concernant l'activité de décapage/sablage, les techniciens accrochent des bâches étanches autour du bateau pour réaliser un cocon. Ce cocon limite les envols de poussières. Celles-ci sont immédiatement récupérées au sol et sont mises en sacs. La société VEOLIA récupère ces sacs pour retraiter le sable.

A chaque fin de ces opérations et en tout état de cause au moins une fois par jour, une balayeuse manuelle ou rotative professionnelle est utilisée pour nettoyer le sol et récupérer les déchets résiduels et empêcher leur enlèvement par les eaux pluviales.

De plus, les bordures du site ne sont pas concernées par ces opérations, rendant ainsi plus facile la récupération des poussières et déchets qui restent limités à la zone de stationnement du bateau traité.

– 4^{ème} niveau : l'équipement du site

Les toiles/grillage bordant l'ensemble du site (de hauteur élevées et étanches) sont une mesure compensatoire et un deuxième niveau de protection pour empêcher les poussières hors site.

Il convient de préciser que les mesures prises semblent efficaces dans la mesure où les bateaux résidents aux abords du site n'ont jamais émis de plaintes concernant des éventuels rejets de poussières ou de matières volatiles.

Une campagne de mesure des rejets de poussière sera réalisée au 1^{er} trimestre 2017 lors de la reprise de la pleine activité afin de contrôler ces bons résultats.

7.1.1.4 Climat

Les émissions de gaz à effet de serre du site ne sont pas significatives et par conséquent leur impact peut être considéré comme négligeable.

Aucune mesure compensatoire particulière n'est prévue.

7.1.1.5 Faune et flore

Le site est situé à proximité de la ZNIEFF maritime de type II "Golf Juan et anse du crouton". Les rejets aqueux du site sont traités à l'aide de deux bacs de décantation pour ne pas impacter ce milieu naturel.

7.1.1.6 Paysage et patrimoine

Le site se trouve dans une zone d'activité. L'impact du site sur le paysage et le patrimoine est négligeable.

Aucune mesure compensatoire particulière n'est prévue.

7.1.1.7 Voisinage et environnement sonore /Vibrations

Le site n'est pas à l'origine de vibrations ou de bruits constituant une source de gêne pour le voisinage.

Aucune mesure n'est prévue.

7.1.1.8 Odeurs

Le site n'est pas à l'origine d'odeurs constituant une source de gêne pour le voisinage.
Aucune mesure n'est prévue.

7.1.1.9 Émissions lumineuses

Les sources lumineuses du site ne constituent pas une source de gêne pour le voisinage.
Aucune mesure n'est prévue.

7.1.1.10 Rayonnements électromagnétiques

Le site n'est pas à l'origine de rayonnements électromagnétiques.
Aucune mesure compensatoire particulière n'est prévue.

7.1.1.11 Transports

L'accès au site se fait par l'avenue des Frères Roustan par le Nord. Il s'agit d'une route côtière dont le trafic moyen journalier n'est pas déterminé. Cependant les véhicules empruntant cette route pour rejoindre la zone d'étude sont en nombre négligeable par rapport au trafic journalier.

L'impact est donc négligeable. Aucune mesure n'est prévue.

7.1.1.12 Consommation énergétique

Afin d'utiliser de façon rationnelle l'énergie, des détecteurs de présence sont placés sur les spots servant à l'éclairage nocturne du site.

7.1.1.13 Déchets

Les déchets générés par l'activité du site sont limités en catégorie et sont triés sur site avant d'être évacués vers des filières d'élimination autorisées.

Les déchets liquides sont stockés en benne, en container ou en fût permettant de limiter d'éventuelles pollutions du sol.

Aucune mesure supplémentaire n'est prévue.

7.1.1.14 Hygiène, santé, sécurité et salubrité publiques

Au vu de la campagne de mesures de bruit, l'impact sonore sur la santé, dû à l'exploitation du site est négligeable pour les personnes les plus exposées, notamment les habitations les plus proches, situées à 180 m du site.

Les rejets aqueux ne sont pas à l'origine de nuisances pour les populations avoisinantes, les personnes pratiquant des activités nautiques ou de pêche dans le port. En effet, les rejets aqueux provenant des eaux de voirie des effluents de lavage et de décapage des bateaux sont traités et pompés au sein des décanteurs, de sorte que les rejets en milieu naturels sont par nature limités et inférieurs aux seuils autorisés.

Les rejets atmosphériques ne sont pas à l'origine de nuisances pour les populations avoisinantes. En effet, les peintures utilisées pour les bateaux sont appliquées au rouleau et sont peu volatiles.

Concernant les poussières, celles-ci sont émises lors des opérations de décapage, sablage et ponçage. Les conditions d'exercice de cette activité, le matériel utilisé et les bonnes

pratiques mises en place sur le site permettent de limiter suffisamment l'impact sur l'environnement.

Aucune mesure supplémentaire n'est prévue à ce stade.

7.2 Mesures prévues pour compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine n'ayant pu être ni évités ni suffisamment réduits

Sans objet.

7.3 Justification de l'impossibilité de compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine n'ayant pu être ni évités ni suffisamment réduits

Sans objet.

7.4 Estimation des dépenses des mesures prévues

Les investissements intégrés à l'activité, dans un objectif de protection de l'environnement, ont été détaillés pour chaque aspect environnemental.

Ces mesures permettent de garantir l'exploitation d'un site qui fonctionne dans le respect des normes et de la réglementation environnementale.

D'autre part, la conception des installations et les procédures qui sont établies pour assurer son fonctionnement permettent de concourir à la limitation des pollutions accidentelles et à prévenir l'apparition de sinistres.

Les principaux investissements réalisés en 2016 pour la protection de l'environnement et la prévention des risques sont détaillés dans le tableau suivant :

MESURES	COUT	ETAT D AVANCEMENT
Mise en place de bacs de rétention	3.500 €HT sauf à parfaire	En cours

Achat d'une balayeuse rotative pour la récupération des poussières au sol	14 000 €HT + coût de la main d'œuvre (1/2 ETP)	Fait
Réalisation du dossier d'autorisation Prestations de conseil	14 400 €HT 12 500 € HT	Fait
Réalisation des différentes études (analyse des eaux, foudre)	3.600 € HT 1 350 € HT	Fait
Réalisation des plans du site, de l'environnement (200m aux alentours du site) et des réseaux	6.688 € HT	Fait

Ce budget n'inclut pas le coût du traitement des différents déchets via les filières de recyclage ad hoc. Celui-ci dépend du volume de déchets traités et s'établit entre 5000 et 10.000 euros par an.

7.5 Exposé des effets attendus des mesures prévues à l'égard des impacts du projet

Le présent chapitre vise à examiner en fonction des sensibilités identifiées précédemment, les impacts éventuels du projet sur l'environnement. Il prend en compte les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et la santé humaine.

7.5.1 Effets temporaires du projet sur l'environnement

Sans objet : site existant.

7.5.2 Effets permanents du projet sur l'environnement

7.5.2.1 Eau

Le principal impact du site sur l'environnement est lié aux rejets aqueux.

Les effets attendus des mesures compensatoires prises pour limiter les rejets aqueux sur l'environnement sont : le traitement des rejets aqueux.

Concernant la consommation d'eau, les effets attendus sont une diminution de la consommation d'eau liée à l'activité de carénage.

7.5.2.2 Sol et sous-sols

Sans objet : absence de pollutions du sol et des sous-sols.

7.5.2.3 Air

Sans objet : les mesures mises en place permettent de contenir les poussières dans l'enceinte du site. Toutefois, une campagne de mesure des rejets de poussière sera réalisées lors de la reprise de la pleine activité au 1^{er} trimestre 2017.

7.5.2.4 Climat

Sans objet : les émissions de gaz à effet de serre du site ne sont pas significatives.

7.5.2.5 Faune et flore

L'exploitant a mis en place des mesures compensatoires pour que les rejets aqueux ne nuisent pas au milieu aquatique.

L'effet attendu sera la maîtrise des rejets aqueux qui sera suivi grâce aux analyses de rejets aqueux.

7.5.2.6 Paysage et patrimoine

Sans objet : le site se trouve dans une zone d'activité.

7.5.2.7 Voisinage et environnement sonore/Vibrations

Sans objet : l'impact sonore sur le site est limité à l'enceinte de ce dernier.

7.5.2.8 Odeurs

Sans objet : les activités du site ne constituent pas une source de gêne pour le voisinage.

7.5.2.9 Émissions lumineuses

Sans objet : les sources lumineuses du site ne constituent pas une source de gêne pour le voisinage.

7.5.2.10 Rayonnements électromagnétiques

Sans objet : le site ne sera pas à l'origine de rayonnements électromagnétiques.

7.5.2.11 Transports

Sans objet.

7.5.2.12 Hygiène, santé, sécurité et salubrité publiques

Sans objet.

7.5.2.13 Déchets

Les déchets générés par l'activité du site sont limités en catégorie et sont triés sur site.

7.5.2.14 Consommation énergétique

Les mesures mises en place permettent de limiter la consommation énergétique du site.

7.6 Présentation des principales modalités de suivi des mesures prévues et du suivi de leurs effets

Comme évoqué précédemment, le principal impact du site sur l'environnement est lié aux envols de poussières et aux nuisances olfactives. Les principales modalités de suivi des mesures prévues et du suivi de leurs effets sont présentées ci-après.

7.6.1 Eau

Des mesures seront effectuées par le laboratoire EUROFINs sur les rejets aqueux 1 fois/an, aux abords immédiats du site (darses).

Ces mesures comprendront l'analyse de :

- Le pH ;
- La température ;
- Les polluants spécifiques :
 - ✓ L'azote global ;
 - ✓ Le phosphore total ;
 - ✓ L'indice phénols ;
 - ✓ Le chrome hexavalent ;
 - ✓ Les cyanures ;
 - ✓ L'AOX ;
 - ✓ L'arsenic et composés ;
 - ✓ Les hydrocarbures totaux ;
 - ✓ Les métaux lourds ;
 - ✓ Le plomb et composés ;
 - ✓ Le cuivre et composés ;
 - ✓ Le nickel et composés ;
 - ✓ Le zinc et composés ;
 - ✓ L'étain
 - ✓ Le xylène ;
- Les MES ;
- La DCO ;
- La DBO5.

7.6.2 Sol et sous-sols

Sans objet.

7.6.3 Air

Sans objet.

7.6.4 Climat

Sans objet.

7.6.5 Faune et flore

Sans objet.

7.6.6 Paysage et patrimoine

Sans objet.

7.6.7 Voisinage et environnement sonore/Vibrations

Des mesures de bruit seront réalisées tous les 3 ans.

7.6.8 Odeurs

Sans objet.

7.6.9 Émissions lumineuses

Sans objet.

7.6.10 Rayonnements électromagnétiques

Sans objet.

7.6.11 Transports

Sans objet.

7.6.12 Hygiène, santé, sécurité et salubrité

Sans objet.

7.6.13 Déchets

L'exploitant veillera que les déchets soient bien triés sur site et qu'ils empruntent les bonnes filières de traitement.

7.6.14 Consommation énergétique

Sans objet.

7.7 Description des performances attendues des mesures prévues réductrices et compensatoires

7.7.1 Eau

Les rejets aqueux doivent être compatibles avec les normes en vigueur et ne pas impacter les milieux naturels.

7.7.2 Sol et sous-sols

Sans objet

7.7.3 Air

Sans objet

7.7.4 Climat

Sans objet.

7.7.5 Faune et flore

Sans objet.

7.7.6 Paysage et patrimoine

Sans objet.

7.7.7 Voisinage et environnement sonore/ Vibrations

Sans objet.

7.7.8 Odeurs

Sans objet.

7.7.9 Émissions lumineuses

Sans objet.

7.7.10 Rayonnements électromagnétiques

Sans objet.

7.7.11 Transports

Sans objet.

7.7.12 Consommation énergétique

Privilégier l'éclairage naturel permettra de diminuer la consommation en électricité.

7.7.13 Déchets

L'amélioration continue de la gestion des déchets permettra de trier 100 % des déchets du site et de valoriser le maximum de déchets.

7.7.14 Hygiène, santé, sécurité et salubrité publiques

Les performances attendues liées à la mise en place de l'ensemble des mesures compensatoires prises pour que les rejets aqueux ne nuisent pas aux milieux environnant.

7.8 Justification du choix des mesures envisagées et présentation des performances attendues au regard des meilleures techniques disponibles

7.8.1 Les meilleures techniques disponibles applicables

La directive IPPC a pour objet la prévention et la réduction intégrées des pollutions en provenance de certaines activités. "Elle prévoit les mesures visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire les émissions des activités susvisées dans l'air, l'eau et le sol, y compris les mesures concernant les déchets, afin d'atteindre un niveau élevé de protection de l'environnement considéré dans son ensemble."

Le site RODRIGUEZ YACHTS n'est pas soumis à la Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution). Le site n'est donc pas soumis à l'étude des meilleures technologies disponibles.

7.9 Conditions de remise en état du site après exploitation

Ce chapitre vise à préciser les dispositions prévues et à mettre en œuvre en fin d'exploitation du site ou en cas de démantèlement de l'une des installations classées.

On ne traite dans ce chapitre que du cas de cessation de l'activité nécessitant un démontage et un enlèvement des matériels et bâtiments. Il va de soi que dans le cas d'un rachat du site, de ses bâtis et éventuellement de ses activités, toutes les mesures décrites ci-dessous ne seront pas appliquées par le déposant du présent dossier.

Il convient de préciser que les conditions de remise en état du site sont prévues par le contrat d'amodiation liant l'amodiatrice (RODRIGUEZ YACHTS) à la commune de Vallauris, obligeant l'amodiatrice à remettre le site en état à l'expiration du contrat.

7.9.1 Évacuation des produits dangereux et déchets

Aux termes du contrat d'amodiation, à la fin de la concession l'exploitant est tenu de rendre le site dans son état d'origine, remis à nu, vidé de tout matériel et outillage.

Les produits dangereux seront intégralement évacués du site. Tous les produits combustibles (cartons, emballages) seront évacués en amont afin d'éliminer les risques de départ de feu.

Les produits toxiques, dangereux pour l'environnement et les déchets industriels spéciaux stockés sur le site seront évacués.

Les boues des décanteurs seront curées après l'arrêt de l'activité et ceux-ci intégralement visés par une société spécialisée.

Ainsi, au vu des activités et des mesures de précautions prises, le risque de pollution de sol semble écarté. Cependant, conformément à la réglementation, un mémoire sera fourni sur l'état du site et les mesures envisagées en cas de pollution avérée.

7.9.2 Démantèlement des matériels et des bâtiments

Les bâtiments doivent être rendus à la Mairie de Vallauris dans leur état initial, sans destruction.

A la demande de l'autorité concédante, RODRIGUEZ YACHTS pourra procéder à la démolition de toutes les superstructures, à l'évacuation des déblais et au réglage des terrains (fosses) de façon à rendre celui-ci prêt à recevoir une nouvelle affectation.

D'une façon générale, les matériels seront déposés, puis revendus ou recyclés dans les filières les plus adaptées du moment. Les matériaux de déconstruction (béton, masse métallique, bois, etc.) seront évacués et recyclés.

7.9.3 Réinsertion du site dans son environnement

Le risque de pollution de sol semble écarté au vu de l'activité telle qu'elle est exercée et des mesures de précautions qui sont prévues dans le présent dossier.

Cependant, conformément au code de l'environnement (partie installations classées, livre V), des articles Art. R. 512-74 et suivants, la société bénéficiant de l'autorisation d'exploiter ce site devra :

- notifier au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. La notification prévue indiquera les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comporteront notamment :
 - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
 - des interdictions ou limitations d'accès au site ;
 - la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
 - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
- placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte et qu'il permette un usage futur du site.
- transmettre au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer, au moment de la notification d'arrêt. Il transmettra dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.
- informer le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site. Il lui transmettra dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comporteront notamment:
 - les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
 - les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
 - en cas de besoin, la surveillance à exercer ;
 - les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.
- transmettre le procès-verbal adressé par le préfet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

7.9.4 Usage futur du site

En application de l'Article R 512-6-I du Code de l'environnement, la société Rodriguez Yachts va solliciter l'avis du maire sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation puisqu'il ne s'agissait pas d'un site nouveau.

L'usage futur du site préconisé par la société Rodriguez Yachts est de réhabiliter le site de sorte qu'il puisse être compatible avec les usages prévus par les documents d'urbanisme existants.

8. GARANTIES FINANCIERES

Le site n'est pas concerné par le calcul des garanties financières.

9. PRESENTATION DES METHODES UTILISEES

9.1 Méthodes pour établir l'état initial

L'évaluation de l'état initial a principalement été réalisée sur la base internet.

9.2 Méthodes pour évaluer les effets du projet sur l'environnement

L'évaluation des impacts sur l'environnement de la société Rodriguez Yachts est basée principalement sur le retour d'expérience de la société qui exploite le site. Cette étude a été réalisée en collaboration avec Monsieur Dino ABBRUZZESE, Président de RODRIGUEZ YACHTS, appuyé de ses collaborateurs.

L'analyse s'est déroulée en quatre étapes :

- recensement des impacts liés au site,
- évaluation de ces impacts,
- analyse des mesures mises en place,
- réflexions sur les améliorations éventuelles à apporter.

L'analyse des impacts s'est faite en tenant bien évidemment compte des caractéristiques du projet.

9.3 Explication des raisons ayant conduit au choix parmi plusieurs méthodes disponibles

Sans objet.

9.4 Références

9.4.1 Services consultés

- Agence de l'Eau
- BRGM
- DREAL PACA
- GEOPORTAIL
- IGN
- Banque HYDRO
- INAO
- INSEE
- Météo France
- Ministère de l'Agriculture

9.4.2 Bibliographie

- Agence de l'eau ; SDAGE du Bassin Rhône Méditerranée Corse.
- Agence de l'eau : masse d'eau souterraine.
- DREAL PACA : zones protégées.
- BRGM ; Banque de données du Sous-sol (BSS), carte géologique de Vallauris 1/50000
- Banque HYDRO nationale de données pour l'hydrométrie et l'hydrologie.
- Code permanent de l'Environnement et des nuisances.
- IGN ; Carte au 1/25000.
- Météo France ; Données météorologiques de la station de Nice.
- PLU et cadastre de la commune de Vallauris.

10. DESCRIPTION DES DIFFICULTES EVENTUELLES TECHNIQUES OU SCIENTIFIQUES

Aucune difficulté particulière n'a été rencontrée pour l'élaboration de l'étude d'impact.

11. AUTEURS DE L'ETUDE D'IMPACT ET DES ETUDES AYANT CONTRIBUE A SA REALISATION

Cette étude d'impact a été réalisée par :

- Delphine GUILLERMIN, Chargée d'Affaires en Environnement à SOCOTEC ;
- Nicolas DUGAST, Chargé d'Affaires en Sites et sols pollués à SOCOTEC;

en groupe de travail avec les équipes de la société RODRIGUEZ YACHTS :

- Dino ABBRUZZESE, Président
- Domingos DA COSTA, Chef grutier et responsable de site
- Alexandre ECK, Chef d'équipe (entretien et carénage)

12. ÉLÉMENTS DE L'ETUDE DES DANGERS

Au vu de l'analyse préliminaire des risques, il en ressort qu'aucun phénomène dangereux n'a été retenu.

Des moyens de prévention sont mis en place pour limiter le risque d'incendie. A savoir :

- Toutes les 1/4 heures jour et nuit, un agent de la capitainerie réalise des rondes sur le port. Des caméras de surveillance sont présentes sur le site avec un report à la capitainerie.
- De plus, une personne de la société RODRIGUEZ YACHTS est d'astreinte et joignable 24h/24.
- 3 personnes de la société RODRIGUEZ YACHTS sont Sauveteurs Secouristes du Travail.
- Il est interdit de fumer en dehors de la zone prévue à cet effet.
- Les installations électriques constituent une source d'inflammation potentielle. Ces installations font l'objet d'une vérification périodique réalisé par un organisme agréé.

Des moyens de lutte contre l'incendie sont présents sur site. A savoir :

- 4 RIA sont répartis sur le site.
- Des extincteurs sont répartis dans l'ensemble du bâtiment selon les règles Q4.
- Sur chaque borne de raccordement pour les bateaux, est présent un extincteur à poudre 50 kg.

13. APPRECIATION DES IMPACTS DE L'ENSEMBLE DU PROGRAMME – OPTION PROJET CONCOURANT A LA REALISATION D'UN PROGRAMME DE TRAVAUX ECHELONNE DANS LE TEMPS

Sans

objet.

